

Karl Marx

LES CRISES DU CAPITALISME

Texte inédit

Préface de Daniel Bensaïd



Karl Marx

**LES CRISES
DU CAPITALISME**

Préface de Daniel Bensaïd

Édition établie et traduite par Jacques Hebenstreit

Titre original : Karl Marx, Theorien über den Mehrwert
(Vierter Band des *Kapitals*), 2. Teil, Siebzehntes Kapitel,
Dietz Verlag, Berlin, 1959.

Pour l'édition française :
© Éditions Demopolis, 2009
24, rue du Champ-de-l'Alouette
75013 Paris
www.demopolis.fr

© Daniel Bensaïd, 2009 pour la préface

© Traduction française Jacques Hebenstreit, 2009

ISBN : 978-2-35457-031-6

PRÉFACE

de Daniel Bensaïd

Première partie

Marx et les crises

Le tour de force de Marx, contemporain de la première grande expansion bancaire des années victoriennes et du Second Empire, c'est d'avoir traversé les apparences, la surface confuse des choses, pour chercher au cœur du système, les raisons de la déraison, la logique de l'illogique.

Lorsqu'il s'attelle, au début des années 1840, au grand chantier de la critique de l'économie politique, il manque cependant de recul historique pour percevoir pleinement les rythmes de l'économie et pour en démonter les mécanismes. Ricardo lui-même, écrivant sur les crises de 1815, « ne savait au fond rien des crises ». Ses successeurs n'avaient déjà plus les mêmes excuses : « Les phénomènes postérieurs, en particulier la périodicité presque régulière des crises du marché mondial, ne leur permettent plus de nier les faits ou de les interpréter comme accidentels ».

L'argent crie son désir

« La crise me tient en haleine de manière infernale : tous les jours, les prix baissent. Manchester s'enfonce toujours davantage dans la crise », écrit Engels à Marx le 17 décembre 1857. Son excitation devant la propagation de la crise américaine de 1857 est contagieuse. Les notes des *Manuscrits de 1857-1858* (ou *Grundrisse*) de Marx en témoignent. La crise y apparaît sous la métaphore de la folie, mais d'une folie qui « domine la vie des peuples ». Les contradictions du système capitaliste s'y manifestent pleinement. L'unité apparente de la marchandise se « scinde ». Valeur d'usage et valeur d'échange se « dissocient » et « se comportent de manière autonome l'une par rapport à l'autre ». L'économie tout entière devient délirante, « aliénée », en tant que sphère autonome devenue incontrôlable.

Au cours des crises, quand le moment de panique est passé et que l'industrie stagne, l'agent est fixé entre les mains de banquiers, des agents de change, et tout comme le cerf brame sa soif d'eau fraîche, l'argent crie son désir d'un domaine où il puisse être valorisé en tant que capital^[1].

La surproduction et la dévalorisation du capital apparaissent alors comme « le souvenir soudain de tous ces moments nécessaires de la production fondée sur le capital ». Un retour du refoulé, en somme : la crise rappelle à la sphère (ou à la bulle) financière qu'elle ne flotte pas en lévitation, détachée de ce qu'on appelle aujourd'hui bizarrement « l'économie réelle ».

La condition de possibilité des crises est inscrite dans la duplicité de la marchandise. Comme tout bon bourgeois, elle mène une double vie. D'une part, elle est du temps de travail abstrait matérialisé ; d'autre part, elle est le résultat d'un travail déterminé. Pour se comparer à d'autres grandeurs de travail, elle doit « être d'abord transposée en temps de travail, donc en quelque chose qui diffère d'elle qualitativement ». Cette « double existence » porte en elle le risque permanent d'une scission ; elle « doit nécessairement progresser jusqu'à la différence, la différence jusqu'à l'opposition et à la contradiction entre la nature particulière de la marchandise en tant que produit [valeur d'usage] et sa nature universelle en tant que

valeur d'échange. »

Pour Marx, la crise de 1857 met donc en évidence le divorce entre la valeur d'usage du produit et la valeur d'échange exprimée dans l'argent. Il est possible que la marchandise ne puisse plus être « mise en équation avec sa forme universelle, l'argent ». La discorde s'installe alors entre production et circulation. Achat et vente acquièrent des formes d'existence « spatialement et temporellement distinctes l'une de l'autre, indifférentes l'une à l'autre ». « Leur identité immédiate cesse. » La crise révèle et porte au paroxysme ce malaise identitaire. La quête de l'identité perdue devient une fuite en avant, une suite de séparations douloureuses et de retrouvailles éphémères. Comme dans la chanson de *Jules et Jim*, achat et vente se perdent de vue et se retrouvent sans cesse :

Ils peuvent correspondre ou ne pas se correspondre ; ils peuvent coïncider ou non ; leur rapport peut être marqué par des disproportions. Certes, ils chercheront constamment à s'égaliser, mais maintenant c'est le mouvement continu de l'égalisation qui a remplacé l'égalité immédiate antérieure, égalisation qui justement présuppose que soit continuellement posée une non-égalité.

La crise de 1857 met en évidence la scission, entre la valeur d'usage de la marchandise et sa valeur d'échange exprimée dans l'argent, qui menace d'interruption sa « convertibilité ». Le saut périlleux du capital de la forme marchandise à la forme argent peut alors devenir mortel. Le « germe des crises » est donc présent dans l'argent en tant que « valeur devenue autonome », « forme d'existence devenue autonome de la valeur d'échange »^{2}. Cette autonomie engendre l'illusion que l'argent puisse se multiplier par parthénogenèse, s'accroître dans le circuit du crédit sans être fécondé par son passage dans le processus de production.

Une scission ne vient jamais seule. Celle qui divise l'échange en actes indépendants, d'achat et de vente, se réfracte dans la division entre capital industriel, commercial et bancaire : « l'échange pour l'échange se sépare de l'échange pour les marchandises ». Marx entrevoit alors l'ordre complexe des arythmies du capital :

Jusqu'ici, nous avons seulement mis en évidence l'indifférence réciproque des moments singuliers du processus de valorisation ; qu'intérieurement ils se conditionnent, et qu'extérieurement ils se cherchent, mais qu'ils peuvent se retrouver ou ne pas se retrouver, se recouper ou non, correspondre ou non les uns aux autres. La nécessité interne de ce qui forme un tout ; en même temps que son existence autonome et indifférente qui constitue déjà la base de contradictions. Mais nous sommes loin d'en avoir terminé. La contradiction entre la production et la valorisation – dont le capital constitue l'unité – doit être appréhendée de façon encore plus immanente, comme manifestation indifférente et apparemment indépendante des différents moments singuliers du processus, ou plus exactement de la totalité de plusieurs processus qui s'opposent^{3}.

La division se propage. L'ordre désaccordé de la production marchande, où la valeur des choses tourne le dos à leur substance utile, grince et coince de toutes parts. Ce ne sont plus que plaintes et lamentations, râles et gémissements de corps désarticulés :

La crise manifeste l'unité des moments promus à l'autonomie les uns par rapport aux autres. Il n'y aurait pas de crise sans cette unité interne d'éléments en apparence indifférents les uns par rapport aux autres. Elle n'est rien d'autre que la mise en œuvre violente de l'unité des phases du processus de production qui se sont autonomisées l'une vis-à-vis de l'autre. C'est l'établissement par la force de l'unité entre des moments promus à l'autonomie et l'autonomisation par la force de moments qui sont essentiellement en uns^{4}.

L'ordre du capital – mais non l'harmonie sociale – doit alors être rétabli par la violence et par la force. C'est ce que s'obstinent à nier les économistes qui s'en tiennent à « l'unité essentielle » et ignorent ce qui rend les éléments du processus d'ensemble étrangers les uns aux autres, et hostiles jusqu'à l'explosion.

Déséquilibre logique

Dans le passage des *Théories sur la plus-value* repris dans le présent volume, Marx développe l'analyse des crises et leur récurrence initiée dans les *Grundrisse*. Il les oppose aux théories de l'équilibre, inspirées de « l'insipide Jean-Baptiste Say », selon lesquelles la surproduction serait impossible en raison d'une identité immédiate entre la demande et l'offre. Le principe selon lequel « on échange des produits contre des produits » garantirait d'après lui « un équilibre métaphysique entre vendeurs et acheteurs ». Ricardo emprunte à Say cette fable, selon laquelle « nul ne produit si ce n'est dans l'intention de vendre ou de consommer, et il ne vend jamais si ce n'est pour acheter une autre marchandise qui puisse lui être utile ». En produisant, chacun deviendrait « nécessairement soit consommateur de sa propre marchandise, soit acheteur et consommateur des marchandises de quelqu'un d'autre ». La boucle serait donc parfaitement bouclée ; l'équilibre entre vente et achat, offre et demande, assuré.

Le dysfonctionnement ne pourrait alors venir que d'un défaut d'information lié à la complexité croissante du marché. Ricardo l'envisage, mais il se rassure aussitôt : « on ne saurait admettre que le producteur puisse *longtemps* être mal renseigné sur les marchandises qu'il peut produire avec le plus grand profit » et « il est donc invraisemblable qu'il puisse *durablement* produire une marchandise pour laquelle n'existe pas la demande ». En somme, le marché serait un informateur parfait.

Ce fut, plus près de nous, l'argument libéral de Friedrich Hayek en faveur de la concurrence libre et non faussée, chère aux architectes de l'Union européenne. La privatisation de l'information financière et l'invention de produits financiers de plus en plus sophistiqués qui effacent les pistes et brouillent les messages ont eu raison de ce mythe. Le marché s'est avoué incapable de relever « le défi informationnel » lié à la micro-finance. Constatant l'impuissance de la commission chargée de surveiller les marchés américains (la SEC) à démêler les comptes mirifiques d'un Madoff, son ancien président William Donaldson admet qu'un « contrôle adapté à des systèmes du marché complexe » reste à « inventer » ! C'est un constat d'échec en bonne et due forme des prétentieuses « mathématiques financières » qui ne sont jamais, comme l'écrit fort bien Denis Guedj, que des mathématiques mercenaires appliquées à la finance^[5]. Leurs modèles browniens, conçus pour formaliser des « effets d'agitation moyenne » sont impuissants à rendre compte « des situations de risque extrême qui peuvent survenir sur les marchés, de sorte qu'ils ne voient pas les crises et les faillites », regrette Olivier Le Courtois, professeur de finance (!) à l'EML de Lyon. Dans les situations extrêmes que le système capitaliste génère de façon récurrente, le « hasard sage » sur lequel travaillent les calculateurs de risque se transforme, en effet, en « hasard sauvage ».

Ricardo, lui, pouvait encore croire à l'impartialité et à la fiabilité informationnelle du marché, sinon en temps réel, du moins à terme, à la longue. Mais en attendant ? En attendant, la scission entre vente et achat demeure et la « disjonction du processus de production immédiat et du processus de circulation développe la possibilité de la crise ». Cette possibilité résulte du fait que les formes que parcourt le capital dans le cycle de ses métamorphoses (d'argent – A – en moyens de production – P –, de moyens de production en marchandises – M –, de marchandises en argent) « peuvent être et sont séparées ». Elles « ne coïncident pas dans le temps et dans l'espace ». *A fortiori* avec la mondialisation : le

capitaliste individuel perçoit le salaire versé à ses salariés comme un pur coût de production dès lors que le consommateur achète des produits d'importation et que ses propres produits sont écoulés sur un lointain marché. Le cercle qualifié de vertueux entre production et consommation, vente et achat, est brisé.

La séparation de la vente et de l'achat distingue l'économie capitaliste d'une économie de troc où « personne ne peut être vendeur sans être acheteur » (et réciproquement). Le gros de la production est alors directement orienté vers la satisfaction de besoins immédiats. « Dans la production marchande », en revanche, « la production immédiate disparaît ». On ne produit plus pour les besoins, mais pour le profit, qui ne s'intéresse nullement aux besoins sociaux, seulement à la demande solvable. Car, « si la vente n'a pas lieu, c'est la crise ». Dans la production marchande, pour réaliser la plus-value qui lui est incorporée, « la marchandise doit nécessairement être transformée en argent, alors que l'argent ne doit pas nécessairement et immédiatement être transformé en marchandises ». C'est pourquoi vente et achat peuvent se dissocier. Sous sa première forme, « la crise est la métamorphose de la marchandise elle-même, la disjonction de l'achat et de la vente ». Sous sa seconde forme, elle est fonction de l'argent comme moyen de paiement devenu autonome, « où l'argent figure dans deux moments séparés dans le temps, dans deux fonctions différentes », de simple équivalent général entre marchandises et de capital accumulé.

Cette autonomisation de l'argent trouve son prolongement dans la séparation entre profit d'entreprise et capital porteur d'intérêt. Karl Marx dit alors :

Elle achève de donner à la forme de la plus-value une existence autonome, sclérose cette forme par rapport à sa substance. Une partie du profit, par opposition à l'autre, se détache complètement du rapport capitaliste en tant que tel, et semble découler non pas de l'exploitation du travail salarié, mais du travail du capitaliste lui-même. Par opposition, l'intérêt paraît alors être indépendant à la fois du travail salarié de l'ouvrier et du travail du capitaliste, et avoir dans le capital sa source propre, autonome. Si, primitivement, le capital faisait figure, à la surface de la circulation, de fétiche capitaliste, de valeur créatrice de valeur, il réapparaît ici, sous forme de capital porteur d'intérêt, sa forme la plus aliénée et la plus caractéristique.^{6}

Ce prodige du capital porteur d'intérêt, de l'argent qui paraît faire de l'argent sans passer par le processus de production et de circulation, sans parcourir le cycle complet de ses métamorphoses, c'est le stade suprême du fétichisme et de la mystification entretenue par les économistes vulgaires.

Pour réaliser la plus-value, il faut donc vendre. Mais la quête insatiable du profit tend à restreindre les débouchés en comprimant les salaires (« le pouvoir d'achat » !). Grâce aux prodiges du crédit, l'autonomie de l'argent permet que soit amorcé un nouveau cycle de production, qu'une nouvelle vague de marchandises déferle, alors que la précédente n'a pas encore été écoulée. Saturation du marché (surproduction) et suraccumulation du capital sont donc l'envers et l'endroit d'un même phénomène^{7}. Les successeurs de Ricardo, écrit Marx, ont bien voulu admettre la surproduction sous une de ses formes, « la pléthore ou la surabondance de capital », mais ils la nient sous son autre forme, celle de la surabondance de marchandises sur le marché^{8}. Cette surproduction n'a, bien sûr, rien à voir avec une saturation des besoins sociaux, lesquels restent largement insatisfaits : « Elle n'a à faire qu'avec les besoins solvables. » Il ne s'agit pas d'une surproduction absolue ou en soi, mais d'une surproduction relative à la logique de l'accumulation du capital.

Le capital porte en lui la crise

Dans les *Manuscripts de 1857-1858*, la crise intervenait d'une triple manière : empiriquement, à travers la récession américaine ; à travers la séparation de l'achat et de la vente qui crée les conditions formelles de sa possibilité ; enfin, métaphoriquement, comme folie et souffrance de la scission. Mais la théorie pâtit encore des tâtonnements sur le plan d'ensemble de la critique de l'économie politique. Avec *Le Capital*, elle étoffe sa cohérence.

Dans le Livre I sur « le processus de production du capital », Marx reprend sa critique de la loi classique des débouchés et de l'équilibre : « Rien de plus niais que le dogme d'après lequel la circulation implique nécessairement l'équilibre des achats et des ventes, vu que toute vente est achat et réciproquement. » On prétend prouver, ainsi, que « le vendeur amène au marché son propre acheteur ». Cette identité immédiate, qui existait dans le commerce de troc, est brisée par la généralisation de la production marchande et par l'autonomisation de l'argent en tant qu'équivalent général. Il ne s'agit plus alors d'échange direct d'une valeur d'usage contre une autre valeur d'usage, mais d'une marchandise contre de l'argent. La transaction devient « un point d'arrêt » ou « un intermède dans la vie de la marchandise qui peut durer plus ou moins longtemps ». L'autonomie de l'argent sanctionne donc la rupture de la symétrie parfaite de l'échange. La vie de la marchandise, l'enchaînement de ses métamorphoses, est désormais suspendue aux désirs et aux caprices de son acheteur potentiel, mais aussi à ses moyens, à sa solvabilité. À l'étal ou en vitrine, elle retient son souffle face à l'argent, ce bel indifférent, qui voudra bien l'acheter ou la dédaignera, selon son bon plaisir. Si cet intermède et cette attente s'éternisent, la marchandise en apnée risque l'asphyxie. La disjonction et l'asymétrie entre l'acte d'achat et l'acte de vente sont donc bien un facteur, non d'équilibre, mais de déséquilibre dynamique.

Le concept de crise intervient alors une première fois dans *Le Capital*, non pour évoquer les crises empiriques, mais comme conséquence logique du « lien intime » et contradictoire entre les actes disjoints et potentiellement contradictoires d'achat et de vente. Il apparaît à nouveau, plus loin, au chapitre sur « la loi générale de l'accumulation capitaliste ». Il s'y articule alors à la temporalité propre du capital. L'accumulation se présente comme un « mouvement d'extension quantitative » qui vise, grâce aux innovations technologiques stimulées par la concurrence, à une augmentation de la productivité du travail et à une économie du travail vivant (donc d'emplois). La production peut donc continuer à augmenter pendant que les débouchés se réduisent. En dépit des apparences, le facteur déterminant ne réside pas dans la technologie elle-même, mais dans les flux et reflux de la force de travail employée.

Marx aborde ainsi, non seulement les conditions de possibilité des crises, mais leur caractère récurrent et cyclique :

La conversion sans cesse renouvelée d'une partie de la classe ouvrière en autant de bras semi-occupés, ou tout à fait désœuvrés, imprime donc au mouvement de l'industrie moderne sa forme typique. De même que les corps célestes, une fois lancés dans leur orbite les décrivent pour un temps indéfini, la production sociale, une fois jetée dans le mouvement alternatif d'expansion et de contraction le répète par une nécessité mécanique. Les effets deviennent causes à leur tour, et des péripéties, d'abord irrégulières et en apparence accidentelles, prennent de plus en plus la forme d'une périodicité normale.

C'est seulement au XIX^e siècle, à l'époque où le marché se mondialise, où les nations industrialisées deviennent nombreuses, « que datent les cycles renaissants dont les vagues successives embrassent des années, et qui aboutissent toujours à une crise générale, fin d'un cycle et point de départ d'un autre ». Le concept de crise s'associe alors à celui des cycles

économiques qui caractérise l'économie capitaliste^[9].

Dans le Livre II sur « le processus de circulation du capital », Marx marque les stations du calvaire de la marchandise dans le processus de circulation. Il introduit de nouvelles déterminations, celles notamment de capital fixe et de capital circulant, et de leur rythme inégal de renouvellement. Marx tire aussi les conséquences de la discontinuité entre production et circulation. Soumise aux contraintes d'une accumulation guidée par la quête insatiable de profit, la production de masse peut se poursuivre sans que les marchandises produites lors du cycle antérieur soient entrées réellement et aient été écoulées dans la consommation individuelle ou productive. Le bouclage du cycle des métamorphoses du capital n'est donc pas garanti. S'il échoue, « les vagues de marchandises se succèdent » alors que les précédentes n'ont encore été absorbées qu'en apparence par la consommation. Il se produit alors « un arrêt » : « achat et vente se figent réciproquement ». Ainsi :

Le processus de production tout entier se trouve dans l'état le plus florissant pendant qu'une grande partie des marchandises ne sont entrées qu'en apparence dans la consommation et restent sans trouver preneur dans les mains des revendeurs, donc se trouvent en fait toujours sur le marché.

C'est la mévente, les prix cassés pour écouler les stocks, la vente à perte si nécessaire, afin de reconstituer des liquidités.

Enfin, dans le Livre III sur « le processus de reproduction d'ensemble », Marx montre comment la cristallisation du capital en divers capitaux – industriel, commercial, bancaire – parvient à masquer temporairement la disproportion croissante entre la reproduction élargie et la demande finale restante. L'explosion de la crise peut ainsi être différée, grâce notamment à l'intervention des capitalistes financiers qui transforment leur profit réalisé en capital-argent de prêt :

Il s'ensuit que l'accumulation de ce capital, différente de l'accumulation réelle, quoiqu'elle en soit le rejeton, apparaît si nous ne considérons que les capitalistes financiers, banquiers, etc., comme l'accumulation propre de ces capitalistes financiers eux-mêmes^[10].

Ainsi, l'accumulation de ce « capital fictif » avait atteint à la veille de la crise actuelle de telles dimensions que le dégonflement de la bulle financière a été tout aussi vertigineux : en un peu plus d'un an, entre le 29 décembre 2007 et le 31 mars 2009, la capitalisation boursière de la banque HSBC est passée de 199,9 à 68 milliards de dollars (soit une baisse de deux tiers), celle de Bank of America de 194,6 à 31,1 milliards, celle de Citigroup de 151,3 à 13 milliards, celle de Natixis de 29,8 à 4,9 milliards, etc. Entre les séances du 29 juin 2007 et celle du 1^{er} avril 2009, les indices des principales places financières ont chuté de 53 % (CAC 40) à 43 % (Dow Jones).

La crise ne peut donc pas être conjurée indéfiniment. L'essor du crédit n'est plus en mesure de lui octroyer un sursis, comme cela s'est produit dans les années 1990 où la dérégulation financière a pu donner l'illusion d'un « retour de la croissance ». Mais le capital ne sait prospérer indéfiniment à crédit. La mévente, ou la faillite pour cause de crédits insolubles accumulés, finit par donner le signal du sauve-qui-peut général. Lorsqu'il n'est plus possible d'ignorer que la première vague de marchandises n'a été absorbée qu'en apparence par la consommation (ou grâce à un crédit aventureux), c'est la ruée :

Les capitaux-marchandises se disputent la place sur le marché. Pour vendre, les derniers arrivés vendent au-dessous du prix, tandis que les premiers stocks ne sont pas liquidés à l'échéance de paiement. Leurs détenteurs sont

obligés de se déclarer insolvable ou de vendre à n'importe quel prix pour pouvoir payer. Cette vente ne correspond nullement à l'état de la demande, elle ne correspond qu'à la demande de paiement, à l'absolue nécessité de convertir la marchandise en argent. La crise éclate^{11}.

C'est précisément ce qui s'est produit depuis le début de la crise de 2008 : on voit des concessionnaires proposer deux voitures pour le prix d'une, des promoteurs immobiliers offrir une automobile en prime pour l'achat d'un logement, des soldes monstres débiter à moins 70 % ou moins 90 % du prix de vente initial !

La première détermination de la crise réside donc dans la disjonction entre la sphère de la production et celle de la circulation. La seconde, dans la disjonction entre le rythme de rotation du capital fixe et celui du capital circulant. Le Livre III en introduit une nouvelle, qui présuppose et intègre les deux précédentes : la « loi de baisse tendancielle du taux de profit ». Le chapitre 13 sur « la nature de la loi » récapitule « les trois faits principaux de la production capitaliste » : la concentration des moyens de production en peu de mains, l'organisation du travail social et sa division comme travail coopératif, et la constitution du marché mondial.

Par rapport à la population, l'énorme force productive qui se développe dans le cadre du mode de production capitaliste, et l'accroissement des valeurs-capital qui augmentent bien plus vite que la population, entrent en contradiction avec la base au profit de laquelle s'exerce cette énorme force productive et qui, relativement à l'accroissement de richesse, s'amenuise de plus en plus, et avec les conditions de mise en valeur de ce capital qui enflent sans cesse. D'où les crises.

D'où les crises, en effet

Derrière l'apparence économique de la loi de « la baisse tendancielle » se manifeste en réalité l'ensemble des barrières sociales sur lesquelles vient buter l'accumulation du capital. Cette étrange loi, dont Marx expose dès le chapitre suivant « les contradictions internes », a nourri bien des controverses. Elle semble, de fait, ne pouvoir s'imposer qu'à travers ses propres négations : l'augmentation du taux d'exploitation qui vise à redresser le profit ; la prédation impérialiste qui permet d'abaisser la composition organique du capital par l'exploitation d'une force de travail à bon marché et par la baisse du coût des matières premières ; l'accélération de la rotation du capital grâce à la publicité, au crédit, à la gestion des stocks pour compenser la baisse du taux de profit par l'augmentation de sa masse ; l'intervention publique de l'État par le biais des dépenses publiques, des aides fiscales, et notamment des dépenses d'armement. Loi fort bizarre donc, cette loi qui se contredit et se contredit elle-même :

La dépréciation périodique du capital, qui est un moyen immanent au mode de production capitaliste d'arrêter la baisse du taux de profit et d'accélérer l'accumulation du capital par la formation de capital neuf, perturbe les conditions données dans lesquelles s'accomplissent le processus de circulation et de reproduction du capital et, par suite, s'accompagne de brusques interruptions et de crises du processus de production.

Lorsque le taux de profit baisse, le volume de capital dont doit disposer le capitaliste pour investir augmente. Il s'ensuit une concentration de capitaux qui entraîne une nouvelle baisse du taux de profit dans la mesure où elle se traduit par une accumulation accrue de capital constant. Le taux de profit est le rapport de la plus-value divisée par la somme du capital constant et du capital variable.

En divisant le taux de profit $pl/(c+v)$ ^{12} par v , on retrouve au numérateur le taux d'exploitation (ou de plus-value) : pl/v et au dénominateur la composition organique c/v (+1) et on obtient l'équation de la baisse tendancielle du taux de profit. Si la composition organique augmente quand le taux d'exploitation reste égal, le taux de profit diminue. Plus le

travail mort (c) s'accumule au détriment du travail vivant (v), (plus la « composition organique » du capital c/v augmente), et plus le taux de profit $pl/(c+v)$ tend donc à baisser. Ce n'est pas une loi mécanique ou physique, mais une « loi sociale » (si tant est que le terme de loi soit encore approprié). Son application dépend de multiples variables, de luttes sociales à l'issue incertaine, de rapports de forces sociaux et politiques instables. Elle ne cesse donc de se contrarier elle-même en suscitant des contre-tendances :

— l'augmentation du taux d'exploitation tend à redresser le taux de profit, soit par l'allongement du temps de travail, soit par l'augmentation de sa productivité, soit par la compression des salaires au-dessous du taux d'inflation, soit encore par l'amputation du salaire indirect (la protection sociale) ;

— les mécanismes de domination impérialiste contribuent à faire baisser la composition organique du capital par l'appel à du travail bon marché et par la réduction du coût de production d'une partie du capital constant ;

— l'accélération de la rotation du capital compense la baisse du taux de profit par l'augmentation de sa masse ;

— l'intervention économique de l'État soutient l'économie par le biais des dépenses publiques, des dépenses d'armement, des aides fiscales, et par « la socialisation des pertes » ;

L'augmentation du taux de plus-value (pl/v) peut donc contrecarrer la « baisse tendancielle » de diverses manières, par :

— l'intensification du travail – augmentation de la plus-value relative.

— l'allongement de sa durée – augmentation de la plus-value absolue.

— la réduction du capital variable par la baisse des salaires directs ou indirects.

— la réduction du capital constant par la baisse du coût des matières premières, la production à flux tendus, le stock o...

De plus :

— La chute effective du taux de profit n'entraîne pas automatiquement une baisse de sa masse. Si le rythme de rotation du capital s'accélère, la masse peut continuer à augmenter bien que le taux de profit chute. S'il boucle, par exemple, quatre fois son cycle dans l'année au lieu d'une seule, la masse peut au contraire être multipliée par deux même si le taux diminue de moitié. La facilité du crédit, le marketing, la publicité, la gestion de la grande consommation, l'obsolescence intégrée, la fausse nouveauté de la mode, contribuent précisément à accélérer cette rotation et à donner le sentiment d'une accélération de l'histoire.

— L'extension géographique du domaine de la production marchande peut aussi retarder les échéances de la crise. Le doublement en vingt ans de la force de travail disponible sur le marché mondial de travail signifie ainsi à la fois une augmentation du capital variable (donc une baisse relative de la composition organique globale) et une augmentation du degré d'exploitation (du fait de la vulnérabilité sociale d'une main-d'œuvre souvent dépourvue de droits du travail et de protections sociales) ; ce sont deux facteurs susceptibles de freiner la chute du taux de profit, voire de le redresser temporairement.

Ces ripostes du capital à l'érosion tendancielle du taux de profit sont les ressorts cachés de ce que le sens commun appelle la mondialisation. Les crises ne constituent donc pas des limites absolues à la production et à la consommation de richesses sociales, mais des contradictions relatives à un mode de production spécifique, « correspondant à une certaine époque de développement restreint des conditions matérielles de production ». On ne produit pas trop de biens de consommation par rapport aux besoins de la population, ni trop de moyens de production par rapport à la population en condition de travailler, « mais on produit périodiquement trop de richesses sous des formes capitalistes contradictoires ». Au Livre III du *Capital*, la séparation de l'achat et de la vente qui constitue la condition générale formelle des crises se traduit concrètement par le fait que la capacité de consommation solvable entre en contradiction avec la recherche du profit maximum.

Marx ne parle jamais d'une « crise finale ». Il démontre seulement comment « la production capitaliste tend sans cesse à dépasser ses barrières immanentes ». Contrairement à ce qu'ont pu prétendre, dans les années 1930, Evgeni Varga et les théoriciens de la crise d'effondrement final du capitalisme (*Zusammenbruchtheorie*) au sein de la Troisième Internationale^[13], ces crises sont inévitables, mais pas insurmontables. La question est de savoir à quel prix, et sur le dos de qui, elles peuvent être résolues. La réponse n'appartient pas à la critique de l'économie politique, mais à la lutte des classes et à ses acteurs politiques et sociaux.

Deuxième partie

Crises d'hier et d'aujourd'hui

« Si vous échouez, le changement rationnel sera gravement compromis dans le monde entier, et la solution sera renvoyée à l'issue de l'affrontement entre l'orthodoxie et la révolution. »

J.M. Keynes à F.D. Roosevelt, *New York Times*,
31 décembre 1933.

Ce n'était donc qu'un rêve ! Ce rêve d'une « mondialisation heureuse » (Alain Minc !) « s'est brisé » (sic), avouait Nicolas Sarkozy dans son discours du 25 septembre 2008 à Toulon. Il a même viré au cauchemar. Au moment de la débâcle financière, les responsabilités s'effacent dans un « on » mystérieux, aussi anonyme que les sociétés du même nom : « On a caché les risques toujours plus grands... ; on a fait semblant de croire qu'en mutualisant les risques on les faisait disparaître... ; on a laissé les banques spéculer sur les marchés au lieu de faire leur métier... ; on a financé les spéculateurs plutôt que les entrepreneurs... ; on a laissé sans aucun contrôle les agences de notation et les fonds spéculatifs... ; on a soumis les banques à des règles comptables qui ne fournissent aucune garantie pour la gestion des risques... » Le réquisitoire est accablant. Mais qui est ce « on » aussi puissant qu'innommable ? Quel est ce *social killer* masqué qui a méthodiquement dérégulé les marchés et débridé la spéculation ?

L'indignation vertueuse devant l'immoralité de la spéculation n'est pas nouvelle. S'inspirant de la faillite du Crédit immobilier en 1864 et de l'Union générale en 1890, Zola évoque déjà, dans *L'Argent*, « le mystère des opérations financières », les « secousses périodiques qui sont comme les maladies de la Bourse », ou encore « l'épidémique folie de la danse des millions ». Il évoque la peur et l'angoisse d'avoir à « affronter chaque jour le danger de devoir, avec la certitude de ne pouvoir payer ». Il décrit « la fièvre », la « frénésie », la « furie », la « folie » de la course mortifère au profit. Comme les gouvernants d'aujourd'hui, les personnages de Zola essaient de faire la part des choses, de distinguer le système de ses abus et excès, le bon capitalisme porteur de progrès, du capitalisme parasitaire greffé comme une tumeur sur un corps sain. Ils s'efforcent de chercher des circonstances atténuantes à la spéculation – « sans elle, on ne ferait pas d'affaires » et « le sage équilibre des transactions quotidiennes ne serait qu'un désert ou un marais où toutes les eaux dorment ».

Comme la plupart des commentateurs actuels, Zola avoue son incompréhension devant « ce mystère des opérations financières où peu de cervelles françaises pénètrent ». Il est pris de vertige devant ces effondrements boursiers qui sont pourtant de la gnognotte, comparés à notre crise mondialisée : « Il n'y avait plus ni vérités, ni logique, l'idée de valeur était pervertie au point de perdre tout sens réel ! » En un temps où l'on ignorait encore la titrisation, les LBO, swaps, subprimes, et autres produits dérivés, les tripotages d'un Saccard (personnage principal de *L'Argent*) sont des peccadilles d'amateur, comparées aux arnaques globalisées d'un Bernard Madoff.

D'une crise à l'autre

Bien des choses ont changé depuis Zola, dans les techniques de production, dans les sources d'énergie, dans l'organisation du travail, dans la grande distribution, dans les formes du crédit, dans la mondialisation des marchés. Selon Isaac Johsua, la crise de 1929 fut exemplaire et caractéristique d'un monde où pour la première fois prédominaient sociétés industrielles et salariat ; elle aurait ouvert « l'ère des crises à dominante salariale ».

En 1999, il affirmait déjà :

Nous nous trouvons toujours dans l'ère des crises à dominante salariale si nous admettons que la grande période de croissance de l'après-Deuxième Guerre mondiale n'a été qu'une parenthèse liée à un phénomène de rattrapage suite à deux guerres mondiales et à une grande crise. Une fois l'effet de rattrapage épuisé et la parenthèse refermée, nous aurions simplement retrouvé l'ère de 1929 et de ses risques.

En 1930, près de 65 % de la population mondiale était encore engagée dans une forme ou une autre d'activité agricole. Avec la globalisation, la prédominance de la marchandisation et du salariat ont aujourd'hui atteint un nouveau stade, de sorte « qu'une vague dépressive partie d'un point du globe, répercutée de proche en proche, peut désormais faire le tour de la planète, tout en gagnant en puissance dévastatrice »^{14}. La production marchande et le rapport salarial ayant tout envahi, les réserves extérieures au système se sont réduites, les amortisseurs que pouvaient constituer les solidarités familiales et villageoises ont été laminés. De façon que la crise sociale fait boule de neige et que nos gouvernants en sont à se féliciter qu'existent encore ce qu'ils appellent joliment des « stabilisateurs automatiques », autrement dit, ces systèmes de protection sociale qu'ils s'acharnent depuis des années à démanteler !

La logique de crise analysée par Marx se retrouve ainsi, amplifiée et généralisée, dans le scénario de la crise actuelle. Le capital commercial et bancaire, qui avait dans un premier temps contribué à masquer la disproportion croissante entre production et consommation, finit par constituer le maillon faible comme l'explique Karl Marx :

Bien qu'il soit rendu autonome, il n'est jamais autre chose que le mouvement du capital industriel dans la sphère de la circulation. Mais, grâce à son autonomie, ses mouvements sont, dans certaines limites, indépendants des barrières élevées par le processus de reproduction qu'il impulse lui-même au-delà de ses propres limites. La dépendance à l'intérieur et l'autonomie à l'extérieur finissent par conduire les choses jusqu'au point où la connexion interne doit être rétablie par la violence, c'est-à-dire par la crise.^{15}

Dans les années 1970, le taux de profit, érodé par les acquis sociaux imposés à la faveur de la croissance d'après-guerre grâce au quasi plein emploi existant alors dans les principaux pays capitalistes, inclinait fortement à la baisse. La contre-réforme libérale initiée par les gouvernements de Margaret Thatcher et Ronald Reagan s'employa à démolir ces acquis (l'indexation relative des salaires sur les gains de productivité, les systèmes de protection sociale, un taux de chômage modéré) pour imposer ce que Frédéric Lordon appelle « un capitalisme à basse pression salariale ». Elle cherchait notamment à modifier le partage de la valeur ajoutée (en clair : à restaurer les profits) au détriment des salaires, à augmenter la productivité en abaissant le coût du travail, à faire sauter les verrous de la protection sociale et à faire évoluer la politique fiscale en faveur des entreprises et des hauts revenus.

Entre 1980 et 2006, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a ainsi effectivement diminué de 67 % à 57 % pour les quinze pays les plus riches de l'OCDE^{16}. Il en est résulté une réduction relative de la demande solvable, compensée par une fuite en avant dans le crédit et les dépenses militaires, mais aussi un creusement spectaculaire des inégalités de revenus et de patrimoine qui ont atteint un niveau sans précédent depuis la

Première Guerre mondiale (un patron du CAC 40 gagne en moyenne plus de 300 fois le smic !), entraînant une forte différenciation des modes de consommation^{f17}. Depuis 1980, la part de la richesse détenue par 1 % des citoyens états-uniens, les plus fortunés, est ainsi passée de 10 % à 23 %. Si choquantes soient-elles, ces inégalités contribuent à stimuler la surconsommation de luxe d'une caste qui compense en partie la restriction de la consommation de masse, sans pouvoir toutefois s'y substituer. La rupture du « cercle vertueux » liant l'évolution des salaires aux gains de productivité et la réduction relative des débouchés qui s'en est suivie ont entraîné un ralentissement des investissements productifs. En 2005, alors que les taux de profit ont augmenté de 5,5 % en moyenne aux États-Unis, en Europe et au Japon, les taux d'investissement n'ont progressé que de 2 %. La masse de profits non réinvestis s'est déversée sur les marchés financiers. À leur apogée, en 2006, les transactions sur ces marchés représentaient 50 fois le total du PIB mondial : 2 100 000 milliards de dollars contre 45 mille milliards ! Pour un indice 20 en 1960, les profits des sociétés financières atteignent cette même année 2006 un indice 160. De 1982 à 2007, les profits financiers ont bondi de 5 % à 41 % des profits totaux aux États-Unis. Grisées, par cet envol, certaines banques sont allées jusqu'à prêter 40 fois ce que pouvait garantir leurs fonds propres. Au moment de l'éclatement de la crise, la solvabilité moyenne des banques anglaises était inférieure à 8 %.

Pendant la dernière décennie, aux États-Unis (mais aussi dans des pays comme l'Espagne) la croissance a été soutenue grâce au boom immobilier, dopé par les crédits consentis à une clientèle qui s'est révélée pas ou peu solvable. Pendant l'été 2007, ces crédits à taux initialement bas mais variables, sans apports ni garanties, financés par une hypothèque sur le bien acheté, ont atteint une masse critique de 1300 milliards de dollars aux États-Unis. Entre 1975 et 2006, le taux d'endettement des ménages a doublé, pour atteindre 127 % du revenu disponible. À ce niveau, les prêteurs ne sont pas des incompetents ou des irresponsables, mais des escrocs et des criminels sociaux. Ils encouragent sciemment l'endettement de gens paupérisés qui deviennent insolvables. Ils se défont de leurs créances douteuses et en effaçant leurs traces dans l'opacité de la titrisation. Au bout du chemin, des millions de familles se retrouvent à la rue, des millions de travailleurs sans emploi.

Accordons (généreusement) à certains le bénéfice du doute. Supposons qu'ils n'aient pas été simplement cyniques. Aveuglés par les sortilèges du fétichisme monétaire, ils auraient cru à l'incroyable, au miracle de l'argent qui se multiplie sans passer par aucune production. Jean-Claude Trichet en personne s'émerveillait dans le *Financial Times* du 29 janvier 2007 : « Il y a maintenant une telle créativité en matière de nouveaux instruments financiers très sophistiqués que nous ne savons pas où sont les risques. » Coûteuse créativité ! Quant au gourou des années folles, Alan Greenspan, soumis à un interrogatoire rugueux par une commission de la Chambre des représentants des États-Unis, il avouait, l'air contrit, avoir cru que l'égoïsme des banquiers serait un régulateur suffisant : « J'ai fait une erreur en présumant que leur intérêt personnel était tel qu'ils seraient les mieux placés pour protéger leurs actionnaires. » Et l'oracle déchu de conclure : « C'est un pilier essentiel du système de l'économie de marché qui vient de s'écrouler. Cela m'a choqué, et je n'ai toujours pas compris comment cela s'était passé. »^{f18} S'il le dit...

« Comparée au raffinement de la spéculation sur la valeur, la forme anglaise de spéculation semble être retombée au niveau primitif de la pure escroquerie », écrivait Marx le 26 septembre 1856. Lors de l'exposition universelle de Londres, la construction du Crystal Palace avait en effet vu la mise en circulation de 4 000 fausses actions. La spéculation

financière des dernières décennies a porté « la pure escroquerie » à de nouveaux sommets. Le prodige des « retours sur investissement » de 15 % pour une croissance moyenne inférieure à 5 % était plus stupéfiant encore que le miracle de la multiplication biblique des pains. En exigeant des taux de rémunération du capital aussi mirifiques pour une croissance trois fois moindre en moyenne, les actionnaires, subjugués par « la valeur créatrice de valeur » et par le mystère de « l'intérêt qui semble avoir dans le capital sa propre source », n'ont pas été moins aveugles que les banquiers. Le scandale Madoff n'est que la plus spectaculaire manifestation de cette course folle au profit. Habilement, Bernard Madoff et ses rabatteurs garantissaient des rendements réguliers « modestes » de 9 à 11 %. Un placement pépère, en somme, susceptible de mettre les gogos en confiance. Mais l'éternité financière (le refinancement perpétuel) n'existe pas. La cavalerie ne peut durer indéfiniment. Les briques de la « pyramide de Ponzi » finissent par s'écrouler comme un château de cartes et l'arnaqueur se retrouve devoir honorer 7 milliards de dollars de remboursements avec seulement 300 millions en caisse.

Les prodiges célestes n'ont qu'un temps. « Souvenez-vous du vendredi 14 mars 2008 : c'est le jour où le rêve d'un capitalisme global de libre-échange est mort », écrivait Martin Wolf dans sa chronique économique du *Financial Times*, le 25 mars 2008, à propos du sauvetage en catastrophe de la banque Bear Stearns. Retour sur terre, donc, précipité le 15 septembre 2008 par la faillite de Lehmann Brothers, puis l'éclatement de la bulle financière, l'effondrement des Bourses et la restriction des crédits. Le fracas du pot au lait brisé met brutalement fin à l'hallucination.

La crise éclate au grand jour dans les secteurs moteurs du bâtiment et de l'automobile. Elle révèle en réalité une crise latente de surproduction (trop) longtemps différée par la fuite en avant par le crédit. Affolés à l'idée de rester avec leur marchandise sur les bras, les vendeurs baissent les prix, bradent, vendent à perte. Hier vilipendé, l'État est appelé à la rescousse comme ultime garant et dernier recours. Le mythe libéral d'une pure régulation marchande et d'une expansion illimitée de la sphère financière s'effondre. Et, avec lui, l'utopie d'une « entreprise sans usines » prêchée naguère par le PDG d'Alcatel, Serge Tchuruk. Ce visionnaire déchu rêvait de firmes qui sous-traiteraient ou externaliseraient toutes les activités de production pour ne conserver que les activités financières. Dans cette « nouvelle économie » virtuelle, le capital se donnait l'illusion de pouvoir prospérer sans l'intervention du travail^[19]. La crise financière ne s'est pas propagée par contagion à l'improprement nommée « économie réelle » car le mouvement du capital financier n'est jamais que le mouvement du capital industriel dans la sphère de la circulation. La réalité s'est vengée. Le rêve d'un capital sans travail, d'un « enrichissement sans cause », et de la mondialisation béate chère à Alain Mine, s'est bel et bien brisé.

« *Le monde est au bord du gouffre par la faute d'un système irresponsable* », annonçait François Fillon, le 3 octobre 2008, aux parlementaires de l'UMP. Comme s'il n'avait pas fallu, depuis un quart de siècle, beaucoup d'énergie et de volonté de la part des pouvoirs politiques, de droite comme de gauche, pour lâcher la bride à un capitalisme financier, qui n'est pas une forme dévoyée du capitalisme, mais une de ses formes essentielles. « Tous, ils veulent la concurrence sans les conséquences funestes de la concurrence. Tous, ils veulent l'impossible, c'est-à-dire les conditions de vie bourgeoise sans les conséquences nécessaires de ces conditions... », écrivait déjà Marx.

Crise de foi

Au-delà de la crise de confiance invoquée par la vulgate journalistique, la croyance dans la toute puissance du marché est mortellement atteinte. Le capitalisme ? « On peut comprendre que les gens n’y croient plus ! », confesse Tony Blair en personne^{20}. Et François Bayrou, hier champion zélé de la concurrence libre et non faussée des traités européens, se découvre aujourd’hui une vocation de justicier social :

Le capitalisme est amoral par nature, son but mécanique est de faire de l’argent, sa loi est celle du profit. Une fois qu’on a compris cela, on peut lui imposer des règles de transparence et de stabilité. Mais le capitalisme ne peut être un projet de société. Un chef d’État français ne peut pas définir son projet par le mot capitalisme. Le capitalisme est inégalitaire par essence et l’humanisme est égalitaire par vocation.^{21}

On attend avec curiosité le programme de cet humanisme égalitaire et les règles concrètes de transparence et de stabilité contraignant le capitalisme à agir contre lui-même !

Lorsque l’on cesse de croire à l’incroyable, une crise de légitimité, idéologique et morale, s’ajoute inévitablement à la crise sociale. Elle finit par ébranler l’ordre politique : « Un état politique où des individus ont des millions de revenus, tandis que d’autres meurent de faim, peut-il subsister quand la religion n’est plus là, avec ses espérances hors de ce monde, pour expliquer le sacrifice ? », demandait Chateaubriand dans les *Mémoires d’Outre-tombe* à la veille des révolutions de 1848. Il répondait prophétiquement : « Essayez de persuader le pauvre, lorsqu’il saura lire, il ne vous croira plus, essayez de le persuader qu’il doit se soumettre à toutes les privations tandis que son voisin possède mille fois le superflu. Pour dernière ressource, il vous faudra le tuer. » À la lumière aveuglante de la crise, des millions d’opprimés sont bien obligés d’apprendre à lire. « Quand on entend les élus de droite expliquer benoîtement que le bouclier fiscal protège les pauvres, on se croirait sous l’Ancien Régime ! Alors, est-ce le retour de la lutte des classes ? Peut-être. »^{22}, confie Ségolène Royal, sans préciser si elle s’en félicite ou si – plus probablement – elle s’en désole.

La crise actuelle, la crise du présent, n’est pas une crise de plus, qui s’ajouterait à celles des marchés asiatiques ou de la bulle Internet. C’est une crise historique, économique, sociale et écologique. « On ne peut gérer ce qu’on ne sait mesurer », affirme pourtant M. Pavan Sukhdev, ancien directeur de la Deutsche Bank de Bombay à qui la Commission de l’Union européenne a commandé un rapport censé « procurer une boussole aux dirigeants de ce monde » en « attribuant très vite une valeur économique aux services rendus par la nature »^{23}. Mesurer quantitativement toute richesse matérielle, sociale, culturelle, au seul étalon monétaire, quantifier l’inquantifiable et mesurer l’incommensurable, devient de plus en plus problématique du fait d’une socialisation accrue du travail et d’une incorporation massive de travail intellectuel à ce travail socialisé.

Nicholas Stern, auteur en 2006 d’un rapport sur l’économie du changement climatique constate :

Les deux crises économique et planétaire ont un point commun. Elles sont la conséquence d’un système qui n’évalue pas les risques que son fonctionnement génère, qui n’en tient pas compte du fait qu’il peut aboutir à une destruction supérieure au *bénéfice immédiat* qu’il procure et sous-estime l’interdépendance des acteurs.^{24}

La logique de l’accumulation du capital et de la course au profit – du « bénéfice immédiat » – est en effet à courte vue. Et la concurrence non faussée est aveugle à « l’interdépendance » systémique. La discordance entre le temps court du marché et le temps long de l’écologie finit par devenir critique.

Comment intégrer le temps long à la mesure monétaire ? Comment mesurer

économiquement la qualité de l'environnement ? Attribuer « une valeur économique » (monétaire) aux services de la nature, comme le prétend la mission confiée à M. Sukhdev, se heurte à l'épineux problème de la commensurabilité, de l'existence d'un dénominateur commun aux ressources naturelles, aux services aux personnes, aux biens matériels, à la qualité de l'air, de l'eau potable, etc. Il faudrait pour cela un autre étalon et un autre instrument de mesure que le marché, incapable de prévoir dans la durée les effets lointains de décisions à court terme. Seule une démocratie sociale, en rupture avec le capitalisme, serait capable d'accorder les moyens aux besoins, de prêter attention à la temporalité longue et lente des cycles naturels, et de poser les termes de choix sociaux en intégrant leur dimension écologique.

Une crise des solutions à la crise

La crise, ce n'est probablement, hélas, qu'un début. Car s'y ajoute une crise des prétendues solutions (keynésianisme, nouveau New Deal) à la crise^[25]. Les mesures cosmétiques sur les parachutes dorés, la redéfinition des normes bancaires, le contrôle des agences de notation ne suffiront pas à sortir du marasme. Les gesticulations sur la moralisation des bonus et autres parachutes (dont la suppression aurait une portée symbolique importante, mais une incidence économique limitée), font diversion. Elles ont pour but de donner l'illusion d'une action énergique alors qu'aucune mesure ne s'attaque sérieusement aux racines du malaise dans la civilisation. Pendant la crise, alors que s'allongent les files de chômeurs et de sans-abri, la bombance patronale continue. Au pire, on demande aux patrons de renoncer – provisoirement – à leurs primes, mais les actionnaires sont toujours grassement servis. Sur les 9 milliards d'euros de profits réalisés par le trio BNP, Société Générale, Crédit Agricole en 2008, entre le tiers et la moitié sont allés aux dividendes alors que l'État consentait à ces mêmes banques plus de 10 milliards de prêts. L'indécente rapacité des Daniel Bouton et autres privilégiés qui continuent à se goberger sans retenue ne fait qu'illustrer comment ces loyaux serviteurs du capital ventriloque sont devenus les rouages amoraux d'un système mu par le seul « calcul égoïste ».

Dans son discours du 21 janvier 2009, Nicolas Sarkozy a (imprudemment) lancé l'idée d'une répartition tripartite des bénéfices : « Sur 100 de bénéfices, il devrait y en avoir 33 % pour les salaires, 33 % pour les actionnaires, 33 % pour que l'entreprise investisse. » Et de prévenir : « Soit les partenaires sociaux arrivent à quelque chose, soit l'État prendra ses responsabilités. » Qui (sur)vivra à la crise, verra. En attendant, dès le lendemain de la sortie présidentielle, Total annonçait ses 14 milliards de coquets bénéfices dont 52 % destinés aux actionnaires (40 milliards en tout pour les actionnaires du CAC 40) et 2 % aux salariés (quand ils ne sont pas simplement licenciés). Entre 2003 et 2007, sur 30 milliards de bénéfices, BNP-Paribas en a servi plus de 50 % (soit 16,5 milliards) aux actionnaires. Quand bien même elle serait appliquée, la règle de trois présidentielle relèverait de la mystification dans la mesure où elle lierait le sort des salariés aux performances de leur seule entreprise (renouvelant autrement l'escroquerie du « partenariat » capital/travail) au détriment du salaire. Ce qui n'a rien à voir avec une péréquation sociale des richesses dans laquelle les secteurs rentables doivent financer par solidarité des secteurs (comme l'éducation ou la santé) qui le seraient moins.

Quant à la régulation du marché mondialisé, un nouveau Bretton Woods ? Une gouvernance mondiale ? L'Union européenne n'a même pas été capable de mettre sur pied

une Autorité des marchés financiers à l'échelle continentale, ni de prendre des directives efficaces en matière de produits dérivés, ni de s'entendre sur une définition commune des paradis fiscaux ! Le G20 du 2 avril 2009 à Londres s'est contenté, sans définir de sanctions précises, de pointer du doigt des paradis fiscaux (dont la liste épargne généreusement la City de Londres, le Luxembourg, le Delaware ou Monaco) et de tripler la dotation d'un FMI discrédité par ses exactions passées. Aucune mesure radicale n'a été sérieusement envisagée concernant l'annulation de la dette des pays du Sud ou la réorganisation du système monétaire mondial. En revanche, la déclaration finale n'a pas omis de préciser dans son article 14 que « des régulations et une vigilance renforcée, doivent promouvoir la propriété, l'intégrité, la transparence » : la propriété d'abord, l'intégrité après, s'il se peut... Elle n'a pas oublié non plus de rappeler que « les régulateurs et les superviseurs » doivent « encourager la discipline de marché » (sic !) et « suivre le rythme des innovations de marché ». Le marché continue donc à dicter sa loi, et la concurrence libre et non faussée qui a conduit à la crise reste la ligne générale. Au nom du rejet du protectionnisme, l'article 22 de la déclaration enfonce le clou en « réaffirmant l'engagement de nous abstenir de dresser de nouvelles barrières à l'investissement » (feu l'Accord multilatéral sur l'investissement va-t-il renaître de ses cendres ?) et le refus de toutes mesures « qui entraveraient les mouvements de capitaux dans le monde »^{26}. Les futurs Madoff, *hedge funds*, et autres passeurs de capitaux fugueurs peuvent donc dormir sur leurs deux oreilles.

Pour les sauveteurs du Titanic capitaliste, la tâche s'annonce donc rude. Un nouveau New Deal, comme le suggèrent aussi bien le Nobel d'économie Paul Krugman que l'idéologue libéral Nicolas Baverez ? Un retour à l'État social comme le réclame Oskar Lafontaine ? Le nouveau « protectionnisme européen » cher à Emmanuel Todd ? C'est oublier un peu vite que la déréglementation libérale ne fut pas un caprice doctrinaire de Thatcher ou de Reagan, auquel Clinton, Blair, Bérégovoy, Schroder, auraient par mégarde (« à l'insu de leur plein gré ») emboîté le pas. C'était une réponse à la baisse des taux de profit entamés par les conquêtes sociales de l'après-guerre. Après 1973, « l'incapacité des politiques keynésiennes à relancer l'activité ouvre le champ à une surprenante contre-révolution conservatrice », rappelle Robert Boyer^{27}. Revenir à la case départ, si tant est que ce soit possible dans une économie mondialisée, ce serait retrouver les mêmes problèmes et les mêmes contradictions. Comment concilier la régulation du capitalisme et la dérégulation du marché du travail ? « Réguler sans transformer n'est pas régler », ironise fort à propos le co-président d'Attac, Jean-Marie Harribey. *That is the question.*

Le New Deal n'avait en effet pas suffi à surmonter la grande crise de 1929. Après la reprise de 1933 à 1936, l'économie a connu une rechute en 1937-1938. Le chômage qui était de 25 % en 1933 a baissé à 14 % en 1936 pour remonter à 19 % en 1938. Pour un indice 100 de production industrielle en moyenne sur la période, sa chute a été de 110 en 1929 à 58 en 1932 ; il est remonté (sous la pression des grandes grèves de 1934 à Minneapolis, San Francisco, Toledo) à 113 en 1937, avant de rechuter à 88 en 1938. L'économie américaine n'est donc réellement repartie qu'en 1939 lorsque les États-Unis ont commencé à produire pour les Alliés. L'effort de guerre a alors relancé la demande. De sorte que Keynes lui-même devait constater :

« Il semble politiquement impossible pour une démocratie capitaliste d'organiser l'investissement à l'échelle suffisante pour démontrer pratiquement la validité de mes thèses – sauf en situation de guerre. »^{28}

Pour redistribuer les cartes de la richesse et de la puissance, et pour amorcer l'onde expansive médiatiquement baptisée les « Trente Glorieuses », il fallut rien de moins qu'une guerre mondiale. Et encore, pendant la guerre froide, l'économie d'armement a encore joué un rôle important dans la croissance, les dépenses militaires représentant alors 7 à 10 % du PIB, et entre 4 % et 14 % sur la période de 1940 à 1990. L'amorce hypothétique d'une nouvelle onde longue de croissance dépend aujourd'hui de la définition à l'échelle planétaire de nouvelles hiérarchies de domination, d'un redécoupage des nations et des continents, de nouvelles conditions de mises en valeur du capital, d'une transition du système énergétique^[29]. Un tel remue-ménage ne se résout généralement pas à l'amiable, entre chancelleries, sur le tapis vert, mais dans les luttes sociales et sur les champs de bataille. Il n'est donc pas étonnant que le sommet de L'OTAN réuni à Strasbourg le 6 avril 2009 ait servi de dénouement révélateur au sommet du G20 organisé quatre jours plus tôt à Londres. À défaut de s'attaquer aux raisons de la crise, le bras armé du capital mondialisé doit servir à réprimer les luttes qui en résultent et faire régner le nouvel ordre impérial.

La crise est aussi celle des familles jetées à la rue pour non-paiement, celle des licenciements massifs, des fermetures d'entreprises et des délocalisations, des queues qui s'allongent devant les « Restos du Cœur », des sans-logis qui crèvent de froid, des petites économies au détriment des soins. C'est la criminalisation des résistances sociales, la montée en puissance de l'État pénal en proportion inverse de l'État social, l'instauration d'un *état d'exception* rampant, sous couvert d'anti-terrorisme. C'est, encore, la guerre tout court pour l'accès aux ressources énergétiques, pour la sécurisation des routes du gaz ou du pétrole, pour un nouveau partage des territoires et des zones d'influence.

Après avoir prétendu que la crise ne serait qu'une purge amère mais nécessaire, un mauvais moment à passer comme les précédentes – celle de la bulle Internet ou des marchés asiatiques –, certains commencent à redouter qu'il y en ait pour une décennie. Les prédictions sont hasardeuses, tant il y a d'inconnues, d'éléments combinés et mêlés ; la crise écologique et la transition énergétique s'ajoutant à la crise économique. On ne risque pourtant guère de se tromper en annonçant, à la manière du prophète Jérémie, que « ce sera long ». S'il s'agit bien d'une crise historique de civilisation, d'une crise systémique annonçant l'épuisement d'un mode d'accumulation, les mesures de relance conjoncturelle auront un effet limité. Un redressement des profits ne suffira pas à amorcer une nouvelle onde longue de croissance. Une sortie de crise débouchant sur l'émergence d'un nouvel ordre productif et d'un nouveau régime d'accumulation ne relève pas de la seule économie. Elle exige de nouveaux rapports de forces, de nouveaux rapports géopolitiques, de nouveaux dispositifs institutionnels et juridiques.

Si la crise de 1929 fut aussi « celle de l'émergence américaine », comme l'analyse Isaac Joshua, de quelle émergence la crise actuelle est-elle grosse ? D'une émergence chinoise ? D'une organisation multipolaire d'espaces continentaux ? D'une « gouvernance mondiale » ? Alors qu'on invoque la nécessité d'un nouvel ordre monétaire mondial et de réponses globales, Giscard d'Estaing reconnaît que « la gestion économique de la crise en Europe est devenue durant la crise plus nationale qu'elle ne l'était avant son déclenchement. C'est d'ailleurs assez logique car les instruments d'intervention sont essentiellement nationaux »^[30]. Ce constat ruine à lui seul les arguties gouvernementales selon lesquelles on ne peut rien faire contre les licenciements ou les fermetures d'entreprise, parce que tout se

décide à Bruxelles.

La crise libère des tendances centrifuges. Les principaux membres de l'Union européenne veulent bien se concerter, mais ils agissent d'abord selon leurs intérêts propres, qu'il s'agisse de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, ou de l'Irlande. Le sommet du G20 de novembre 2008 avait désigné le protectionnisme comme l'ennemi, bien que les États-Unis le pratiquent couramment sans le dire, qu'il s'agisse du lobbying en faveur de Boeing contre Airbus, de l'imposition de normes sanitaires ou techniques pour limiter les importations de produits alimentaires ou autres, ou de la guerre du roquefort. Mais la question est désormais posée. Y compris dans les courants sociaux-démocrates de gauche, des voix commencent à s'élever pour prôner « un protectionnisme européen ». Au nom d'une « nécessaire correspondance des espaces économiques et sociaux », Emmanuel Todd s'en fait le champion.^[31]

Le but ne serait pas de repousser les importations, comme Charles Martel repoussa jadis les Arabes à Poitiers, et comme Michel Jobert tenta en 1982 d'y repousser les magnétoscopes japonais, mais de « créer les conditions d'une remontée des salaires » afin que l'offre crée à nouveau sur place sa propre demande. Ce protectionnisme européen « ne poserait guère de problèmes techniques » dit-il, mais un problème politique assez simple : « faire comprendre à l'Allemagne » qu'elle y a tout intérêt. S'agissant du pays de Fichte (auteur de *L'État commercial fermé*) et de Friedrich List, elle y serait culturellement prédisposée. L'hypothèse d'un enchaînement vertueux, selon lequel la relance des revenus suffirait à stimuler la demande intérieure, qui relancerait la production, relève cependant d'une loi des débouchés aussi illusoire que celle de Say et de Ricardo.

Protéger ? Mais protéger quoi, contre qui, et comment ? Inversement, si l'Europe commençait par adopter des critères sociaux de convergence en matière d'emploi, de revenu, de protection sociale, de droit du travail, par harmoniser la fiscalité, elle pourrait légitimement adopter des mesures de protection, non plus des intérêts égoïstes de ses industriels et de ses financiers, mais des droits et des acquis sociaux. Elle pourrait le faire de manière sélective et ciblée, avec en contrepartie des accords de développement solidaire avec les pays du Sud en matière de migrations, de coopération technique, de commerce équitable. Sans quoi un protectionnisme de riche aurait pour principal effet de se décharger des dégâts de la crise sur les pays les plus pauvres. Imaginer qu'une mesure de protection douanière suffirait à entraîner mécaniquement une amélioration et une homogénéisation des conditions sociales européennes, comme si elle était techniquement neutre dans une lutte des classes exacerbée par la crise, est une grosse naïveté. Les travailleurs auraient au contraire les inconvénients des tracasseries bureaucratiques et frontalières sans les avantages sociaux.

S'il est, selon Todd, majoritairement souhaité aujourd'hui par les ouvriers et les jeunes, un tel protectionnisme ne tarderait pas, ou bien à basculer dans la « préférence nationale » (ou européenne) la plus éculée, « Produisons européen ! » devenant « Travaillons européen ! ». Tout comme hier le Front national n'eut qu'à ajouter au slogan « Produisons français ! »... « avec des Français » ! Ou bien, il ne résisterait pas longtemps, comme l'a montré la mésaventure des magnétoscopes japonais, à son impopularité dans l'opinion. On a déjà vu, en dépit des tirades officielles contre le protectionnisme, monter en puissance, à travers les manifestations en Angleterre et en Irlande contre les travailleurs immigrés polonais ou autres, la tentation du « Travaillez british ! ». La loi « Achetez américain ! » de février 2009 est un pas de plus dans cette direction. De ce protectionnisme chauvin au

racisme et à la xénophobie, il n'y a qu'un pas, d'autant plus aisément franchi que ces travailleurs (12 millions de sans-papiers aux États-Unis, 8 millions environ dans l'Union européenne) ont pour vocation, en temps de crise, de servir de « variables d'ajustement », soit par le biais d'expulsions massives en application de la « préférence nationale » à l'embauche, soit en faisant pression sur les salaires grâce à la tolérance d'un vaste marché noir du travail.^[32]

Relances à crédit

Alors que d'aucuns évoquent un retour de l'État providence ou de l'État social, les plans de relance nationaux sont pour la plupart des plans à crédit, garantis par un État qui s'était beaucoup moins retiré de la scène que ne l'ont prétendu les idéologues néolibéraux. Il a continué à jouer un rôle économique important, notamment par le biais des budgets de défense, et ses fonctions pénales se sont accrues à mesure que diminuaient ses engagements sociaux. En France, l'État n'aura même pas un droit de vote sur les orientations d'établissements bancaires dans lesquels il détient une participation de 34 %. Dès octobre 2008, Laurence Parisot s'est empressée de convoquer un G5 patronal pour bien préciser que l'État doit jouer son rôle en volant au secours de la finance, à condition de se retirer poliment dès que les affaires auront repris leur cours lucratif. Autrement dit, il s'agit de socialiser les pertes avant de re-privatiser les profits. Fort de son expérience de banquier, Jean-Marie Messier fut plus explicite encore : si l'État est seul capable dans l'immédiat de « sauver l'économie et les banques », il « faut prévoir de refermer le parapluie une fois la tempête passée », car l'État n'est jamais pour lui qu'un poétique « passager de la pluie^[33] » ! Alors que certains économistes héroïsent le capitalisme en lui attribuant « une éthique du risque », l'État intervient donc temporairement comme assureur tous risques des banquiers menacés de faillite. Le risque, c'est pour les autres, pour les travailleurs licenciés, précarisés, surendettés, qui ne bénéficient pas des mêmes indulgences et des mêmes arrangements.

Le plan de relance gouvernemental de 26 milliards mise sur l'investissement et accorde une aumône annuelle de 200 euros aux 3,8 millions de foyers les plus pauvres, en arguant qu'une relance vigoureuse de la consommation doperait les importations et creuserait le déficit commercial. La France étant importatrice de biens d'équipement, rien ne prouve cependant que la relance par l'investissement, sans un train de mesures anticapitalistes radicales, n'aura pas un effet aussi négatif sur la balance commerciale qu'une relance par la consommation. Pour le gouvernement, l'essentiel n'est pas là. Il exauce les vœux du MEDEF en reportant le coût de la crise sur les travailleurs et les contribuables qui seront soumis à la double peine : baisse de revenu et licenciements, et pression fiscale pour financer les dettes de l'État.

La crise a prouvé que les caisses n'étaient pas aussi vides que le prétendait Nicolas Sarkozy dans son discours de janvier 2008. Le « trou de la Sécu », le 1,5 milliard âprement discuté pour le Revenu de solidarité active, le 1,2 milliard de la Banque mondiale pour l'aide alimentaire d'urgence, et même les 30 milliards annuels nécessaires, selon la FAO, pour nourrir les milliards d'êtres humains victimes de la faim, apparaissent bien dérisoires à côté des centaines de milliards que les gouvernements sortent soudain de leur chapeau. Pour renflouer les banques, sauver les constructeurs automobiles, arroser les géants du bâtiment, il pleut des milliards. Qui va payer, du capital ou du travail ? Pour la France, le besoin de financement devrait atteindre 154 milliards d'euros en 2009 afin de couvrir le déficit

budgétaire, le remboursement d'emprunts arrivant à échéance, et les nouveaux emprunts liés au plan de relance. Où les trouver ? Par de nouveaux emprunts pour lesquels les investisseurs sollicités seront plus exigeants que jamais ? En soldant ce qui reste à privatiser ? En ponctionnant des acomptes sur les recettes des entreprises (encore) publiques ? En puisant dans les réserves de la Caisse des dépôts^{34} ? À terme, ce sont forcément les travailleurs qui paieront le gros de la note. Si ce n'est par l'augmentation des impôts, ce sera par la compression salariale, par les coupes dans les budgets et dans les services publics, par le déremboursement des dépenses de santé.

Dans une autre logique, il faudrait, au contraire, transformer les heures supplémentaires et les emplois à temps partiels en emplois véritables pour économiser des dépenses sociales et contribuer à renflouer la Sécurité sociale. Il faudrait supprimer le bouclier et les niches fiscales (dont le manque à gagner est évalué à 70 milliards par la commission des finances de l'Assemblée nationale) ; rétablir les cotisations sociales des entreprises ; arrêter de subventionner celles qui délocalisent ; instituer un impôt fortement progressif sur le revenu et les profits ; interdire l'évasion vers les paradis fiscaux (dont le préjudice est estimé à un minimum de 40 milliards annuels) ; plafonner les dividendes et les transférer à un fonds de mutualisation pour financer l'interdiction des licenciements. Il est particulièrement inacceptable que des banques et des entreprises (dont certaines ont bénéficié d'aides publiques) qui continuent à licencier ou à bloquer les salaires, puissent encore distribuer des dividendes aux actionnaires.^{35}

Mais les plans de relance gouvernementaux ne font que parer au plus pressé, au risque de remplacer une bulle par une autre. Certains s'inquiètent déjà de la formation d'une nouvelle bulle financière des emprunts d'État, et que les États les plus vulnérables puissent devenir eux-mêmes insolvables. Pour prévenir ce risque, les prêteurs ajustent déjà leurs taux. Ainsi, la Grèce paie ses emprunts d'État 2 % plus cher, et l'Italie 1 % plus cher que l'Allemagne, ce qui ne peut qu'alimenter des tendances centrifuges au sein même de la zone euro. La seule zone euro devrait emprunter plus d'une vingtaine de milliards par semaine pendant les trois premiers mois de 2009, et les États-Unis lever 2 000 milliards de dollars dans l'année. Les États-Unis et l'Union européenne devraient accumuler au cours de la même année entre 700 et 1 100 milliards d'euros de dettes supplémentaires... en attendant des plans additionnels de relance, si, comme c'est probable, les premiers s'avèrent insuffisants. Giscard d'Estaing qualifie de dangereuse « divagation » la « solution » que constituerait, selon l'hebdomadaire *Newsweek*, un plan de relance global de 4 000 milliards de dollars, soit 7 % du PIB mondial. Le temps des périphrases et autres « croissances négatives » est bien révolu. La récession ne pouvant plus être niée, la question est désormais posée de savoir si elle va se transformer en dépression avec des taux de chômage supérieurs à 15 %, des chutes de PIB de plus de 30 %, des baisses de 20 % de la consommation, comme dans certains pays lors de la crise de 1929-1933.

L'endettement public a atteint, fin 2008, 358 % du PIB (contre 300 % en 1933). En France, le déficit public pour 2009 dépassera les 100 milliards d'euros au lieu des 52 prévus dans le budget. Le gonflement de la dette des États commence à faire craindre un krach des obligations, une explosion de la bulle des emprunts d'États, après celle de la bulle financière^{36}. Selon le *Financial Times*, le total des dettes publiques pourrait dépasser les 3 000 milliards de dollars, soit trois fois plus qu'en 2008^{37}. Cette relance à crédit ne peut

durer éternellement. Tôt ou tard, il faudra payer. « Après la dette, les impôts... Qui pourrait en être étonné ? Ce qui s'imposera aux États-Unis ne devrait pas épargner l'Europe et la France », prophétise l'économiste Daniel Cohen^{38}. Double peine en vue donc pour les salariés, soumis à la fois aux restrictions salariales et à la ponction fiscale.

Pour une relance anticapitaliste

À la veille du congrès socialiste de Reims, Martine Aubry fit mine de découvrir que « *s'attaquer à ceux qui ont utilisé le système sans s'attaquer au système lui-même est inopérant* »^{39}. La formule était de circonstance – électorale. Après avoir critiqué « le plan unijambiste » du gouvernement, le Parti socialiste s'est contenté d'un contre-plan d'un montant supérieur (40 milliards), en s'efforçant d'équilibrer la relance par l'investissement et par la consommation : doublement de la prime pour l'emploi, baisse ciblée de la TVA, amélioration de l'indemnisation chômage, augmentation du smic d'1 euro par jour, soit 36 euros par an (+1 pour les années bissextiles ?), bien loin des 200 ou 300 euros exigés par les travailleurs antillais. Quant à l'essentiel des mesures en faveur de l'investissement, elles ne sont guère contrariantes pour le MEDEF : instaurer un principe de conditionnalité sur les allègements de charges aux entreprises, réduction de l'impôt sur les sociétés qui réinvestissent leurs bénéfices, prise de participation de l'État dans les établissements bancaires ayant profité de la recapitalisation publique. À part la demande réitérée de suppression du bouclier fiscal, aucune mesure d'envergure ne va dans le sens d'un nouveau partage des richesses à l'avantage du travail : rien sur la nationalisation du système bancaire et la création d'un service public de crédit, rien sur une réforme fiscale radicale, rien sur la limitation des dividendes des actionnaires. Rien non plus, sur une réorientation de la construction européenne : le Manifeste adopté en décembre à Madrid par le Parti socialiste européen avec le soutien du Parti socialiste français confirme au contraire son adhésion au traité de Lisbonne qui n'est jamais qu'une version relookée du traité constitutionnel rejeté par les référendums français et hollandais de 2005.

« S'attaquer au système lui-même », reviendrait à s'attaquer au pouvoir absolu du marché, à la course effrénée au profit, à la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, à la concurrence de tous contre tous. Cela conduirait à lever le secret bancaire et l'anonymat de certains placements, à établir une taxation sur les mouvements de capitaux, à nationaliser intégralement les banques et les assurances, à créer un pôle financier public permettant d'orienter l'investissement vers la satisfaction des besoins, à financer de grands travaux de reconstruction et de rénovation des services publics, à impulser la transition énergétique. Le très libéral Nicolas Baverez lui-même définit les banques comme un « bien public de la mondialisation » : « Du fait de leurs caractéristiques, elles ont *la nature d'un bien public* qui génère des gains de productivité considérables pour l'économie en cas de bon fonctionnement, et des destructions majeures en cas de dysfonctionnement.^{40} » On s'attendrait à ce que, conformément à sa « nature », ce bien public revienne à une gestion publique sous contrôle public. Pour Baverez, l'État devrait au contraire assurer aux banques une « immunité illimitée » pour les pertes et une assurance tous risques pour les profits^{41}. Un système de crédit sous contrôle public des salariés et des usagers serait pourtant le moyen d'utiliser le crédit pour orienter l'investissement, pour contribuer à la reconversion de branches en crise comme l'automobile ou nuisibles comme l'industrie d'armement^{42}, pour financer un plan à moyen terme de transition énergétique. Ce devrait être là les fonctions

évidentes d'un « bien public » au service du public.

S'attaquer au cœur du système, conduirait aussi à adopter un bouclier social pour protéger les travailleurs des conséquences de la crise. Ce serait relever les salaires, les pensions et les minima sociaux ; annuler l'endettement des catégories sociales appauvries ; interdire les licenciements boursiers ; arrêter les suppressions de postes dans la fonction publique ; interdire les licenciements en remontant au donneur d'ordre en cas de défaillance de l'entreprise ; créer un fonds mutualisé pour la formation et la reconversion et garantir la pérennité de revenu des salariés, renforcer la couverture des chômeurs en augmentant le montant et en rallongeant la durée des allocations ; réduire le temps de travail sans flexibilité avec embauches correspondantes pour travailler tous et toutes ; généraliser le CDI à temps complet comme seul contrat de travail ; supprimer la TVA et instaurer un impôt fortement progressif sur les revenus, les dividendes et autres formes de profits ; arrêter les privatisations et socialiser sans indemnité ni rachat les entreprises privées de l'énergie ; placer sous contrôle public l'eau, le logement, les médicaments.

Il faudrait pour cela briser le carcan des critères de Maastricht et du pacte de stabilité, rétablir le pouvoir politique sur la Banque centrale européenne, abroger le traité de Lisbonne, réorienter radicalement la construction européenne en commençant par l'harmonisation sociale et fiscale, et en initiant un réel processus constituant. Il s'agirait d'exiger au moins, comme le faisait une pétition lancée dès le printemps 2008 par des économistes critiques, l'abrogation immédiate de l'article 56 du traité de Lisbonne interdisant toute restriction aux mouvements du capital financier ; et l'abrogation de la « liberté d'établissement » qui, au titre de l'article 48 du même traité, laisse au capital la possibilité d'aller où les conditions sont les plus favorables et aux institutions financières la liberté de trouver asile où bon leur semble.

S'attaquer à la crise énergétique, climatique, alimentaire, conduirait à revoir radicalement le mode de vie et de développement, à sanctuariser les biens publics inaliénables (eau, air...), à élaborer avec les collectivités un plan de reconversion énergétique au lieu de le confier à la loi de la concurrence marchande. La crise, les guerres, le changement climatique risquent d'amplifier les déplacements de population et les mouvements migratoires. Le capitalisme va exploiter cette misère pour diviser les travailleurs, opposer les nations aux nations, les ethnies aux ethnies, attiser de nouvelles guerres de religions. Il va tirer parti de la vulnérabilité des travailleurs sans-papiers pour faire pression sur les conditions de vie et de travail de tous. La crise peut provoquer une intensification des flux migratoires, les réfugiés écologiques s'ajoutant aux réfugiés de la misère. Avec des taux de chômage qui montent en flèche, il y a fort à redouter une recrudescence du racisme et de la xénophobie. La chasse aux Roms lancée en Italie par Prodi et Berlusconi, la course aux expulsions, la circulaire européenne de la honte multipliant les camps de rétention, n'en sont que des prémices. Il est donc primordial de renforcer la solidarité avec les immigrés, d'exiger la régularisation des sans-papiers, d'imposer une citoyenneté de résidence.

Refonder le capitalisme ou le renverser

Le communiqué du G20 de novembre 2008 attribue la responsabilité de la crise à la recherche de « rendements plus élevés sans appréciation adéquate des risques ». Il incrimine « les responsables politiques, les régulateurs et les superviseurs qui n'ont pas apprécié les

risques de manière adéquate, ni pris en compte les modifications systémiques des actions de régulation domestique ». C'est admettre, en termes galants, que « la concurrence libre et non faussée » aboutit au chaos. Le pelé, le galeux, le coupable de tous les maux, ce serait donc le libéralisme, forme dévoyée d'un capitalisme bienveillant. À les entendre, les gouvernants d'hier et d'aujourd'hui, de droite et de gauche auraient tous et toujours dénoncé la folie systémique des marchés. La dérégulation n'a pourtant pas été le fait de la fameuse main assassine invisible, mais de décisions politiques et de mesures législatives.

C'est sous le ministère socialiste des finances de Pierre Bérégovoy qu'a été conçue dès 1985 la grande dérégulation des marchés financiers et boursiers en France. C'est un gouvernement socialiste qui, en 1989, a libéralisé les mouvements de capitaux en anticipant sur une décision européenne. C'est le gouvernement Jospin qui, en privatisant (pour 31 milliards) plus que les gouvernements Balladur et Juppé réunis, a fait du capitalisme français l'un des plus accueillants aux fonds d'investissement spéculatifs. C'est un ministre socialiste des finances, Dominique Strauss-Kahn qui a proposé une forte défiscalisation des fameuses stock-options, et c'est un autre ministre socialiste des finances, Laurent Fabius, qui l'a réalisée. C'est un Conseil européen à majorité social-démocrate qui a décidé en 2002 à Barcelone de libéraliser le marché de l'énergie et l'ensemble des services publics, de repousser de cinq ans l'âge de la retraite, et de soutenir les fonds de pension. C'est encore la majorité du Parti socialiste qui a approuvé la sacralisation de la concurrence gravée dans le projet de traité constitutionnel européen de 2005. C'est encore elle dont le vote a permis l'adoption du traité de Lisbonne confirmant la logique libérale de la construction européenne^{43}.

« Nous traversons une crise hors norme qui nécessite d'abandonner les schémas idéologiques. Les véritables clivages se dessineront ensuite, quand il faudra définir la sortie de crise et savoir vers quel capitalisme il faut tendre »^{44}, pontifie Nicolas Baverez. De Sarkozy à Obama, l'heure est donc à la « réinvention » ou à la « refondation » du capitalisme. L'heure est aussi à l'union sacrée autour d'une mission évangélique : moraliser le capitalisme. Car sa « viabilité passe par sa refondation morale » et « l'éthique est la clef de l'économie », assène Tony Blair, tout en prenant soin de rappeler que « le profit est une chose essentielle » et qu'il est urgent de « retrouver la foi dans le crédit » ! Comme si le capitalisme et son dieu Crédit, pour qui l'homme est toujours un moyen et jamais une fin, n'étaient pas amoraux ou immoraux par nature, ce dont convient aujourd'hui François Bayrou lui-même. Les affaires sont les affaires ! La morale n'a rien à y faire. Lorsque nous quittons la surface bruyante du marché pour descendre dans les sous-sols infernaux de la production où s'opère la mystérieuse extraction de plus-value, on vient buter, disait Marx, sur un interdit catégorique : « *No admittance, except on business* ». Prière de laisser la morale à la porte !

Nicolas Sarkozy martelait pourtant dans son discours de Toulon :

La crise financière n'est pas la crise du capitalisme. C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme, qui a, en quelque sorte, trahi l'esprit du capitalisme. Je veux le dire aux Français : l'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle.

Le message est clair : l'anticapitalisme, voilà l'ennemi. Il y est revenu lors du colloque sur la refondation du capitalisme organisé le 8 janvier 2009 à son initiative par le Secrétariat d'État à la prospective : « La crise du capitalisme financier n'est pas celle du capitalisme. Elle

n'appelle pas la destruction du capitalisme, qui serait une catastrophe, mais sa moralisation. » Il a reçu en la circonstance le vigoureux renfort de Michel Rocard : « Il faut commencer par cela : nous voulons sauver le capitalisme. »

Ces déclarations de guerre sociale tracent une ligne de front entre deux camps. Discuter entre possédants sur la refondation, la réinvention ou la moralisation du capitalisme, ou lutter pour le renverser : il faut choisir. La coïncidence des dates aidant, Alain Mine rappelle à ses « amis de la classe dirigeante » que 1789 a commencé en 1788. Laurence Parisot se dit « consternée » (sic) des mobilisations syndicales. Et Nicolas Sarkozy se plaint d'un « pays régicide », rétif à sa bonne gouvernance réformatrice. Il est vrai que le pays a des allures « fin de règne ». La ministre de l'économie conseille, à ceux qui ne peuvent plus se payer l'essence pour aller au turbin, de prendre la bicyclette, comme on recommandait autrefois aux affamés de manger de la brioche à défaut de pain. Pendant la crise, les privilégiés s'accrochent à leurs bonus, indemnités et autres retraites mirobolantes, comme naguère les aristocrates à leurs rentes. Jadis, les banquiers faillis avaient encore la dignité de se défenestrer ; aujourd'hui, ils préfèrent prendre un parachute, doré de préférence. Quiconque douterait encore de la réalité de la lutte des classes n'aurait qu'à écouter Laurence Parisot, Daniel Bouton, Bolloré, Pinault, Arnaud défendre, avec griffes et crocs, leurs profits et leurs propriétés.

Sarkozy s'était présenté comme le président du pouvoir d'achat, du plein emploi, et comme celui qui irait chercher la croissance avec son dentier. Il n'a cessé, depuis son investiture, de proclamer haut et fort que l'État, c'est lui. Les mécontentements, les récriminations, les indignations remontent donc logiquement vers lui. Les floués de Gandrange, les roulés de Clairoix (qui ont accepté de travailler plus pour gagner moins sans éviter pour autant d'être jetés à la rue), les chercheurs insultés, les enseignants méprisés, les infirmières surexploitées, demandent des comptes. Ici, on occupe et on séquestre les patrons qui délocalisent et qui licencient ; là, on les oblige à enfiler le tee-shirt des grévistes pour manifester à leur côté. À quand le bonnet d'âne pour les banquiers et les fraudeurs fiscaux comme à l'époque de la révolution culturelle ?

De manifestation en manifestation, de 29 janvier en 19 mars, la colère gronde et monte sur fond de grèves générales et d'insurrections civiques en Guadeloupe, en Martinique, à la Réunion. Un *Appel des appels* rassemble des magistrats du Syndicat de la magistrature, des journalistes de *l'Appel de la Colline* sur la réforme de l'audiovisuel et la situation de la presse, des chercheurs de *Sauvons la Recherche*, des universitaires de *Sauvons l'Université*, des statisticiens de *Sauvons la statistique publique*, des médecins hospitaliers pour la défense de l'hôpital public, des intermittents du spectacle et des travailleurs de la culture. De la somme de leurs doléances, de leurs griefs, de leurs inquiétudes, se dégage le sentiment diffus que, si les contre-réformes libérales des Péresse, Bachelot, Dati, Hortefeux et consorts continuent, nous allons nous retrouver, d'ici quelques mois ou quelques années, dans un autre pays, dans une autre société. Ce sont les principes fondateurs – d'égalité et de solidarité – qui sont attaqués à la racine. La menace pèse sur l'héritage séculaire des grandes luttes populaires, de la Révolution française à Mai 68, en passant par les conquêtes du Front populaire et de la Résistance.

Signe préoccupant pour les dirigeants, leurs réformes libérales en viennent même à diviser leur propre camp. On voit des mandarins universitaires prêts à mourir (ou presque) sur les barricades, *La Princesse de Clèves* à la main. Et le professeur Bernard Debré, député

UMP, se dresser sur ses ergots contre une réforme hospitalière jumelle, dans sa logique gestionnaire, de la loi improprement nommée « d'autonomie » des universités :

Certains considèrent que les médecins y acquièrent une autonomie et un pouvoir. Ils mentent. On verra les médecins dirigés par des administratifs et des malades en permanence à la recherche d'un dialogue perdu. Peut-être voudrait-on simplement supprimer les hôpitaux publics pour favoriser l'émergence des cliniques.

À mesure que la légitimité du pouvoir s'effrite, l'État pénal monte en puissance. Répression, brutalités, bavures policières se multiplient. Sur le passage des déplacements ministériels ou présidentiels, les villes visitées sont mises en état de siège. La presse internationale s'inquiète de ce pays anachronique où l'on croit encore à l'existence d'une lutte des classes ; où 34 % des citoyens et 49 % des sympathisants de gauche peuvent imaginer le jeune facteur Olivier Besancenot en chef de l'État ; où des instituts de sondages et de doctes politistes s'interrogent sérieusement sur un possible « accident » qui ferait accéder Olivier Besancenot au second tour de l'élection présidentielle !^{45} Ces doutes sont d'autant plus significatifs qu'en France le taux de syndicalisation (qui ne rend pas compte de la représentativité des syndicats aux élections professionnelles) est au plus bas (8 % en moyenne et 5 % dans le privé), de sorte que les experts en « relations humaines » se plaignent du manque d'interlocuteurs représentatifs pour négocier les réformes.

Une course de vitesse est donc engagée. Plus d'un Français sur deux est désormais convaincu que les générations à venir vivront plus mal que les générations passées et présentes. Les Restos du Cœur ont encore battu cet hiver leur record de repas servis. Le chômage explose. Les étudiants se considèrent comme des précaires en formation plutôt que comme des « héritiers » promis à de juteuses carrières. Des centaines de milliers de salariés craignent pour leur emploi et leur retraite. Tous savent qu'il faudra rembourser les traites tirées sur l'avenir pour sauver des banquiers spéculateurs et des « évadeurs » de capitaux réfugiés dans les paradis fiscaux. L'époque hésite entre la peur et la colère, la peur légitime du chômage et des conséquences sociales d'une crise inédite, et la colère devant les injustices et les inégalités.

De cette peur et de cette colère, qui l'emportera ? Cela dépend de qui gagnera la bataille pour la maîtrise du temps. Une course de vitesse est en effet engagée. « Si cette crise ne dure pas plus de six mois, le corps social ne cassera pas, sinon... », s'alarme Daniel Cohen^{46}. Le gouvernement joue la montre. Il temporise, recule ici, négocie là, s'efforce de disperser les luttes, de les désynchroniser, d'éviter qu'elles ne convergent comme aux Antilles vers une grève générale. Les états-majors syndicaux redoutent une épreuve de force qui mettrait en péril leur appareil ; ils louvoient pour l'esquiver en saucissonnant les mobilisations, de journée d'action en journée d'action. Dans cette guerre d'usure, le mouvement guadeloupéen contre la *Pwofitasyon* a prouvé que la ténacité, la patience, l'obstination, l'unité dans l'action et l'intransigeance sur les revendications, peuvent payer.

Nous n'en sommes qu'au tout début d'un séisme dont le paysage politique sortira bouleversé. Convertie au culte de la « concurrence libre et non faussée », la gauche gouvernementale est une victime collatérale de la crise systémique. Ségolène Royal le dit tout net : « Les identités politiques ne sont plus figées. Elles se reconstruisent à chaque élection, en fonction des contextes sociaux et médiatiques, des enjeux, des candidats. »^{47} Voici venu le temps des programmes flexibles et des alliances variables. « L'identité de la gauche ne va plus de soi » ? C'est le moins qu'on puisse dire. Interrogé il y a dix ans sur l'opportunité d'une taxe contre la spéculation, Tony Blair répondit : « Je dirais que c'est la mauvaise chose à faire, parce qu'il faut que les gens puissent faire circuler leur argent très, très vite... ». Si vite, qu'il a

tourné la tête à plus d'un, y compris parmi les dirigeants socialistes. La longue mue du Parti socialiste français s'est conclue par l'adoption en juin 2008 d'une nouvelle *Déclaration de principes* prenant congé à contretemps de la lutte des classes pour mieux célébrer sans complexes les vertus du marché libre. Bertrand Delanoë a payé assez cher cette « audace » (ou cette témérité) tardive !

À la différence de la crise de la dette en 1982, de la crise des marchés asiatiques de 1998 ou de la crise russe de 1999, de celle de la bulle Internet en 2000, la crise actuelle est globale. Elle part du cœur du système : l'économie des États-Unis^[48]. Elle traduit et amplifie un changement de rapport de forces politiques à l'échelle planétaire. La crise se combine de manière inédite avec une crise écologique dramatique et avec l'épuisement d'un système énergétique. Elle coïncide avec une mutation du mouvement social. On parle de crise de confiance. En effet, comme les cours capricieux de la Bourse, la confiance est fluctuante. « La crise de croyance », elle, est durable. La foi en la toute puissance des dieux du marché se meurt. Laisser aux capitalistes le soin de réorganiser la production et de régenter les rapports sociaux, ce serait repartir pour un tour, jusqu'à la prochaine crise, au prix de nouveaux dégâts écologiques et sociaux.

Personne ne saurait prédire à quoi ressembleront les révolutions futures. Du moins, existe-t-il un fil conducteur : ce sont bien deux logiques de classes qui s'affrontent. D'un côté, celle du profit à tout prix, du calcul égoïste, de la propriété privée, de l'inégalité, de la concurrence de tous contre tous. De l'autre côté, celle du service public, des biens communs de l'humanité, de l'appropriation sociale, de l'égalité et de la solidarité. Entre les deux, la ligne de partage est aussi celle qui délimite deux gauches, une gauche du moindre mal qui se contente d'amender le capitalisme, et une gauche anticapitaliste qui entend le renverser pour changer le monde.

Daniel Bensaïd, avril 2009.

LES CRISES DU CAPITALISME

Karl Marx

Introduction

Dans le système capitaliste, le processus d'accumulation du capital peut conduire à une surproduction. La surproduction entraîne l'apparition des phénomènes caractéristiques des crises. L'ampleur de cette surproduction est liée au capital lui-même, à l'accroissement sans limite du capital et à la ruée vers l'enrichissement des capitalistes et en aucun cas à la consommation. Celle-ci est, en effet, limitée d'entrée de jeu, car la plus grande partie de la population, la population des travailleurs, ne peut augmenter sa consommation que dans des limites étroites. Ce d'autant plus qu'au fur et à mesure que le capitalisme se développe, l'offre d'emplois diminue en valeur relative même si elle croît en valeur absolue.

L'existence d'une surproduction de capital constant – c'est-à-dire une production de capital plus élevée que celle qui serait nécessaire pour renouveler le capital investi – est liée aux surproductions correspondantes dans les domaines qui fournissent des machines et des matières premières. À condition que la main-d'œuvre supplémentaire soit disponible, les capitalistes dans ces domaines trouvent sur le marché tous les moyens pour transformer leur surplus d'argent en un nouvel accroissement du capital de leurs entreprises.

La répartition de l'emploi des capitaux dans les différents domaines de l'économie est l'objet d'un processus permanent de péréquation, la permanence même de ce processus implique bien qu'il existe des écarts que le processus de péréquation est appelé à corriger et souvent de manière violente. À cela il faut ajouter que les péréquations entre capitalistes se font généralement au hasard.

Nous ne considérerons ici que les formes par lesquelles passe le capital au cours de ses évolutions successives. Nous ne prendrons donc pas en compte toutes les conditions réelles dans lesquelles les processus de production se déroulent. Nous considérerons toujours par exemple que les marchandises sont vendues à leur valeur. On ne prendra pas non plus en compte la concurrence entre les capitaux, pas plus que l'existence du crédit ou la structure réelle de la société.

Cette dernière n'est, en effet, en aucune manière réductible aux seules classes des travailleurs et des capitalistes industriels. Comme les producteurs et les consommateurs sont distincts, ces derniers étant, de loin, les plus nombreux, la manière dont ils dépensent leurs revenus et aussi le volume de ces derniers provoquent des modifications importantes dans l'économie et par conséquent dans les processus de circulation et de reproduction du capital.

Nous avons déjà constaté, par ailleurs, dans *Le Capital* à propos de l'argent, que celui-ci, sous la forme de moyen de paiement, implique la possibilité d'apparition des crises. Cela est encore plus apparent lorsqu'on considère la nature générale du capital et cela sans même prendre en compte les conditions concrètes et l'ensemble des paramètres du processus de production réel.

Les idées fausses de Ricardo

David Ricardo^{49} a adopté la thèse du fada Jean-Baptiste Say^{50} (initialement avancée par James Mill^{51}) qu'aucune surproduction ou, du moins, qu'aucun engorgement général du marché n'est possible. Cette affirmation repose sur l'idée que les produits s'échangent contre des produits ou, comme le dit Mill, sur « l'équilibre métaphysique entre les vendeurs et les acheteurs ». On a ensuite attribué cet équilibre à une production déterminée uniquement par la demande ou encore à une égalité entre l'offre et la demande. On trouve d'ailleurs la même thèse, sous la forme préférée de Ricardo, à savoir que n'importe quelle quantité de capital, dans n'importe quel pays, peut toujours être employée de manière productive. Comme Ricardo se réclame de Say nous reviendrons ultérieurement sur la stupidité des affirmations de ce dernier.

Le capital inemployé

Lors de la reproduction, comme lors de l'accumulation du capital, il ne s'agit pas de reconstituer à l'identique ou à une plus grande échelle (grâce à l'accumulation) la masse des valeurs d'usage qui constitue le capital mais de remplacer la valeur du capital avancé avec le taux de profit habituel, c'est-à-dire avec une plus-value.

Il en résulte que si pour une ou plusieurs raisons, les prix des marchandises, toutes ou de la plupart d'entre elles, (ce qui revient au même) tombent très en dessous de leur prix de revient, il se peut alors que la reproduction du capital devienne difficile et que l'on assiste à un blocage de l'accumulation. La transformation du surplus de valeur accumulée sous forme d'argent (or ou billets de banque) en capital se ferait à perte. Celui-ci reste donc inerte comme un trésor dans les banques ou sous la forme de crédits ce qui, dans ce cas, ne change rien à la chose.

Le même phénomène pourrait d'ailleurs se produire pour des causes inverses. Si les conditions concrètes de la reproduction venaient à faire défaut (par exemple une hausse imprévue des céréales ou un manque d'approvisionnement en capital constant sous forme de moyens de production), il s'ensuivrait un blocage dans la reproduction du capital et donc dans la circulation du capital. L'achat et la vente se bloquent mutuellement et le capital inemployé prend alors la forme d'argent inerte.

Ce phénomène (et il précède souvent les crises) peut aussi se manifester lorsque la production du surplus de capital est très rapide. Sa transformation en capital productif crée une telle augmentation de la demande en moyens de production que les producteurs ne peuvent pas suivre et que tous leurs prix augmentent fortement. Dans ce cas, le taux d'intérêt baisse beaucoup alors que le profit peut augmenter et cela conduit aux spéculations les plus aventureuses.

Le blocage de la reproduction conduit à la diminution du capital variable, à la baisse des salaires et à la diminution de la masse de travail employée. Celle-ci, de son côté, réagit à nouveau sur les prix en provoquant une nouvelle baisse.

L'accroissement de la plus-value

Il ne faut jamais oublier que lorsqu'on parle de valeur dans la production capitaliste, il ne s'agit pas de manière directe de la valeur d'usage mais bien de la valeur d'échange et, en particulier, de l'accroissement de la plus-value. C'est le vrai motif et le moteur de la production capitaliste et c'est une étrange vision des choses que, pour se débarrasser des contradictions internes de la production capitaliste par le raisonnement, on commence par nier ce qui est sa base même en présentant sa production comme destinée à la consommation immédiate des producteurs.

En outre, le processus de circulation du capital ne se fait pas en un jour mais bien plus souvent sur des durées plus longues. Lorsque le capital revient à son point de départ, il faut bien que les prix de revient s'ajustent aux prix du marché, alors que dans l'intervalle de grands changements se sont produits dans les marchés ou dans la productivité du travail qui a modifié la valeur réelle des marchandises. Il est donc clair qu'entre l'instant de départ (du capital investi) et le moment de son retour, bien des catastrophes ont pu se produire et des éléments de crise ont pu s'accumuler qui ne peuvent en aucune manière être évacués par l'affirmation lamentable que les produits s'échangent contre d'autres produits. La comparaison de la valeur d'une marchandise à un moment donné avec la valeur de la même marchandise à une date ultérieure, que Monsieur Samuel Bailey^[52] tient pour une prétention scolastique, est en vérité le principe de base du processus de circulation du capital.

La destruction de capital

Lorsqu'il est question de la destruction de capital par les crises, il faut distinguer deux choses. D'abord, dans la mesure où le processus de reproduction se bloque, où le processus du travail se ralentit ou s'arrête totalement par endroits, du capital est réellement détruit. Les machines qui ne sont pas utilisées ne sont pas du capital. Le travail qui n'est pas effectué est comme une production perdue. Les matières premières qui gisent non utilisées ne sont pas du capital. Les bâtiments qui sont inutilisés (comme d'ailleurs les machines récemment construites) ou inachevés, les marchandises qui pourrissent dans les magasins, tout cela c'est de la destruction de capital. Le blocage du processus de reproduction concerne donc tous les éléments de production existants qui ne sont pas utilisés comme éléments de production et n'agissent pas comme tels. Leur valeur d'usage et leur valeur d'échange s'effondrent.

Deuxièmement, la destruction du capital par les crises signifie la dépréciation de masses de valeurs qui empêche leur utilisation ultérieure, en tant que capital, pour le processus de reproduction à la même échelle que précédemment. C'est l'effet ruineux de la baisse du prix des marchandises. Cela ne détruit pas les valeurs d'usage. Ce que l'un perd, l'autre le gagne. Les masses de valeurs jouant le rôle de capital sont empêchées, en restant dans les mêmes mains, de se renouveler en tant que capital. Les vieux capitalistes font faillite.

Si la valeur des marchandises, dont la vente lui permettrait de reproduire son capital, était initialement de 12 000 euros dont 2 000 euros de profit, tombe à 6 000 euros, ce capitaliste ne pourra pas faire face aux obligations qu'il a contractées et même s'il n'en a pas il ne pourrait pas, avec ses 6 000 euros, continuer son activité à la même échelle qu'avant car le

prix des marchandises devrait pour cela remonter à leur prix de revient.

En fait, 6 000 euros de capital ont été détruits bien que l'acheteur de ces marchandises, qu'il a obtenues pour la moitié de leur prix de revient puisse, si les affaires reprennent, en profiter avantageusement.

Une grande partie de la valorisation des entreprises, c'est-à-dire la valeur d'échange du capital des sociétés, est définitivement détruite bien que cette destruction permette, parce qu'elle laisse intacte la valeur d'usage, d'alimenter la nouvelle reproduction. C'est l'époque où les détenteurs de liquidités s'enrichissent aux dépens des intérêts industriels.

Maintenant, en ce qui concerne la baisse des marchés financiers (les actions, les obligations d'État, etc.), aussi longtemps que cette baisse ne conduit pas à la banqueroute de l'État ou à la faillite des sociétés par actions et que cela ne gêne en rien la reproduction du capital et aussi longtemps que le crédit des capitalistes industriels qui détiennent ces titres n'est pas mis en cause, il s'agit simplement de transferts de richesses d'une main dans une autre. Cela agira favorablement sur la reproduction dans la mesure où les parvenus, dans les mains desquels ces titres sont tombés à bas prix, sont, dans l'ensemble, plus entreprenants que les anciens propriétaires.

Les crises comme manifestation des contradictions du capitalisme

Les crises du marché mondial conduisent les antagonismes et les contradictions de la production capitaliste jusqu'à l'explosion. Ceux qui font l'apologie de ce système économique, au lieu d'analyser en quoi consistent les éléments en lutte dans cet affrontement, se contentent de nier la catastrophe elle-même et, face à sa répétition périodique, persistent à affirmer que si la production suivait ce qui est écrit dans les manuels scolaires, il n'y aurait jamais de crise. Leur discours consiste donc à falsifier les faits économiques les plus simples et, plus particulièrement, à affirmer l'unité face à la contradiction.

L'achat et la vente de marchandises

L'achat et la vente – c'est-à-dire le mouvement de métamorphose de la marchandise – se présentent comme l'unité de deux processus ou plutôt comme le déroulement d'un processus à travers deux phases opposées. Elle se présente donc comme l'unité des deux phases ; mais ce processus est aussi, une séparation des deux phases et réalise donc leur autonomisation réciproque. Mais comme, en fait, l'achat et la vente forment un tout unique, alors l'autonomisation de ces deux moments qui forment un tout, ne peut apparaître que comme une violence, un acte destructeur. C'est justement dans la crise que leur unité, l'unité des contraires, se manifeste. L'autonomie des deux moments qui forment un tout, mais qui s'opposent entre eux, est détruite de manière violente. La crise est donc la manifestation de l'unité des deux moments autonomisés et opposés. Il n'y aurait pas de crises sans cette unité intérieure d'éléments qui semblent, *a priori*, indifférents l'un à l'autre. Mais pas du tout, dit l'économiste. Puisqu'il y a unité, aucune crise ne peut se produire. Ce qui ne signifie rien d'autre que : l'unité des contraires exclut la contradiction.

Pour prouver que la production capitaliste ne peut pas mener à des crises générales, on nie toutes les conditions et les contraintes, bref, on nie la production capitaliste, ainsi que tous ses principes et toutes ses différentes spécificités. Ce faisant, on démontre en fait que, si la production capitaliste elle-même, au lieu d'être une forme particulière de production sociale ayant ses caractéristiques propres, était un mode de production qui se situerait avant ses propres origines, les antagonismes et les contradictions qui lui sont propres n'existeraient pas et par conséquent leur explosion dans les crises n'existerait pas non plus.

Ricardo affirme, d'après Say, que « les marchandises sont toujours échangées contre des produits ou des services et l'argent n'est qu'un intermédiaire qui rend l'échange possible ».

Les produits, les services et les marchandises

Ici, d'entrée de jeu, la marchandise, dans laquelle coexistent la valeur d'échange et la valeur d'usage, devient un simple produit (valeur d'usage) et il en résulte que l'échange de marchandises est transformé en un simple échange de produits n'ayant que des valeurs d'usage. C'est revenir en arrière, avant la production capitaliste et, même, avant la simple production de marchandises. On nie le phénomène le plus complexe de la production capitaliste à savoir la crise du marché mondial, car on nie, par là même, la première condition d'existence de la production capitaliste qui est que les produits doivent être des marchandises, c'est-à-dire avoir un prix et subir le mouvement de métamorphose de la marchandise.

Au lieu de parler de travail salarié on parle de « services », un mot dans lequel disparaissent la finalité spécifique du travail salarié et son utilisation pour augmenter la valeur d'échange de la marchandise par la génération de plus-value, ce qui revient à évacuer le mécanisme par lequel marchandises et argent se transforment en capital. Dans la notion de « service », le travail effectué pour rendre ce service n'est considéré que pour sa valeur d'usage alors que celle-ci est parfaitement accessoire dans la production capitaliste. De la même manière, dans le mot « produit » l'essence de la « marchandise » et son contenu contradictoire sont escamotés.

Le rôle de l'argent

L'« argent » est, en conséquence, conçu simplement comme un intermédiaire pour faire des échanges et pas du tout comme une forme d'existence essentielle et nécessaire de la valeur d'échange de la marchandise. De même que l'on peut transformer l'essence d'une marchandise en la réduisant à sa valeur d'usage, on peut tout aussi facilement nier que l'argent prend une forme autonome essentielle dans le processus de métamorphose de la marchandise ou, mieux, il est nécessaire de le nier.

En d'autres termes, on évacue les crises par le raisonnement en oubliant ou en niant les caractéristiques élémentaires de la production capitaliste, à savoir : l'existence des produits sous forme de marchandises, le dédoublement de la marchandise en marchandise et argent, les moments de la séparation qui en résultent lors de l'échange des marchandises et, enfin, la relation entre argent ou marchandises et travail salarié.

Les économistes (comme John Stuart Mill^[53], par exemple) qui tentent d'expliquer les crises simplement à partir des possibilités de crise contenues dans la métamorphose de la marchandise (comme la séparation entre l'achat et la vente) ne sont pas plus avancés. Ces considérations qui expliquent la possibilité de la crise n'expliquent pas, et de loin, sa réalité et, surtout pas, pourquoi les phases de ce processus entrent dans un conflit tel, que seule une crise soit capable, par un processus extrêmement violent, de résoudre le conflit en rétablissant l'unité.

La séparation apparaît bien dans la crise dont elle est la forme élémentaire, mais expliquer la crise à partir de sa propre forme élémentaire, revient à énoncer son existence à partir de sa forme la plus abstraite, c'est-à-dire à expliquer la crise par la crise.

Personne, dit Ricardo, ne produit si ce n'est pour consommer ou pour vendre et ne vend jamais sans l'intention d'acheter une quelconque autre marchandise qui peut lui être utile ou qui puisse contribuer à une production ultérieure. En produisant, il devient donc nécessairement, soit consommateur de sa propre marchandise, soit acheteur et consommateur des marchandises produites par quelqu'un d'autre.

On ne peut supposer qu'il reste longtemps mal informé sur les marchandises qu'il pourrait produire avantageusement pour atteindre le but envisagé, c'est-à-dire la possession d'autres marchandises. Il n'est donc pas vraisemblable qu'il produise continuellement une marchandise pour laquelle il n'y a pas de demande.

Ce sont, là, des propos infantiles dignes d'un Say mais pas d'un Ricardo. D'abord, aucun capitaliste ne produit en vue de consommer sa production. Et, lorsque nous parlons de la production capitaliste, il faut ajouter : « aucun capitaliste ne produit dans l'intention de consommer sa production » même s'il en utilise une partie à des fins de production industrielle. Mais il s'agit ici de consommation privée où l'on oublie que le produit est une marchandise. Ce qui veut dire que l'on oublie, par la même occasion, la division sociale du travail.

La production capitaliste

Dans les circonstances où les hommes produisent pour eux-mêmes, il n'y a, en fait, pas de crises mais il n'y a pas, non plus, de production capitaliste. Nous n'avons pas, non plus, entendu dire que dans l'Antiquité, avec leur production esclavagiste, il n'y ait jamais eu de crises, bien que certains producteurs, même à cette époque, aient fait faillite. Le premier terme de l'alternative de Ricardo est absurde. Il en va de même de l'autre. Car quelqu'un qui a produit n'a pas le choix entre vendre ou ne pas vendre. Il doit vendre. Pendant les crises, il arrive des moments où il ne peut pas vendre sauf en dessous de son prix de revient ou bien il se trouve dans des circonstances où il est obligé de vendre à perte. À quoi lui sert alors, à lui, et aussi à nous, qu'il ait produit pour vendre. Il s'agit justement de savoir ce qui contrarie sa louable intention. Ricardo dit aussi que : « Personne ne vend sans avoir l'intention d'acheter une quelconque autre marchandise qui lui soit directement utile ou qui ne puisse contribuer à une production ultérieure. »

Quelle aimable description des rapports bourgeois ! Ricardo oublie même que quelqu'un peut vendre pour payer et que ces ventes forcées jouent un rôle très significatif dans les crises. L'autre intention du capitaliste lors de la vente est de transformer sa marchandise, ou bien plutôt son capital-marchandise, en capital-argent et de réaliser ainsi son profit. Le revenu – ayant pour but la consommation – n'est pas du tout, pour lui, la cause de la vente, ce qu'elle est, par contre, pour celui qui vend des marchandises dans le seul but de les transformer en produits alimentaires. Mais ceci n'est pas la production capitaliste car, dans ce mode de production, le revenu n'est pas considéré comme l'objectif déterminant. En fait, tout un chacun vend pour vendre, c'est-à-dire pour transformer une marchandise en argent.

Pendant la crise, un individu peut être très satisfait lorsqu'il a vendu sans penser immédiatement à un achat. Cependant, si la valeur réalisée doit à nouveau fonctionner comme capital, alors elle doit suivre le processus de reproduction, c'est-à-dire être échangée contre du travail et des marchandises. Mais la crise est justement le moment de la perturbation et de la destruction du processus de reproduction. Et cette perturbation ne peut pas être expliquée par le fait qu'elle ne se produise pas en l'absence de crise. Il ne fait aucun doute que, comme le dit Ricardo, « personne ne produira de manière continue un produit

pour lequel il n'existe pas de demande », mais personne ne parle d'une hypothèse aussi absurde. Elle n'a surtout rien à voir avec notre sujet. Par contre Ricardo a raison quand il dit que : « La possession d'autres marchandises n'est pas le but de la production capitaliste qui est l'appropriation de valeur, d'argent et de richesses abstraites. »

On trouve aussi chez Ricardo la thèse déjà citée précédemment de « l'équilibre métaphysique entre achats et ventes », équilibre qui ne considère que l'unité et pas la séparation dans les processus d'achats et de ventes. D'où aussi l'affirmation de Ricardo (d'après James Mill) :

Il peut arriver que l'on produise trop d'une certaine marchandise ce qui peut conduire, sur le marché, à un tel excès d'offres que le capital qui a été dépensé pour la production ne puisse pas être récupéré en totalité. Cela ne peut cependant être le cas pour toutes les marchandises.

L'argent n'est pas seulement « le médium au travers duquel l'échange est effectué » mais en même temps le médium par lequel l'échange d'un produit contre un produit se divise en deux actes, indépendants l'un de l'autre et distants l'un de l'autre, dans le temps et dans l'espace. Cette conception erronée de l'argent chez Ricardo vient de ce qu'il ne considère que l'aspect quantitatif de la valeur d'échange, c'est-à-dire le quantum déterminé de temps de travail et, de ce fait, il en oublie l'aspect qualitatif qui impose de considérer le travail individuel, à travers son aliénation, comme un travail social général abstrait.

Ricardo ne considère l'argent que comme simple moyen de circulation. De même, il ne considère la valeur d'échange que comme une forme évanescence, comme un aspect formel de la production bourgeoise ou capitaliste. Ceci explique qu'elle ne constitue pas pour lui un mode de production spécifique mais la production par excellence.

La surproduction

Dire que seules certaines marchandises et non toutes peuvent produire un engorgement du marché et, qu'en conséquence, la surproduction ne peut toujours être que partielle, est un argument fallacieux. D'abord, si on ne considère que la nature des marchandises, rien ne s'oppose à ce que toutes les marchandises soient en excédent sur le marché et que donc toutes tombent en dessous de leur prix de revient. Il ne s'agit ici que du moment de la crise et à ce moment précis toutes les marchandises, sauf l'argent, peuvent être en excès. La nécessité pour la marchandise de se transformer en argent implique que cette nécessité existe pour toutes les marchandises. Et si la difficulté de subir la métamorphose existe pour une seule marchandise, alors elle peut exister pour toutes. La nature générale de la métamorphose des marchandises, qui inclut aussi bien la séparation de l'achat et de la vente que son unité, au lieu d'exclure un engorgement général implique plutôt la possibilité d'un engorgement général.

D'autre part, il est vrai qu'à l'arrière-plan des raisonnements de Ricardo et d'autres figurent non seulement les relations entre achat et vente mais aussi les relations entre demande et offre, que nous développerons seulement lorsque nous prendrons en compte la concurrence entre les capitaux. Comme le dit Mill, si l'achat est vente et la vente est achat, alors la demande est offre et l'offre est demande et ces deux derniers peuvent aussi se séparer

et s'affronter en s'autonomisant. L'offre de toutes les marchandises peut, à un instant donné, devenir supérieure à la demande pour toutes les marchandises, parce que la demande pour la marchandise générale, l'argent, la valeur d'échange, est supérieure à la demande pour toutes les différentes marchandises, ou parce que l'instant où l'on transforme la marchandise en argent, on réalise sa valeur d'échange, l'emporte sur l'instant qui consiste à retransformer la marchandise en valeur d'usage.

Production et consommation

Si l'on veut examiner de plus près ou de manière plus concrète les relations entre l'offre et la demande, il faut parler de production et de consommation. Il faudrait alors de nouveau parler de l'unité de ces deux moments, qui est effective et se manifeste avec violence dans la crise, face à leur séparation et leur opposition qui sont réelles et caractérisent même la production bourgeoise.

Concernant l'opposition entre surproduction partielle et surproduction universelle, s'il s'agit seulement d'affirmer la première pour nier la dernière, il faut remarquer ce qui suit :

Premièrement : Les crises sont souvent précédées par une inflation générale des prix de tous les produits provenant de la production capitaliste. Ces produits participent donc au crash causé par la crise, et leurs prix retombent à ce qu'ils étaient avant le crash. Cette baisse des prix provoque un encombrement du marché et donc une nouvelle baisse des prix qui peuvent descendre en dessous de leurs prix de revient. Le marché peut alors absorber un surplus de marchandises qu'il n'aurait pas pu absorber à leur prix initial. Il est vrai que l'excédent de marchandises sur le marché est toujours relatif, c'est-à-dire que son volume varie avec le prix des marchandises, mais les prix auxquels les marchandises seront absorbées seront ruineux pour les producteurs et les commerçants.

Deuxièmement : Pour qu'une crise et donc aussi la surproduction soit générale, il suffit qu'elle affecte les produits de consommation qui se vendent le plus.

Les capitaux et les marchandises

Pour Ricardo, l'affirmation selon laquelle : « la surproduction de marchandise est impossible », est identique à la thèse « la surabondance ou la pléthore de capitaux est impossible ».

Qu'aurait-il dit de la stupidité de ses successeurs qui nient la surproduction sous une forme (engorgement du marché par les marchandises) et qui, non seulement, acceptent son existence sous forme de pléthore de capitaux, mais en font un point essentiel de leur doctrine ?

Pas un seul économiste sain d'esprit de la période post-ricardienne ne nie la surabondance de capital. Tous, au contraire, expliquent les crises par elle ou bien par des histoires de crédit. Tous admettent donc la surproduction sous une forme, mais la nient sous l'autre. Il subsiste donc uniquement la question de savoir comment les deux formes de surproduction se comportent mutuellement et comment l'une qui est niée se transforme en l'autre dont on assure l'existence ?

Les crises du marché mondial

En fait, Ricardo, personnellement, ne savait rien des crises du marché mondial résultant du processus de production du capital.

Il pouvait expliquer les crises de 1800-1815 par renchérissement des céréales à la suite des mauvaises récoltes, par la dépréciation du papier-monnaie, par la dépréciation des produits coloniaux, etc., ou parce que, suite au blocus continental, le fonctionnement du marché anglais était perturbé pour des raisons politiques et non des raisons économiques.

Il pouvait également expliquer les crises survenues après 1815 soit par une mauvaise année, par la disette, soit par la baisse du prix du blé due à la disparition des causes qui, selon sa propre théorie avaient conduit à la hausse des prix des céréales pendant la guerre et l'isolement de l'Angleterre du continent, et en partie aussi par le passage de la guerre à la paix.

Les phénomènes historiques plus tardifs et, en particulier, les crises du marché mondial d'une périodicité presque régulière, ne permirent plus aux successeurs de Ricardo de nier les faits ou de les interpréter comme accidentels. Au lieu de quoi ceux-ci inventèrent – en mettant à part ceux d'entre eux qui expliquent tout par le crédit mais qui reconnaissent ensuite qu'ils sont quand même obligés aussi de postuler l'existence de la surabondance du capital – une subtile différence entre pléthore de capital et surproduction. Pour nier la surproduction, ils maintenaient les thèses et les bonnes raisons de Ricardo et de Smith tandis qu'ils cherchaient à déduire de la pléthore de capitaux les phénomènes qui, sans elle, demeureraient inexplicables. James Wilson^{54}, par exemple, explique que certaines crises sont dues à la pléthore de capital fixe tandis que d'autres sont dues à une pléthore de capital

circulant. La pléthore du capital tout court est postulée par les meilleurs économistes (comme John Fullarton^{55}) et est devenue un préjugé tellement répandu que cette thèse figure naturellement dans l'ouvrage du très savant Monsieur Roscher^{56} comme si elle allait de soi.

Pléthore de capital et surproduction

Se pose alors la question de savoir ce qu'est une pléthore de capital et en quoi cette chose se distingue de la surproduction ?

Toutefois, on doit à la vérité de dire que d'autres économistes comme Andrew Ure^{57}, William Cobbett^{58}, etc., expliquent que la surproduction est un état normal pour la grande industrie tant que l'on considère le marché intérieur. Donc les crises n'apparaissent que dans certaines circonstances où le marché extérieur se contracte également.

Pour ces mêmes économistes le capital = argent ou marchandises. Donc surproduction du capital = surproduction d'argent ou de marchandises. Et, cependant, ces deux phénomènes n'auraient rien en commun. Il n'y aurait même pas de surproduction d'argent puisque l'argent est, pour eux, de la marchandise, ce qui ramène la totalité du phénomène de surproduction à celui des marchandises. En fait, ils acceptent le mot surproduction dans le domaine de l'argent et le nient dans le domaine des marchandises.

Il faut ajouter que si on parle de surproduction de capital fixe ou circulant, alors il faut préciser qu'on ne doit plus considérer les marchandises dans leur seule définition élémentaire de marchandise mais comme des éléments du capital. Mais dans ce cas, il faut admettre aussi que dans la production capitaliste et dans ses phénomènes (par exemple la surproduction), il ne s'agit pas de situations simples dans lesquelles la production apparaît sous forme de marchandises définies comme telles, mais qu'il faut y ajouter la définition sociale de la marchandise qui est plus et aussi autre chose que seulement une marchandise.

De manière générale : l'expression « surproduction de marchandises » utilisée à la place de « pléthore de capital » n'est pas seulement une manière de parler ou une étourderie subconsciente. Celui qui accepte que le phénomène existe de manière nécessaire tant qu'on l'appelle « a » mais nie son existence quand on l'appelle « b », dans la mesure où des réserves ou des scrupules se manifestent sur le nom du phénomène, tente d'échapper à la difficulté d'expliquer le phénomène en le niant dans une forme (une dénomination) qui contredit des préjugés et en ne l'acceptant que dans une forme sans conséquence. Le fait de passer de l'expression surproduction de marchandises à pléthore de capital représente, en fait, un progrès. En quoi consiste-t-il ? En ceci que les producteurs ne s'affrontent pas comme de simples propriétaires de marchandises mais comme des capitalistes.

C'est à juste titre que les auteurs qui écrivent et font état des mouvements réels des prix en période de crise ont ignoré ces divagations théoriques et ont considéré que ce qui, dans la théorie abstraite, était présenté comme vérité, à savoir qu'aucun engorgement des marchés n'était possible, était erroné en pratique. La répétition périodique des crises a, de fait, réduit

les élucubrations de Say et compagnie à une phraséologie qui est sans doute valable dans des périodes de prospérité, mais dont il n'est plus question dans les moments de crise.

La surproduction

Revenons au raisonnement de Ricardo par lequel il cherche à prouver qu'un engorgement général du marché est impossible :

Il peut arriver qu'une trop grande quantité d'une marchandise soit produite et que se produise un tel excès d'offres de cette marchandise sur le marché, que la baisse des prix qui en résulte ne permette pas, lors de la vente, de récupérer la totalité du capital investi dans la production de cette marchandise. Cela ne peut pas être le cas pour toutes les marchandises. La demande pour du blé est limitée par le nombre de bouches qui vont le manger, la demande pour des chaussures et des vêtements est limitée par le nombre de personnes qui vont les porter... Or, bien qu'une communauté ou une partie d'une communauté puisse disposer d'autant de blé, de chapeaux et de chaussures qu'elle peut ou veut en consommer, on ne peut pas dire la même chose de chaque autre marchandise produite de manière naturelle ou artificielle. Certains consommeraient plus de vin s'ils avaient la possibilité de s'en procurer. D'autres, qui ont assez de vin, souhaiteraient se procurer davantage de mobilier ou du mobilier de meilleure qualité. D'autres encore, en revanche, aimeraient embellir leur parcelle de terrain ou agrandir leur maison. Le désir de faire tout cela à la fois ou une partie seulement de cela se trouve au cœur de tout un chacun.

Peut-il exister un raisonnement plus infantile que celui-ci ?

Car voilà ce qu'il dit de manière implicite : Il est possible, pour une marchandise particulière, d'en fabriquer plus qu'il ne peut en être consommé. Mais cela n'est pas possible pour toutes les marchandises à la fois. Car les besoins qui sont satisfaits par des marchandises n'ont pas de limite et qu'on ne peut pas satisfaire tous ces besoins à la fois. Au contraire, la satisfaction d'un besoin rend un autre besoin, pour ainsi dire, latent et la satisfaction de ces besoins nécessite des moyens supplémentaires et ces moyens supplémentaires ne peuvent être obtenus que par une augmentation de la production.

À quoi bon tous ces discours ?

La satisfaction des besoins

Dans les périodes de surproduction, une grande partie de la nation (spécialement la classe des travailleurs) est, plus que jamais, dépourvue de blé, de chaussures etc., sans même parler de vin ou de mobilier. Si la surproduction ne pouvait se produire que lorsque tous les besoins les plus urgents des citoyens d'un pays ont été satisfaits, alors, dans toute l'histoire de la société bourgeoise jusqu'à nos jours, aucune surproduction générale, ni même aucune surproduction partielle, n'aurait pu se produire. Lorsque, par exemple, le marché est sursaturé de chaussures, de vins, de vêtements en coton ou de produits coloniaux, est-ce que cela signifie qu'il n'y a probablement pas même les deux tiers d'une nation qui ont largement satisfait leurs besoins en chaussures, vêtements en coton, etc. ?

La surproduction est fonction uniquement des demandes solvables. Il ne s'agit jamais de surproduction absolue – de surproduction en soi et pour soi – face à une demande absolue ou à la totalité des souhaits de possession de marchandises. En ce sens, il n'existe pas plus de surproduction partielle qu'il n'existe de surproduction générale et ces deux notions n'entrent pas en contradiction.

Mais, dira Ricardo : « S'il y a un tas de gens qui désirent des chaussures et des vêtements en coton pourquoi ne se procurent-ils pas les moyens de les obtenir en produisant quelque chose contre quoi ils pourraient acheter des chaussures et des vêtements ? »

Ne serait-il pas plus simple de dire : pourquoi ne produisent-ils pas des chaussures et des vêtements pour eux-mêmes ?

Et, ce qu'il y a de remarquable dans la surproduction, c'est que les vrais producteurs de ces mêmes produits qui encombrant le marché, les travailleurs qui les fabriquent, souffrent de ne pas en avoir. Ici, on ne peut pas dire qu'ils devraient produire les choses pour en avoir car ils les ont produites et ne les ont quand même pas. On ne peut pas dire, non plus, que la marchandise en question engorge le marché parce qu'il n'existe pas de demande. Donc, si on ne peut même pas expliquer la surproduction partielle par le fait que les marchandises engorgent le marché parce qu'elles sursaturent la demande, alors on ne peut pas davantage expliquer et évacuer la surproduction de plusieurs marchandises présentes sur le marché en disant qu'il existe des demandes, des demandes non satisfaites.

Dans le cas du producteur de vêtements, tant que la production et la vente de la marchandise permettent la reproduction ininterrompue et l'accumulation du capital, il est parfaitement possible que les ouvriers qui les fabriquent puissent en bénéficier, et avec leurs salaires, en acheter une part croissante. Ces ouvriers deviennent, de ce fait, de plus en plus consommateurs d'une partie de leur propre fabrication.

Les métamorphoses de la marchandise et la fonction de l'argent

Avant de faire un pas de plus disons ceci : la séparation entre le processus de production du capital et le processus de circulation du capital accroît et développe la possibilité de la crise qui était déjà apparue lors de la métamorphose de la marchandise. Dès qu'on ne passe pas de manière fluide de l'un des processus à l'autre, mais qu'ils s'autonomisent l'un vis-à-vis de l'autre, la crise est là.

Lors de la métamorphose de la marchandise, la possibilité de crise se présente ainsi :

Premièrement, la marchandise qui existe dans la réalité comme valeur d'usage et, abstraitement, comme valeur d'échange doit être transformée en argent, ce que nous noterons $M \rightarrow A$. Si cette difficulté est résolue par la vente, alors l'achat, que nous noterons $A \rightarrow M$, ne présente pas de difficulté car l'argent est immédiatement échangeable contre n'importe quoi. L'existence de la valeur d'usage de la marchandise, c'est-à-dire l'utilité du travail qui y a été incorporé, doit être postulée sans quoi elle n'est même pas une marchandise. Il est, de plus, supposé que la valeur individuelle de la marchandise est égale à sa valeur sociale, c'est-à-dire que le temps de travail matérialisé en elle est le temps de travail socialement nécessaire pour produire cette marchandise.

La possibilité de la crise, si elle se manifeste dans la forme simple de la métamorphose, apparaît uniquement parce que les différentes formes – les phases – que la marchandise traverse dans son évolution sont, d'une part, des formes et des phases qui se complètent nécessairement, mais sont, d'autre part, des parties et des formes qui peuvent être, et qui sont, séparables et séparées et qui ne coïncident ni dans le temps ni dans l'espace et sont, cependant, des parties indépendantes de ces processus et de ces formes. Elle repose seulement sur la séparation de l'achat et de la vente. C'est sous sa forme de marchandise que la marchandise doit franchir les difficultés. Dès qu'elle prend la forme argent, les difficultés sont terminées.

Le troc

Si la marchandise pouvait, lorsque l'achat et la vente coïncident, se retirer de la circulation sans être sous la forme argent ou pouvait différer sa re-transformation en marchandise – comme dans le troc – alors, avec nos hypothèses, la possibilité d'une crise disparaîtrait. Car nous avons supposé que la marchandise était également valeur d'usage pour les autres détenteurs de marchandises. Sous la forme du troc immédiat, la marchandise peut ne pas être échangeable pour deux raisons, ou bien elle n'est pas valeur d'usage, ou bien il n'existe pas, en face, d'autres valeurs d'usage permettant un échange. Il n'y a donc que deux conditions qui rendent l'échange impossible : ou bien l'un des côtés ne fabrique que des produits

dépourvus d'utilité, ou bien l'autre côté ne propose rien d'utile permettant un échange de valeurs d'usage. Dans les deux cas, aucun troc ne pourrait avoir lieu. Si, cependant, un échange avait lieu, ses moments ne seraient pas séparés. L'acheteur serait vendeur et le vendeur serait acheteur. Le moment critique qui dépend de la forme de l'échange, aussi longtemps qu'il s'agit de circulation, disparaîtrait et lorsque nous disons que la forme simple de la métamorphose inclut la possibilité de la crise nous disons simplement que, même dans cette forme, existe la possibilité de déchirement et de séparation de moments qui sont fondamentalement complémentaires.

Mais, cela concerne aussi le contenu. Dans le troc immédiat, le gros de la production du côté du producteur est orienté vers la satisfaction de ses propres besoins ou, si la division du travail est un peu plus développée, vers la satisfaction des besoins qu'il connaît chez ses coproducteurs. Est considéré comme marchandise à échanger, l'excès de production et l'échange de cet excès de production n'a rien d'essentiel.

La production marchande

Dans le cas de la production marchande, la transformation des produits en argent est une condition *sine qua non*. La production immédiate pour satisfaire ses besoins propres disparaît. Avec la non-vente, la crise est là. La difficulté de transformer la marchandise – ce produit particulier du travail individuel – en argent, son contraire, vient de ce que l'argent n'apparaît pas comme le produit particulier d'un travail individuel. De plus, celui qui a vendu et qui possède la marchandise sous forme d'argent, n'est pas obligé d'acheter immédiatement et donc de transformer son argent en produits du travail individuel.

Dans le commerce par troc, cette différence n'existe pas et, dans ce cas, personne ne peut être acheteur sans être vendeur ni être vendeur sans être acheteur. La difficulté du vendeur pour transformer sa marchandise en argent – en supposant que sa marchandise ait une valeur d'usage – vient uniquement de ce que l'acheteur a la possibilité de différer la transformation de son argent en marchandise. La difficulté de transformer la marchandise en argent, donc de vendre, provient uniquement de ce qu'une fois que la marchandise a été transformée en argent, cet argent n'a pas besoin d'être transformé immédiatement en marchandise et donc que la vente et l'achat peuvent être disjoints.

Nous avons dit que cette forme inclut la possibilité de la crise, c'est-à-dire la possibilité que des moments, qui forment une unité et qui ne sont pas séparables, se séparent et soient en conséquence réunis par la force, la violence s'avérant nécessaire pour vaincre leur autonomisation respective. En fait, la crise n'est pas autre chose que la mise en œuvre violente du rétablissement de l'unité des phases du processus de production qui se sont respectivement autonomisées.

Vente et achat peuvent se séparer et sont donc la cause potentielle d'une crise, mais c'est leur rencontre qui reste toujours un instant critique pour la marchandise. Vente et achat peuvent aussi s'unir de manière fluide. Il s'ensuit que la forme la plus abstraite de la crise (c'est-à-dire la possibilité formelle de la crise) n'est autre que la métamorphose de la

marchandise elle-même. Dans cette métamorphose, on retrouve, dans l'unité de la marchandise, la contradiction entre valeur d'échange et valeur d'usage mais aussi la contradiction ultérieure entre argent et marchandise. Cependant, la raison pour laquelle la possibilité de la crise devient une crise, n'est pas contenue dans cette forme elle-même.

Et c'est cela le plus important quand on étudie l'économie bourgeoise. Les crises du marché mondial doivent être considérées comme la convergence et l'élimination violente de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise. Les divers moments qui sont regroupés dans ces crises doivent donc nécessairement être présents dans chaque sphère de l'économie bourgeoise et s'y développer. À mesure que nous pénétrons dans chacune de ces sphères, il faudra, d'une part, développer de nouvelles déterminations de ce conflit et, d'autre part, prouver la récurrence et la persistance des formes abstraites dans les formes concrètes observées. On peut donc dire que la première forme de crise est la métamorphose de la marchandise elle-même, à savoir la séparation de l'achat et de la vente.

L'argent en tant que moyen de paiement

La crise, dans sa deuxième forme, est fonction de l'argent en tant que moyen de paiement où l'argent intervient à deux moments distincts, séparés dans le temps et avec deux fonctions différentes. Ces deux formes sont encore entièrement abstraites bien que la deuxième forme soit plus concrète que la première. Ensuite, lorsqu'on considère le processus de la reproduction du capital, qui coïncide avec sa circulation, il faut prouver que les formes ci-dessus ne font que se répéter, ou plutôt qu'elles acquièrent ici un contenu, une base, sur lesquels elles peuvent se manifester.

Considérons maintenant le trajet que parcourt le capital à partir du moment où il quitte le processus de production sous forme de marchandise pour en sortir à nouveau sous forme de marchandise. Si nous faisons, ici, abstraction de tous les autres facteurs déterminant son contenu, alors la totalité du capital marchandise et chaque marchandise particulière qui le constitue, doivent traverser le processus $M \rightarrow A \rightarrow M$, c'est-à-dire la métamorphose de la marchandise. La possibilité générale de la crise – la séparation de l'achat et de la vente – étant contenue dans cette forme, elle est donc également contenue dans la circulation du capital, que celui-ci soit ou non sous forme de marchandise. Il résulte de la dépendance réciproque des métamorphoses des marchandises entre elles que, tandis que l'une se transforme en argent, l'autre passe de la forme argent à la forme marchandise. La séparation de l'achat et de la vente montre, qu'à la transformation d'un capital de la forme argent à la forme marchandise, doit correspondre la transformation d'un autre capital de la forme marchandise à la forme argent et donc, qu'à la première métamorphose, doit correspondre la seconde, et, enfin, qu'à la sortie d'un capital hors du processus de production, doit correspondre le retour d'un autre capital dans le processus de production. Cet entrelacement et enchevêtrement des processus de reproduction ou de circulation de différents capitaux est, d'une part, imposé par la division du travail mais s'avère, d'autre part, contingent et a pour effet d'élargir la détermination du contenu de la crise.

Deuxièmement en ce qui concerne la possibilité de crise résultant de la forme de l'argent comme moyen de paiement, le capital se présente comme une base beaucoup plus réelle pour la réalisation de cette possibilité. Par exemple, le tisserand doit payer la totalité du capital constant dont les éléments ont été livrés par le filateur, le producteur de lin, le fabricant de machines, le fournisseur de fer et de bois, le producteur de charbon, etc. Comme ces derniers produisent du capital constant entrant uniquement dans la production de capital constant, sans entrer eux-mêmes dans la marchandise finale qui est le tissu, ils reconstituent leurs conditions de production par échange de capital.

Les conditions et les formes des crises

Supposons que le tisserand vende à un commerçant du tissu pour 1000 euros mais touche une traite où l'argent figure comme moyen de paiement et supposons que le tisserand remette la traite au banquier, par exemple pour régler une dette, ou en faisant escompter la traite. Le producteur de lin a vendu au filateur par traite, le filateur a vendu au tisserand par traite, le fabricant de machines a vendu au tisserand par traite et toutes les opérations de vente se sont ainsi réalisées par traites. Au total, si le commerçant ne paie pas, il y a défaut de paiement en chaîne et personne ne peut être payé, et tous ceux qui ne réalisent pas la valeur de leur marchandise ne peuvent pas remplacer la partie correspondante de leur capital constant. C'est ainsi que prend naissance une crise générale.

Il ne s'agit de rien d'autre que de la possibilité de la crise développée dans le cas de l'argent comme moyen de paiement ; mais nous voyons ici, comment, à l'intérieur de la production capitaliste, les interactions entre créances et obligations réciproques et entre achats et ventes, peuvent transformer la possibilité de crise en crise réelle.

En toute circonstance : si l'achat et la vente ne se figent pas l'un par rapport à l'autre et n'imposent pas d'être unifiés par la force et si, de plus, l'argent fonctionne comme moyen de paiement de telle manière que les créances s'annulent réciproquement et donc que les contradictions qui existent lors de l'usage de l'argent comme moyen de paiement ne se manifestent pas, donc si les deux formes abstraites de la crise ne se manifestent pas dans la réalité, alors il n'existe pas de crise. Il ne peut pas exister de crise sans que l'achat et la vente se disjoignent et entrent en contradiction ou sans que se manifestent les contradictions contenues dans l'usage de l'argent comme moyen de paiement ; autrement dit, il ne peut pas exister de crise sans que la crise ne se manifeste dans sa forme simple – contradictions entre achat et vente et contradictions de l'argent comme moyen de paiement.

Mais il ne s'agit que de simples formes, des possibilités générales de crises, des formes abstraites des véritables crises. L'existence de la crise apparaît en elles sous ses formes les plus simples et dans son contenu le plus simple, pour autant que cette forme même soit son contenu le plus simple. Mais ce contenu n'a pas encore de fondement. La circulation monétaire simple et même la circulation de l'argent comme moyen de paiement – et les deux ont existé bien avant la production capitaliste sans que des crises existent – sont possibles et effectives sans crises. On ne peut donc pas expliquer, à partir de ces formes simples, pourquoi

ces formes affichent leur côté critique et pourquoi la contradiction potentielle qu'elles contiennent apparaît soudainement.

On comprend alors mieux l'énorme stupidité des économistes qui, incapables d'évacuer par le raisonnement le phénomène de la surproduction et des crises, se rassurent en admettant que, dans ces formes, seules des possibilités existent pour que des crises éclatent et que donc, normalement, les crises ne doivent pas arriver mais que si elles surviennent c'est uniquement le fait du hasard.

La circulation des marchandises, de l'argent et la reproduction du capital

Les contradictions qui se développent dans la circulation des marchandises ainsi que dans la circulation de l'argent – et, avec elles, les possibilités de crise – se reproduisent toutes seules dans le capital par le seul fait que ce n'est que sur la base du capital que le développement de la circulation des marchandises et de l'argent a lieu.

À présent, il s'agit d'élucider le développement ultérieur de la crise potentielle – la crise réelle ne peut être exposée qu'à partir du mouvement réel de la production capitaliste, de la concurrence et du crédit – dans la mesure où il découle de la détermination des formes du capital, qui lui sont propres en tant que capital et ne sont pas enfermées dans sa seule existence en tant que marchandise ou argent.

Le seul processus de production (immédiat) du capital ne peut, en soi, rien apporter de nouveau à ce sujet. Dans le Livre I du *Capital* consacré au processus de production du capital, n'apparaît ainsi aucun nouvel élément concernant la crise. En soi, elle y est incluse car le processus de production est une appropriation et donc production de plus-value. Dans le processus de production du capital, la crise ne peut pas apparaître car il est question uniquement de la plus-value et non pas de la valeur augmentée du capital lors de la circulation. Cela ne peut apparaître que dans le processus de circulation du capital qui est – en soi et pour soi – en même temps un processus de reproduction (Livre II du *Capital*).

On doit, de plus, remarquer qu'il nous faut analyser le processus de circulation ou le processus de reproduction du capital avant d'aborder le capital dans son ensemble – capital et profit – (Livre III du *Capital*) car il nous faut exposer, non seulement, comment le capital produit mais, aussi, comment le capital est produit. Le mouvement réel part du capital existant, de la base déjà développée de la production capitaliste qui naît d'elle-même et présuppose sa propre existence. Ainsi, le processus de reproduction du capital et les possibilités de crises qui sont plus importantes dans ce processus ne sont-ils qu'incomplètement exposés dans ce texte (Livre II du *Capital*) et ils méritent d'être complétés dans la partie « Capital et profit » (Livre III du *Capital*).

Le processus complet de circulation ou le processus complet de reproduction du capital est l'unité de sa phase de production et de sa phase de circulation, un processus qui parcourt les deux processus comme étant ses phases. En cela réside une possibilité supplémentaire ou une forme abstraite de la crise. Les économistes qui nient la crise s'en tiennent uniquement à l'unité de ces deux phases. Si elles étaient seulement séparées sans être une, une réunion par la force pour rétablir leur unité serait impossible, pas de crise. Si elles étaient une, sans être séparées, aucune séparation par la force ne serait possible, ce qui est encore la crise. La crise est le rétablissement violent de l'unité entre des éléments devenus autonomes, ou la séparation violente d'éléments qui sont fondamentalement unis.

Les différents types de crises du capitalisme

1. La possibilité générale d'apparition des crises est liée au processus de métamorphose du capital et cette possibilité est double parce que l'argent fonctionne, d'une part, comme un moyen de circulation, ce qui implique la séparation temporelle des opérations de vente et d'achat, et, d'autre part, parce qu'il fonctionne comme moyen de paiement tantôt comme mesure de la valeur et tantôt comme réalisation de la valeur. Ces deux fonctions étant utilisées à des moments distincts dans le temps.

Si la valeur de la marchandise a changé dans l'intervalle, c'est-à-dire si sa valeur au moment de la vente n'a plus la valeur qu'elle avait lorsque l'argent a été utilisé comme mesure de sa valeur, alors la vente de la marchandise ne permet plus au vendeur de payer la dette qu'il envisageait de solder avec l'argent de cette vente ce qui entraîne l'impossibilité en cascade de solder toute la chaîne des engagements reposant sur le paiement de cette dette. Par ailleurs, si la marchandise ne trouve pas preneur dans un intervalle de temps déterminé et même si sa valeur ne change pas, l'argent ne peut pas assurer sa fonction de moyen de paiement puisqu'il était prévu que le paiement devait avoir lieu dans cet intervalle de temps. Étant donné que cette même somme d'argent était prévue pour solder toute une cascade de transactions et d'obligations réciproques situées en aval, la fonction de paiement va faire défaut pas seulement en un point mais en de nombreux points, d'où crise.

La crise monétaire

Ce sont là, les possibilités formelles de crise. La première possibilité (la valeur de la marchandise a changé) peut se manifester en l'absence de la seconde (le crédit ne joue aucun rôle), sans que l'argent ne fonctionne comme moyen de paiement. Mais la deuxième n'est pas possible en l'absence de la première, c'est-à-dire sans que l'achat et la vente soient séparés (disjoints dans le temps). Dans ce dernier cas, la crise n'apparaît pas seulement parce que la marchandise est invendable mais parce qu'elle est invendable dans un laps de temps déterminé. La crise naît alors et prend un caractère particulier, non du fait que la marchandise soit invendable mais du fait de la non-réalisation de toute une série de paiements qui reposent sur la vente de la marchandise en question dans l'intervalle de temps déterminé. C'est la forme caractéristique des crises monétaires.

Lorsqu'une crise se produit parce que l'achat et la vente sont disjoints, alors elle se développe comme crise monétaire dès que l'argent est utilisé comme moyen de paiement et cette deuxième forme de crise devient évidente sitôt que la première se manifeste. Quand on étudie pourquoi la possibilité générale de la crise devient réalité, quand on étudie les conditions d'apparition de la crise, il est donc totalement superflu de se préoccuper de la forme des crises qui résultent du développement de l'argent comme moyen de paiement. C'est exactement la raison pour laquelle les économistes aiment avancer cette forme évidente comme cause de la crise. Dans la mesure où le développement de l'argent comme moyen de

paiement est lié au développement du crédit mais aussi du sur-crédit, il faudrait, naturellement, expliquer les causes de ce dernier, mais ce n'est pas encore le lieu ici.

2. Dans la mesure où les crises résultent des modifications et des révolutions dans les prix, qui ne coïncident pas avec les changements de valeur des marchandises, elles ne peuvent pas s'expliquer par l'analyse du capital en général, car dans cette analyse on suppose que les prix et les valeurs coïncident.

3. La possibilité générale des crises est la métamorphose formelle du capital lui-même, c'est-à-dire la séparation spatiale et temporelle de l'achat et de la vente. Mais ce processus n'est jamais la cause de la crise. Car ce n'est pas la forme la plus générale de la crise, c'est-à-dire la crise dans son expression la plus générale. On ne peut pas dire que la forme abstraite de la crise soit la cause de la crise. C'est en se demandant quelle est la cause de la crise que l'on comprendra pourquoi sa forme abstraite, qui est la forme de sa possibilité, deviendra réalité.

4. Les conditions générales de la crise, dans la mesure où elles ne dépendent pas des fluctuations des prix (que celles-ci soient, ou non, dues au crédit) qui sont, elles, supposées indépendantes des variations de valeur, doivent être déduites des conditions générales de la production capitaliste. La crise peut survenir : premièrement, lors de la reconversion du capital-argent en capital productif, deuxièmement, par le changement de la valeur d'éléments du capital productif, en particulier, de la matière première, par exemple lorsque la masse de la récolte de coton diminue et, qu'en conséquence, sa valeur augmente. Nous n'avons pas encore affaire, ici, aux prix mais à la valeur.

Premier moment : Reconversion de l'argent en capital. On postule l'existence d'un certain niveau de production ou de reproduction. On peut, ici, considérer le capital fixe (moyens de production) comme inchangé et n'entrant pas dans le processus de valorisation.

Hausse de la valeur du coton

La reproduction de la matière première (ici le coton) ne dépend pas seulement de la quantité de travail qu'on y investit mais surtout de sa productivité par exemple des conditions naturelles (climatiques) qui font que par mauvais temps et à quantité de travail égale des cultivateurs, la masse de produit récoltée est diminuée et que sa valeur augmente. En conséquence, la masse de matières premières qui entre dans la production diminue, la quote-part de l'argent à reconvertir entre les différentes composantes du processus de fabrication destiné à maintenir le flux de la production au même niveau que précédemment, est perturbée. Comme il faut dépenser davantage pour la matière première, il reste moins d'argent pour le travail des salariés et la même quantité de travail que précédemment ne pourra plus être absorbée. D'abord physiquement, par manque de matières premières et deuxièmement, parce qu'une part plus importante de la valeur du produit final provient de la matière première utilisée et donc une part plus faible du capital variable peut y être intégrée.

La reproduction au même niveau s'avère impossible.

Crise du capital et crise du travail

Une partie du capital fixe reste alors inemployée et une partie des salariés se retrouve sur le pavé. Le taux de profit diminue parce que la valeur du capital constant a augmenté par rapport au capital variable et que moins de capital variable a été utilisé. Les charges fixes – frais financiers, loyers, etc. – que l'on calcule à l'avance en supposant que le taux de profit et d'exploitation de la main-d'œuvre restent les mêmes et pour une part ne peuvent plus être payés. D'où crise. Crise du travail et crise du capital. Il s'agit ici d'une perturbation du processus de reproduction par augmentation de la valeur de l'un des éléments du capital constant à remplacer, au détriment des autres éléments. On assiste, en plus, et bien que le taux de profit diminue, à un renchérissement du produit fini.

Si ce produit entre comme moyen de production dans une autre sphère de production, alors son renchérissement joue le même rôle pour la reproduction dans cette sphère. Si ce produit entre, comme produit de consommation, dans la consommation générale, deux cas sont à distinguer selon qu'il entre en même temps dans celle des salariés ou non. Dans le premier cas, son effet s'ajoute à ceux des perturbations du capital variable dont on parlera plus tard. Si, par contre, il entre principalement dans la consommation générale, il se peut (si cela n'entraîne pas une diminution de la consommation) que cela diminue la demande d'autres produits ; de ce fait la reconversion de ces autres produits en argent, pour une masse équivalente à leur valeur, peut être empêchée, de même que l'autre phase de leur reproduction, à savoir, non pas la reconversion d'argent en capital productif, mais la reconversion de marchandise en argent peut également être perturbée. Dans tous les cas, la masse des profits et la masse des salaires diminuent dans cette branche, ce qui diminue une partie des rentrées nécessaires aux ventes dans d'autres branches de la production.

Cette insuffisance de matières premières peut également se produire sans influence des saisons ou du rendement des cultures. Si, en effet, une partie mal calculée de la plus-value, du capital en surplus, est investie en machines etc., dans cette branche, alors il peut arriver que la quantité de matières premières qui était suffisante pour l'ancien niveau de production, s'avère insuffisante pour le nouveau... Ceci se produit donc lorsqu'il y a une répartition disproportionnée du surplus de capital entre les différents éléments de la production. C'est un cas de surproduction de capital fixe qui produit exactement les mêmes phénomènes que dans le premier cas. Les crises reposent sur une surproduction de capital fixe ou sur une sous-production correspondante de capital circulant. Étant donné que le capital fixe comme le capital circulant est formé de marchandises, il n'est rien de plus absurde que les mêmes économistes qui nient l'existence de la surproduction de marchandises et admettent la surproduction du capital fixe.

5. Crises qui résultent de perturbations qui se produisent dans la première phase de la reproduction, c'est-à-dire pendant la transformation de la marchandise en argent ou perturbation dans la vente. Dans les crises du premier type, la crise résulte des perturbations dans le retour des éléments du capital productif lors de la circulation du capital.

La crise de surproduction générale

Aussi longtemps que le tisserand reproduit et accumule du capital, ses ouvriers achètent aussi une part de sa production et donc dépensent une partie de leur salaire en tissu. Tant qu'il produit, ils ont les moyens d'acheter une partie de sa production et lui permettent donc d'en vendre une partie. L'ouvrier ne peut acheter (se présenter comme faisant partie de la demande) que des marchandises destinées à la consommation individuelle car il ne peut transformer son travail en valeur et ne possède pas personnellement les conditions de sa réalisation, à savoir les outils et la matière première. Ceci exclut déjà, en tant que consommateurs, donc en tant qu'acheteurs, la plus grande partie des producteurs (les travailleurs eux-mêmes là où la production est de type capitaliste). Ils n'achètent aucune matière première ni aucun moyen de production ; ils n'achètent que des marchandises destinées à la consommation.

Producteurs et consommateurs

Il en résulte qu'il n'y a rien de plus ridicule que de parler de l'identité des producteurs et des consommateurs puisque, pour une extraordinaire quantité de branches d'industrie – toutes celles qui ne livrent pas d'articles pour la consommation –, la masse de ceux qui participent à la production est absolument exclue de l'achat de leur propre production. Ils ne sont jamais directement consommateurs ou acheteurs de cette grande partie de leur propre production, bien qu'ils payent une partie de celle-ci dans les produits de consommation qu'ils achètent. On voit ici aussi l'ambiguïté du mot consommateur et l'erreur qui consiste à l'identifier avec le mot acheteur. Sur le plan industriel ce sont bien les ouvriers qui consomment les machines et les matières premières, qui les utilisent dans le processus de fabrication. Mais ils ne les utilisent pas pour leurs fins personnelles. Ils n'en sont pas les acheteurs, pour eux ce ne sont pas des valeurs d'usage, pas des marchandises mais les conditions de fonctionnement objectives d'un processus dont ils sont eux-mêmes les conditions subjectives.

On peut dire, cependant, que leur employeur les représente lorsqu'il achète des moyens de production ou des matières premières. Mais il les représente dans des conditions différentes de celles dans lesquelles ils se seraient représentés eux-mêmes. Sur le marché, lui doit vendre une quantité de marchandises qui représente la plus-value, le travail non payé. Eux, auraient seulement eu à vendre une quantité de marchandises qui permettrait la reproduction de la valeur investie dans la production (sous forme de la valeur des moyens de production, des matières premières et des salaires). L'employeur aura donc besoin d'un marché plus large que celui dont les travailleurs auraient besoin. De plus, il dépend de lui seul et non d'eux, de décider s'il estime les conditions du marché suffisamment favorables ou non, pour commencer la reproduction du capital.

Les travailleurs sont donc producteurs, sans être consommateurs – même quand le processus de reproduction n'est pas perturbé – pour tous les articles qui doivent nécessairement être consommés industriellement et pas individuellement. Il n'y a donc rien de plus absurde, pour nier l'existence des crises, que d'affirmer que les consommateurs (acheteurs) et les producteurs (vendeurs) sont identiques dans le système de production capitaliste. En fait, les deux catégories sont totalement distinctes l'une de l'autre. Si on considère seulement le processus de reproduction du capital, cette identité sera vérifiée pour, peut-être, un parmi 3 000 producteurs, c'est-à-dire les capitalistes eux-mêmes. Affirmer que les consommateurs sont également des producteurs, est également faux. Le propriétaire immobilier qui loue ses appartements ou ses terres (rente foncière), ne produit rien et pourtant il consomme. Il en va de même des détenteurs du capital financier.

Les discours des économistes qui nient la crise sont significatifs dans la mesure où ils prouvent toujours le contraire de ce qu'ils prétendent prouver. Pour nier la crise, ils affirment l'existence de l'unité là où règnent la contradiction et l'opposition. Ils sont importants au point que l'on peut dire : ils démontrent que si les contradictions, qu'ils nient dans leurs fantasmes, n'existaient pas, alors aucune crise ne verrait le jour mais, en fait, les crises apparaissent parce que ces contradictions existent. Chaque raison qu'ils invoquent contre la crise est une négation fantasmée d'une contradiction. Cette contradiction réelle, est donc une cause de crise. Leur volonté de négation fantasmée des contradictions est donc, en fait, l'affirmation de l'existence de contradictions réelles qui, selon le vœu pieux de ces discours, ne doivent pas exister.

La plus-value

Ce que les travailleurs produisent, en réalité, c'est de la plus-value. Aussi longtemps qu'ils en produisent, ils ont de quoi consommer. Aussitôt que cela s'arrête, leur consommation cesse parce que leur production cesse. Si on réduit cette relation au simple rapport entre consommateurs et producteurs, alors on oublie que le salarié producteur et le capitaliste producteur sont des producteurs de type totalement différent (abstraction faite des consommateurs qui ne produisent absolument rien). On nie encore la contradiction qui est une formalisation de la contradiction qui existe réellement dans la production.

La simple relation entre salariés et capitaliste implique :

- 1.** que la majeure partie des producteurs (les travailleurs) ne soient pas consommateurs (pas acheteurs) d'une très grande partie de leur production, en particulier des moyens de production et des matières premières.
- 2.** que la plus grande partie des producteurs, les travailleurs, ne puissent consommer un équivalent pour le produit de leur travail qu'aussi longtemps qu'ils produisent plus que cet équivalent : la plus-value ou le sur-produit. Ils doivent toujours être des surproducteurs, c'est-à-dire produire au-delà de leurs besoins pour être en état d'être consommateurs ou acheteurs dans les limites de leurs besoins.

Pour cette classe de producteurs, l'unité entre production et consommation apparaît comme fausse d'entrée de jeu.

Quand Ricardo dit que la seule limite de la demande est la production elle-même et que celle-ci est limitée par le capital cela ne signifie rien d'autre, en fait, une fois les fausses hypothèses éliminées, que la production capitaliste trouve sa mesure uniquement dans le capital. Mais « capital » doit être entendu ici avec inclusion de la ressource travail (achetée par celui-ci), comme faisant partie de ses conditions de production. On peut se demander à juste titre, si le capital, en tant que tel, est effectivement la limite pour la consommation. En tout état de cause, il l'est de manière négative puisqu'on ne peut pas consommer plus que ce qui est produit. Mais il reste à savoir s'il peut l'être de manière positive, c'est-à-dire s'il est possible ou nécessaire, sur la base de la production capitaliste, de consommer tout ce qui est produit. L'affirmation de Ricardo, correctement analysée, signifie exactement le contraire de ce qu'elle semble dire, à savoir que la production ne se fait pas en tenant compte des limites existantes de la consommation mais qu'elle est limitée par le capital lui-même. Et ceci est, sans aucun doute, caractéristique de ce type de production.

Crise de surproduction partielle

Donc, suivant notre hypothèse, nous dirons que le marché est, par exemple, engorgé de tissus si ceux-ci sont partiellement ou totalement invendables ou encore seulement vendables très en dessous de leurs prix (employons, pour le moment, plutôt le mot valeur car dans l'analyse de la circulation ou du processus de reproduction du capital, nous aurons affaire à la valeur et pas encore au prix de revient et encore moins au prix du marché).

Du reste, dans l'observation d'ensemble, il va de soi qu'il peut y avoir surproduction dans certaines sphères et, en conséquence, une sous-production dans d'autres ; que des crises partielles peuvent surgir à cause de productions disproportionnées (la production proportionnée n'est jamais due qu'à la production disproportionnée sur la base de la concurrence). Une forme générale de cette production disproportionnée peut venir d'une surproduction de capital fixe ou, encore d'une surproduction de capital circulant. Lorsque les machines à filer ont été inventées, il y eut surproduction de fil par rapport aux besoins des ateliers de tissage mais ce déséquilibre disparut aussitôt que les métiers à tisser mécaniques furent introduits.

Nous ne parlerons pas, ici, de la crise qui repose sur une disproportion de la production dans la répartition du travail social entre les différentes sphères de la production. On ne pourra en parler que dans la mesure où on abordera la concurrence entre les capitaux. La hausse ou la baisse des valeurs marchandes qui résultent de ces disproportions entraînent des retraits et des transferts de capitaux d'une branche à l'autre (migrations de capitaux). Cette péréquation suppose le contraire d'une péréquation et peut être à l'origine d'une crise qui peut, elle-même, être une forme de la péréquation. Ce type de crise est admis par Ricardo.

La tendance permanente

à la croissance de la production

Notre analyse du processus de production du capital montre que tout l'effort de la production capitaliste vise à accaparer le plus possible de surtravail donc de matérialiser, à capital donné, le plus possible de temps de travail immédiat. Cela s'accomplit par l'allongement de la durée du travail ou par le raccourcissement du temps de travail nécessaire, l'organisation du travail en équipe, la division du travail, l'utilisation des machines, etc. ; bref, produire à plus grande échelle, en production de masse. L'essence de la production capitaliste comprend donc la tendance permanente à la croissance de la production sans considération des limites du marché.

On suppose ensuite que, lors de la reproduction, le mode de production reste le même et qu'il le reste encore pendant un certain temps, après un accroissement de la production. La masse des marchandises produites est alors augmentée parce qu'on a investi plus de capital et pas parce qu'il a été utilisé de manière plus productive. Mais la seule augmentation du capital implique un accroissement de la force productive de celui-ci. Lorsque l'accroissement quantitatif du capital est la conséquence du développement de sa force productive, celle-ci se développe à son tour, à partir de la base plus large et plus étendue du capital. Il y a ici action réciproque. La reproduction sur une base plus large, l'accumulation, si elle n'est, au départ, qu'une extension quantitative de la production – avec plus de capital dans les mêmes conditions de production – apparaît toujours, à partir d'un certain point, de manière qualitative comme une plus grande efficacité des conditions dans lesquelles s'opère la reproduction. Ceci fait que l'accroissement de la masse des produits n'est plus que simplement proportionnel à l'accroissement du capital dans la reproduction élargie – dans l'accumulation.

De la stagnation du marché à la crise de surproduction générale

Revenons à notre exemple des tissus. La stagnation du marché qui est encombré de tissus, perturbe la reproduction du capital du producteur de tissus et cette perturbation touche maintenant ses ouvriers. Ceux-ci ne peuvent que peu ou pas du tout être consommateurs de ses marchandises – les tissus – et d'autres marchandises qui entraînent dans leur consommation. Ils ont, naturellement besoin de tissus mais ne peuvent pas en acheter parce qu'ils n'en ont pas les moyens ; et ils n'ont pas les moyens car ils ne peuvent pas continuer à produire ; et ils ne peuvent pas continuer à produire car trop a été produit et trop de tissus engorgent le marché. Les conseils de Ricardo « accroître leur production » ou « produire quelque autre chose » ne peuvent leur être d'un quelconque secours. Pour l'instant, ils font partie de la surpopulation momentanée, de la surproduction d'ouvriers, dans ce cas, les producteurs de tissus, parce qu'il y a surproduction de tissus sur le marché.

Mais, en dehors de ces ouvriers qui sont directement employés par le capital investi dans la production de tissus en coton par exemple, une masse d'autres producteurs sera atteinte par ce blocage de la reproduction du capital du producteur de tissus. Filatures, commerçants en coton, cultivateurs de coton, producteurs de métiers à tisser, de broches, de fuseaux, etc.,

producteurs de fer ou de charbon, etc. Tous ceux-là verront, de même, leur reproduction perturbée, car la reproduction des tissus en coton est la condition de leur propre reproduction. Ceci aurait eu lieu même si, dans leur sphère, ils n'avaient pas surproduit, c'est-à-dire s'ils n'avaient pas produit en quantité plus grande que ne le justifiait ou ne le demandait une industrie du tissu prospère. Toutes ces industries ont en commun de ne pas dépenser leurs revenus (salaires et profits, dans la mesure où ce dernier est dépensé comme revenu et non accumulé) dans leurs propres produits mais dans celui des sphères produisant des articles de consommation et, entre autres, des tissus de coton. C'est ainsi que chutent et la consommation et la demande de tissus justement parce qu'il y en a trop sur le marché.

Mais cela est vrai aussi de toutes les autres marchandises qui sont achetées comme produit de consommation grâce au revenu des producteurs intermédiaires de l'industrie des tissus. Les moyens dont ils disposent pour acheter des vêtements et d'autres produits de consommation se réduisent, se contractent parce qu'il y a trop de tissus sur le marché. Cela touche aussi les autres marchandises qui sont des produits de consommation. Elles se trouvent soudain en surproduction relative car les moyens pour les acheter et donc leur demande se sont contractés. Même s'il n'y avait pas de surproductions locales dans ces sphères, il y a maintenant une surproduction.

Si maintenant la surproduction touche non seulement les tissus de coton mais aussi les lainages, les soieries, le lin, on comprend comment une surproduction de ces quelques produits de grande consommation provoque une surproduction générale (relative) plus ou moins importante sur l'ensemble du marché. D'un côté pléthore de toutes les conditions de reproduction et de toutes sortes de marchandises invendues et de l'autre côté des capitalistes en faillite et des masses de travailleurs dépouillés et manquant de tout.

Toutefois, cet argument est à double tranchant. Il est facile de comprendre que la surproduction de quelques produits de grande consommation doit nécessairement entraîner une surproduction plus ou moins générale – il est facile de comprendre le phénomène de surproduction – mais on ne comprend pas pour autant comment la surproduction peut se produire pour ces produits de grande consommation.

Le phénomène de la surproduction générale est donc lié à l'interdépendance entre les ouvriers travaillant directement dans ces industries et ceux qui travaillent dans toutes les branches industrielles qui produisent en amont, par étapes successives, les conditions préalables – le capital constant – de ces industries. Pour ces dernières, la surproduction est un effet. Mais quelle est la cause de la surproduction chez les premiers ? Car les derniers continuent à produire aussi longtemps que les premiers le font et cette continuité de la production semble garantir une croissance générale du revenu et donc aussi une croissance de leur propre consommation.

Désir et demande sans limite selon Smith et Ricardo

La production augmente annuellement pour deux raisons : premièrement, parce que le capital investi croît sans cesse et, deuxièmement, parce qu'il est toujours employé de manière plus productive. Pendant la reproduction et l'accumulation du capital, de petites améliorations sont accumulées qui modifient finalement toute l'échelle de la production. Il se produit un enchaînement d'améliorations, un développement progressif des forces productives.

Augmentation de la production et extension du marché

En disant seulement que la production en augmentation constante a besoin d'un marché en expansion constante et que la production se développe plus vite que le marché, on ne fait qu'exprimer sous une autre forme (concrète au lieu d'abstraite) le phénomène au lieu de l'expliquer.

En fait, le marché s'élargit plus lentement que la production. Pendant le cycle que parcourt le capital lors de sa reproduction – cycle pendant lequel il ne se reproduit pas simplement mais se reproduit à une échelle plus grande en décrivant non un cercle mais une spirale – il arrive un moment où le marché apparaît trop étroit pour la production. Ceci se place à la fin du cycle mais signifie simplement que le marché est engorgé. La surproduction est manifeste. Si l'extension du marché avait suivi l'accroissement de la production, il n'y aurait pas d'engorgement, pas de surproduction.

En fait, admettre que le marché doit s'étendre en même temps que la production augmente, c'est admettre la possibilité de la surproduction. Si le marché est limité géographiquement, il paraît limité comparé à un marché qui serait à la fois intérieur et extérieur, ce dernier étant lui-même limité comparé au marché mondial qui est, lui, limité à tout moment mais, en soi, susceptible d'extension. Donc, si on admet que le marché doit s'étendre au cas où une surproduction survient, alors on admet aussi que la surproduction peut survenir et il est alors possible (le marché et la production étant indépendants l'un de l'autre dans le temps) que l'extension de l'un ne corresponde pas à l'accroissement de l'autre, que les limites du marché ne s'élargissent pas assez vite par rapport à la production ou que de nouveaux marchés – nouvelles extensions du marché – puissent être rattrapés et dépassés par la production, de sorte que le marché élargi apparaisse, à son tour, comme limité exactement comme le fut le marché précédent.

Ricardo est cohérent avec lui-même quand il nie la nécessité d'une extension du marché lorsque la production s'élargit et que le capital s'accroît. D'après lui, en effet, tous les capitaux qui existent dans un pays peuvent être utilisés avantageusement dans ce pays. Il polémique donc contre A. Smith qui a alimenté ses conceptions économiques tout en les contredisant avec son instinct rationnel habituel.

Désir et demande sans limite selon Adam Smith

Smith ne connaissait pas encore les phénomènes de la surproduction ni des crises dues à la surproduction. Il ne connaissait que les crises de crédit et les crises monétaires qui vont de soi avec l'existence du système de crédit et du système bancaire. En fait, il ne voyait dans l'accumulation des capitaux qu'un accroissement indiscutable de la richesse nationale et du bien être général. D'autre part, il percevait l'extension du marché intérieur vers le marché extérieur, colonial et mondial comme la preuve, pour ainsi dire, d'une surproduction relative (en soi) sur le marché intérieur. Cela vaut la peine de reproduire ici la polémique de Ricardo contre Smith :

Lorsque des marchands investissent leurs capitaux dans le commerce ou le transit international, ils le font toujours de manière délibérée et jamais sous la contrainte. Cela se produit parce que leur profit est alors un peu supérieur à ce qu'il serait dans le commerce intérieur. Adam Smith a constaté, à juste titre, que : « le désir de produits alimentaires, est limité chez chaque individu, par la capacité d'absorption de son estomac ».

Smith, ici, se trompe car il ne prend pas en compte les produits de luxe de l'agriculture.

« Le désir d'agrément et d'embellissement des bâtiments, des vêtements, des véhicules et du mobilier semble, par contre, ne pas avoir de limite ni de barrière certaine ». La nature (poursuit Ricardo) a, fort heureusement, mis des limites aux capitaux qui pouvaient être investis avec profit, à quelque moment que ce soit, dans l'agriculture.

Pourtant, il existe des peuples qui exportent des produits agricoles. Comme si on ne pouvait pas, pour contrer la nature, engloutir toute sorte de capitaux dans l'agriculture pour produire, par exemple en Angleterre, des melons, des figues, des raisins, des fleurs, des volailles, etc. Et comme si les matières premières de l'industrie n'étaient pas produites par du capital agricole (voir, par exemple, les capitaux que les Romains investissaient rien que dans la pisciculture).

La nature n'a pas fixé de limite à la taille des capitaux qui peuvent être investis pour procurer « les agréments et les embellissements » de la vie.

Comme si la nature avait affaire, en quoi que ce soit, à la chose.

Procurer ces plaisirs dans la plus grande abondance est le but poursuivi et c'est seulement parce que ce but peut être mieux atteint par l'importation ou par l'exportation qu'on choisit ce moyen plutôt que de produire les marchandises demandées ou leurs succédanés à l'intérieur. Si, cependant, des circonstances particulières gênent l'investissement de capital dans le commerce ou le transit international, nous l'investirons à l'intérieur même si l'avantage est un peu moindre. Comme il n'y a pas de limite au « désir d'agrément et d'embellissement des bâtiments, des vêtements, des véhicules et du mobilier », il ne peut pas y avoir de limite pour le capital qui pourra être investi pour se les procurer, sauf une limitation éventuelle de nos possibilités de trouver les ouvriers qui devront les fabriquer. Adam Smith parle cependant du commerce international comme si celui-ci ne dépendait pas d'un libre choix, mais de la nécessité d'utiliser un capital qui, sinon, resterait inoccupé, comme si le capital pour le commerce intérieur pouvait déborder lorsqu'on ne lui impose pas de limite supérieure. Il dit : « Sitôt que le capital d'un pays quelconque s'accroît dans une proportion telle qu'il ne peut pas être employé en totalité pour approvisionner la consommation et pour assurer la poursuite du travail productif dans ce pays, alors la partie excédentaire du capital se déverse dans le commerce international et elle est utilisée pour fournir les mêmes services dans d'autres pays. »

Cette citation enferme Ricardo dans une impasse.

Le capital excédentaire selon Ricardo

Ne pourrions-nous pas utiliser, en Grande-Bretagne, cette partie du travail productif pour produire un autre type de marchandise pour laquelle une demande accrue existe dans le pays ? et au cas où ça ne marcherait pas, ne pourrions-nous pas, même de façon moins avantageuse, produire la même marchandise ou au moins un succédané de celle-ci dans notre pays ? Si nous souhaitons du velours, pourquoi ne pas essayer de fabriquer du velours et si nous ne réussissons pas, ne pourrions-nous pas produire du tissu ou quelque autre chose qui nous semble désirable ? Nous fabriquons des marchandises et nous achetons, en échange, à l'étranger, d'autres marchandises en quantité plus grande que celle que nous pouvons fabriquer chez nous. Si on nous prive de ce commerce nous fabriquerons de nouveau pour nous. L'opinion d'Adam Smith sur ces sujets diffère cependant de ses théories générales sur ce thème.

Si un autre pays peut nous livrer une marchandise à meilleur marché que si nous la fabriquions nous-mêmes, alors il est plus avantageux de la lui acheter avec une partie de la production de notre propre industrie que nous utilisons d'une manière avantageuse pour nous. L'activité industrielle générale du pays qui est toujours proportionnelle au capital investi, n'est pas réduite pour autant mais il lui reste, cependant, à trouver la méthode pour en tirer le maximum d'avantages.

Ceux qui disposent de plus de produits alimentaires qu'ils ne peuvent eux-mêmes en consommer, sont toujours prêts à échanger l'excédent ou, ce qui revient au même, son prix contre des gratifications d'un autre genre. Ce qui reste, une fois les besoins limités satisfaits, sera utilisé pour satisfaire ces désirs qui ne peuvent pas être satisfaits et qui semblent être absolument sans limite. Pour obtenir des produits alimentaires, les pauvres s'efforcent de satisfaire les fantaisies des riches, et pour être plus sûrs de les obtenir, ils surenchérisent les uns sur les autres par des baisses de prix et par une meilleure qualité. Le nombre d'ouvriers croît avec la quantité de produits alimentaires disponibles et comme leur type d'activité permet une division du travail toujours plus fine, la quantité de marchandises qu'ils peuvent produire croît plus vite que leur nombre. Il s'ensuit une demande de tous les types de matériaux qui peuvent être rendus utiles par le génie humain soit utilement, soit pour embellir les bâtiments, les vêtements, les véhicules ou le mobilier et une demande pour les minerais et les fossiles enfouis dans la terre ainsi que pour les métaux rares et les pierres précieuses.

Il résulte de ce qui précède qu'il n'existe pas de limite à la demande et pas de limite à l'usage du capital aussi longtemps que cet usage génère du profit et qu'il n'existe aucune autre raison suffisante pour entraîner une baisse du profit que la hausse des salaires et, ce, quelle que soit l'abondance du capital disponible. On peut, en outre, ajouter que la seule cause convenable et permanente de l'augmentation des salaires vient de la difficulté croissante à fournir des produits alimentaires et de première nécessité au nombre croissant d'ouvriers.

Les crises du capitalisme et les besoins des travailleurs

Le mot surproduction pris au pied de la lettre induit en erreur. Aussi longtemps que les besoins les plus urgents d'une grande partie de la société ne sont pas satisfaits, ou, tant que seuls ses besoins les plus immédiats sont satisfaits, on ne peut absolument pas parler de surproduction de produits (au sens où la masse des produits serait excédentaire par rapport à ces besoins). Il faut dire, au contraire, que dans ce sens-là, sur la base du système capitaliste de production, il y a constamment sous-production.

Le rôle du profit capitaliste comme cause de surproduction

La limite de la production est le profit des capitalistes et en aucun cas les besoins des producteurs. Mais la surproduction de produits et la surproduction de marchandises sont des choses totalement différentes. Quand Ricardo affirme que la forme marchandise est indifférente pour le produit, quand il dit que la circulation des marchandises n'est que formellement différente du troc, que la valeur d'échange n'est qu'un moment éphémère de l'échange de matières, que l'argent n'est qu'un moyen formel de circulation, cela revient en fait à affirmer que le mode de production bourgeois est le mode de production absolu, sans autre précision et sans avoir besoin de définir plus avant en quoi consiste ce mode spécifique de production. Il ne peut donc pas reconnaître non plus que le mode de production bourgeois impose une limite au libre développement de la productivité, un défaut qui se manifeste pendant les crises, en particulier sous la forme de surproduction qui est le phénomène fondamental des crises.

Des thèses de Smith que Ricardo cite, approuve et reprend à son compte, il déduit que les désirs démesurés de toute sorte de valeurs d'usage sont toujours satisfaits dès lors que la masse des producteurs en est plus ou moins réduite, en fait, aux produits alimentaires et de première nécessité, c'est-à-dire dès lors donc que cette masse majoritaire de producteurs sera plus ou moins considérée comme exclue de la consommation des richesses – dans la mesure où celles-ci se situent au-delà du cercle de la première nécessité.

C'était déjà le cas, et à un bien plus haut degré, dans l'Antiquité, avec leur production fondée sur l'esclavage. Mais les anciens ne pensaient pas, eux, à transformer le surplus de production en capital. Au moins le faisaient-ils à un degré moindre. L'existence, chez eux, d'un grand nombre de trésors montre combien de surplus restaient inemployés. Une grande partie des surplus était transformée en dépenses non productives comme des œuvres d'art, des œuvres religieuses ou des travaux publics. Leur production était encore moins tournée

vers la libération et le déploiement des forces productives matérielles, la division du travail, le machinisme, l'utilisation des forces de la nature et de la science au service de la production privée. Dans l'ensemble, ils ne dépassèrent guère le travail artisanal. La richesse qu'ils produisaient pour la consommation privée était, de ce fait, relativement petite mais nous apparaît comme grande car elle était concentrée dans les mains d'un petit nombre qui, de plus, ne savait pas quoi en faire. Il n'y avait par conséquent pas de surproduction mais il y avait surconsommation chez les riches qui, dans les derniers temps de Rome et de la Grèce, s'étaient en gaspillages insensés. Le petit nombre de commerçants qui se trouvait en leur sein vivait, en partie, aux dépens de ces nations essentiellement pauvres.

C'est le développement incessant des forces productives et donc la production en masse sur la base, d'une part, des besoins de consommation de la masse des producteurs et, d'autre part, de la limite constituée par le profit des capitalistes qui constituent le fondement de la surproduction moderne.

Toutes les difficultés que Ricardo et d'autres soulèvent à propos de la surproduction, découlent de ce qu'ils considèrent le mode de production capitaliste, soit comme un mode de production dans lequel il n'existe pas de différence entre achat et vente – commerce d'échange immédiat –, soit comme une production sociale, dans laquelle la société répartit ses moyens de production et ses forces productives, selon un plan préétabli dans le degré et la mesure nécessaires à la satisfaction de ses différents besoins et de telle manière que chaque sphère de production, qui correspond à la satisfaction d'un besoin, reçoive la portion de capital social qui lui revient.

Cette fiction résulte fondamentalement de l'incapacité de comprendre la forme spécifique de la production capitaliste et cette incapacité résulte, elle-même, du fait que nous sommes plongés dans cette production capitaliste et qu'elle est, de plus, considérée comme la production par excellence. Tout comme un individu qui croit en une religion déterminée, considère celle-ci comme la religion par excellence et toutes les autres comme de fausses religions.

Inversement, il faudrait plutôt se demander : dans le cadre de la production capitaliste où chacun travaille pour soi et où tout travail particulier doit se présenter, en même temps, comme son contraire, comme travail général abstrait, c'est-à-dire sous la forme d'un travail social, comment peuvent être réalisées la nécessaire compensation et la cohérence entre les différentes sphères de production ainsi que la répartition de la production entre ces sphères, sinon par une intervention permanente pour régler un désordre non moins permanent ? Ces compensations et cette mise en cohérence nécessaire sont également mises en évidence lorsqu'on parle de la concurrence.

C'est aussi pourquoi Ricardo admet l'engorgement pour quelques marchandises. L'impossibilité ne concerne pour lui que l'existence d'un engorgement simultané et général du marché. La possibilité de la surproduction dans une quelconque sphère de production n'est donc pas niée. L'impossibilité de la surproduction générale concerne donc l'impossibilité de l'apparition simultanée de ce phénomène dans toutes les sphères de la production et, par conséquent, un engorgement général du marché. Cette expression est à

utiliser avec précaution car dans des moments de surproduction générale, la surproduction dans quelques sphères peut n'être qu'un résultat, une conséquence, de la surproduction des produits de plus grandes ventes ; dans ce cas elle n'est qu'une surproduction relative car elle résulte d'une surproduction qui se manifeste dans d'autres sphères.

Les économistes bourgeois ou la surproduction impossible

Les économistes bourgeois font le raisonnement exactement inverse. La surproduction des produits de plus grandes ventes qui sont les seuls à montrer une surproduction active – ce sont, en particulier, des articles qui ne peuvent être produits qu'en masse et industriellement car la surproduction n'existe que parce que la surproduction existe pour des articles pour lesquels la surproduction relative ou passive existe. La surproduction n'existe donc que parce que la surproduction n'est pas universelle. La relativité de la surproduction – que la vraie surproduction dans quelques sphères induit dans les autres – est ainsi exprimée : il n'existe pas de surproduction universelle ; car si la surproduction universelle existait, alors toutes les sphères de production progresseraient de la même manière ; autrement dit, une surproduction universelle implique une production générale proportionnée, ce qui exclut une surproduction et cela devrait être un argument contre l'existence d'une surproduction universelle. Parce qu'une surproduction universelle ne serait pas une surproduction, au sens absolu du terme, mais rien de plus que le développement habituel des forces productives dans toutes les sphères de la production, la surproduction réelle ne devrait pas exister. Alors qu'elle existe justement parce qu'elle n'est pas universelle.

Si l'on examine de plus près ce misérable sophisme, il revient à dire ceci : par exemple, si une surproduction se produit dans le fer, les lainages, les tissus de coton, de soie, de lin, etc., on ne pourra pas dire qu'on a produit, par exemple, trop peu de charbon et que c'est pour cette raison que la surproduction a eu lieu ; car la surproduction dans le fer, etc., implique une surproduction de charbon de même qu'une surproduction de tissus implique une surproduction de fils à tisser. Par contre une surproduction de fil sans surproduction de fer, de lainages, de tissus, etc., est possible, mais il s'agirait toujours de surproduction de capital constant. On ne peut donc pas parler de sous-production pour les articles dont la surproduction est implicite du fait qu'ils entrent comme éléments, comme matières premières, pièces détachées, etc. (ce sont des composants dont on produit trop et dont il peut exister sur le marché une offre excédentaire telle que le capital investi ne puisse pas être récupéré) ou comme moyens de production dans les articles qui sont, eux, en surproduction positive et dont on cherche à expliquer la cause.

Il est question, par contre, d'autres articles qui font directement partie de sphères de production qui ne sont, par hypothèse, pas subordonnées aux produits de grandes ventes (en surproduction d'après notre hypothèse) et n'appartiennent pas non plus à des sphères dans lesquelles, parce qu'elles constituent pour ces sphères une production intermédiaire, la production doit avoir atteint le même niveau que celui des phases finales du produit – encore que rien n'empêche que ce type d'article ait continué d'être produit et qu'il soit en surproduction à l'intérieur de la surproduction principale. Par exemple, dans la quantité de

charbon produite pour maintenir la production de toutes les industries pour lesquelles le charbon fait partie des conditions de production, la surproduction du charbon est implicite dans la surproduction du fer, du fil, etc. (bien que la production du charbon soit adaptée à la production du fer et du fil, etc.), alors il est possible qu'on obtienne un excédent de production de charbon, exigée par la surproduction du fer, du fil, etc.

Cela est non seulement possible mais très probable. Car la production de charbon ou de fil ou de toute autre sphère de production, qui est une condition ou une phase préparatoire d'un produit qui prendra sa forme définitive dans une autre sphère, ne se pilote pas par une demande immédiate de production immédiate pour une reproduction à l'identique mais à partir d'une estimation qui prend en compte le degré, la mesure et la vitesse à laquelle la production grandit dans le temps. Et il arrive que la prévision calculée soit supérieure aux résultats obtenus. Dans les autres articles comme, par exemple, les pianos ou les pierres précieuses, on n'a pas produit assez, il y a sous-production. Il existe aussi des cas où la sous-production en cas de mauvaise récolte de céréales ou de coton, par exemple, est la cause de surproduction.

L'absurdité de ce sophisme devient encore plus évidente si on cherche à l'étendre, comme l'ont fait Say ou d'autres, au domaine international. C'est ainsi qu'on a dit que l'Angleterre n'a pas surproduit tandis que l'Italie a sous-produit. Premièrement, si l'Italie avait assez de capital pour remplacer le capital anglais qui a été exporté en Italie sous forme de marchandise ; deuxièmement, si elle avait investi ce capital pour produire les articles spécifiques dont le capital anglais a besoin, en partie pour se reconstituer lui-même et, en partie, pour remplacer les revenus qui en découlent, il n'y aurait pas de surproduction. Donc, n'existerait pas le fait de la surproduction réelle en Angleterre (en relation avec la production réelle en Italie), mais seul le fait de la sous-production imaginaire en Italie, imaginaire parce qu'elle suppose la présence, en Italie, d'un capital et un développement des forces productives qui n'existent pas et qu'elle implique, de plus, l'hypothèse toute aussi utopique que ce capital, n'existant pas en Italie, a été investi de manière que l'offre anglaise et la demande italienne s'ajustent exactement, pour que les productions anglaises et italiennes se complètent.

En d'autres termes, ce n'est pas autre chose : il n'y aurait pas de surproduction si la demande et l'offre étaient ajustées et si le capital était réparti entre toutes les sphères de production de façon adéquate pour que la production d'un produit entraîne la consommation d'un autre produit. Dit plus simplement : il n'y aurait pas de surproduction s'il n'y avait pas de surproduction. Mais comme la production capitaliste ne peut lâcher les rênes de la production que dans certaines sphères et encore sous certaines conditions, il n'y aurait certainement pas de production capitaliste possible si elle devait se développer dans toutes les sphères de manière simultanée et uniforme. Parce que la surproduction absolue existe inévitablement dans certaines sphères, elle se manifeste également sous forme relative dans les sphères où on ne surproduit pas.

Ainsi donc, expliquer la surproduction, d'un côté, par la sous-production, d'un autre côté,

ne signifie pas autre chose que : s'il y avait production adaptée, il n'y aurait pas de surproduction. Idem si la demande et l'offre s'équilibraient. Idem aussi si toutes les sphères utilisaient les mêmes possibilités de la production capitaliste et de son développement (division du travail, machinisme, livraisons aux marchés éloignés, etc., production de masse), et si, de plus, tous les pays qui commercent ensemble possédaient les mêmes capacités de production (et avec, naturellement, des productions différentes et se complétant). Ou de façon encore plus abstraite : il n'y aurait pas de surproduction d'un côté s'il y avait une surproduction uniforme de tous les côtés. Mais le capital n'est pas assez grand pour créer une surproduction universelle et c'est pourquoi apparaissent des surproductions partielles.

Voyons de plus près cette utopie : on admet que dans chaque industrie particulière on puisse surproduire. La seule circonstance qui pourrait empêcher la surproduction simultanée dans toutes les industries est, par hypothèse, que toute marchandise soit échangée contre une marchandise, c'est-à-dire le recours à la technique supposée du troc. Mais cette échappatoire est rendue impraticable car le commerce n'est pas du troc pour la simple raison que le vendeur d'une marchandise n'est pas nécessairement acheteur, en même temps, d'une autre marchandise. Toute cette échappatoire repose sur le fait qu'on fait abstraction de l'argent et qu'ainsi, on oublie que le commerce n'est pas un échange de produits mais une circulation de marchandises pour laquelle il est essentiel que l'achat et la vente soient des opérations distinctes dans le temps et l'espace.

La circulation du capital

La circulation du capital inclut des possibilités de perturbation. Par exemple lors de la reconversion de l'argent à ses conditions antérieures de production, il ne s'agit pas seulement de reconvertir l'argent dans des valeurs d'usage identiques (ou du même genre) mais, essentiellement, de répéter le processus de reproduction avec des valeurs d'usage qui doivent être égales à leur ancienne valeur (si elles sont inférieures, c'est naturellement mieux). La part très significative de ces éléments de reproduction, formée par les matières premières, peut augmenter pour deux raisons. Premièrement, lorsque les instruments de production sont multipliés en quantité plus grande que la quantité de matières premières que l'on peut approvisionner dans un temps donné. Deuxièmement, à cause du caractère variable des saisons. Le climat (le temps qu'il fait) joue, en effet, comme John Tooke^{59} le note à juste titre, un grand rôle dans l'industrie moderne (la même chose est vraie en ce qui concerne la relation entre le salaire et les produits alimentaires).

La reconversion de l'argent en marchandises peut donc se heurter à des difficultés et créer des possibilités de crise au même titre que la transformation de marchandises en argent. Tant que l'on considère la circulation simple et pas la circulation du capital, ces difficultés n'existent pas. Il existe une masse de moments, de conditions et de possibilités de crise qu'on ne pourra analyser qu'en considérant des situations concrètes prenant en compte la concurrence des capitaux et du crédit.

La surproduction de marchandises est niée par certains économistes mais on admet, par contre, la surproduction de capital. Le capital est lui-même constitué de marchandises ou, s'il

est constitué d'argent, il doit, d'une manière ou une autre, être reconverti en marchandises pour pouvoir fonctionner comme capital.

Que signifie alors la surproduction de capital ? La surproduction de masses de valeurs qui sont destinées à générer de la plus-value (ou, si on considère le contenu matériel, la surproduction de marchandises destinées à la reproduction), c'est-à-dire à la reproduction à une échelle trop grande ce qui est fondamentalement la même chose que la surproduction. À l'examiner de plus près, cette formule ne signifie rien d'autre sinon qu'on produit trop à des fins d'enrichissement ou encore qu'une trop grande partie du produit est destinée non à être consommée comme revenu mais à obtenir plus d'argent (à des fins d'accumulation), non à satisfaire les besoins privés de son propriétaire, mais à lui procurer la richesse générale abstraite, l'argent, et davantage de pouvoir sur le travail d'autrui – ou encore à accroître ce pouvoir.

C'est ce qui est dit, d'un côté, mais Ricardo lui le nie ; et, de l'autre côté, comment explique-t-on la surproduction des marchandises ? En disant que la production n'est pas assez diversifiée, que certains articles ne sont pas produits en quantité suffisante. Il est évident qu'il ne peut s'agir ici de consommation industrielle car le fabricant qui produit trop de toile de lin, augmente en même temps sa demande de fils, de machines, de travail. Il s'agit donc de consommation privée. On a produit trop de toiles mais peut-être pas assez d'oranges.

Précédemment, on a nié l'argent pour éviter de prendre en compte la séparation entre achat et vente. Ici, on nie le capital en transformant les capitalistes en individus qui accomplissent la simple opération $M \rightarrow A \rightarrow M$ et qui produisent pour la consommation individuelle et non comme des capitalistes ayant pour but de s'enrichir en reconvertissant une partie de la plus-value en capital. Mais la phrase disant qu'il y a trop de capital ne signifie rien d'autre que trop peu de capital est consommé en revenu et qu'on ne peut en consommer davantage dans les conditions données (Sismondi^[60] définit la crise comme la disproportion croissante entre la production et la consommation).

Pourquoi le producteur de toiles exige-t-il du producteur de blé qu'il consomme plus de toiles ou que ce dernier exige du premier qu'il consomme plus de blé ? Pourquoi le producteur de toiles ne dépense-t-il pas lui-même une plus grande part de son revenu (plus-value) en toiles et le fermier, de son côté, en blé ? Chacun, pris séparément, admettra que son besoin en capital s'y oppose (indépendamment des limites de ce besoin). Mais, pris tous ensemble, ils ne l'admettent pas. Nous faisons abstraction, ici, d'un élément des crises qui résulte de ce que les marchandises coûtent moins cher à reproduire qu'à produire. D'où la dévalorisation des marchandises présentes sur le marché.

Conclusion

Toutes les contradictions de la production bourgeoise éclatent collectivement dans les crises générales du marché mondial. Dans les crises particulières (particulières par leur contenu et leur extension), elles n'apparaissent que dispersées, isolées, partielles.

La surproduction suit la loi générale de production du capitalisme qui est de produire à la limite supérieure des forces productives (la possibilité, avec une masse donnée de capital, d'exploiter la plus grande masse possible de travail) sans tenir compte des limites existantes du marché ou des besoins solvables et, ceci, par extension permanente de la reproduction et donc par reconversion permanente du revenu en capital tandis que la masse des producteurs reste limitée et doit – de par la nature de la production capitaliste – rester limitée à la satisfaction moyenne de ses besoins.

Petit lexique Marx

« Je corrige les épreuves, je lis vos dissertations avec respect, mais sans les comprendre. Or jugeant que mon niveau d'intelligence est à un niveau fort ordinaire, j'en conclus que la masse des lecteurs ne comprendra pas mieux que moi vos admirables théories, si vous ne finissez pas par les traduire en langage qui soit à la portée du vulgaire... »

Lettre à Marx du 15 février 1875 de M. Maurice La Châtre, chargé par Marx de la première édition française du *Capital*

1. Capitaliste

Un capitaliste est une personne propriétaire de moyens de production capables de fabriquer des marchandises et qui dispose, également, d'une somme d'argent suffisante pour payer les matières premières utilisées ainsi que les salaires de la main-d'œuvre employée. L'objectif du capitaliste est de réaliser un profit lors de la vente des marchandises et d'accroître la valeur de son capital dans le temps. Arnaud Lagardère, Vincent Bolloré, etc., sont des capitalistes. Pour se financer, les entreprises qu'ils contrôlent émettent des actions qui sont détenues par eux-mêmes et par d'autres appelés actionnaires minoritaires. Les petits porteurs, salariés ou non, ne sont pas des capitalistes car ils ne peuvent influencer la gestion de la société. Le CNPF utilisait le terme « Patron », le MEDEF préfère utiliser le terme « Entrepreneur ».

2. Producteur ou travailleur

Sont les mots utilisés par Marx pour désigner le salarié qui contribue directement à la production des marchandises.

3. Plus-value

Une découverte importante de Marx est la constatation que la valeur ajoutée (voir ce mot) aux marchandises par un salarié pour un temps de travail donné est, de loin, supérieure au salaire qu'il reçoit pour ce temps de travail. La différence entre les deux s'appelle la plus-value. Cette découverte permet, seule, de comprendre comment une marchandise peut être vendue à sa valeur et cependant laisser un bénéfice au capitaliste car le bénéfice est tout simplement la plus-value, c'est-à-dire la part de la valeur ajoutée par le salarié qui au lieu de lui être versée en salaire va directement dans la poche du capitaliste. La plus-value fait partie du processus de production du capital présenté dans le Livre I du *Capital*.

4. Marchandise, valeur d'échange, valeur d'usage

Toute marchandise présente deux visages. Pour l'acheteur, un objet n'est une marchandise que s'il en a l'usage sinon c'est un objet inutile. Il est clair que toute

marchandise doit avoir une valeur d'usage (au moins pour un certain nombre de gens). Par contre, pour le vendeur, sa marchandise vaut un certain prix en dessous duquel il ne peut descendre parce qu'il a, lui-même, soit fabriqué, soit acheté cette marchandise à un certain prix. On dit que la marchandise possède une valeur d'échange (contre une certaine somme d'argent) encore parfois notée valeur (tout court) quand il n'y a pas ambiguïté.

5. Prix et valeur

Le prix d'une marchandise est essentiellement variable car il est, en théorie, fixé par la négociation entre vendeurs et acheteurs présents sur le marché. Il dépend de la mode, du climat, des périodes de soldes, de la réputation du fabricant, etc., et de la célèbre loi de l'offre et de la demande, sans oublier l'état de l'économie (inflation, crise...). En fait le prix varie, en hausse ou en baisse, autour de la valeur sociale de la marchandise. Pour Marx, cette valeur sociale est la somme du capital constant et du capital variable (voir ces mots) investie par le capitaliste pour produire cette marchandise.

6. Capital

Ensemble des biens monétaires ou autres possédés par une personne ou une entreprise et utilisés pour rapporter un revenu. Chaque cycle de production et vente de marchandises livre, en fin de cycle, une somme d'argent supérieure à celle qui a été investie et qui, normalement va être réinvestie pour le cycle suivant ou bien versée aux actionnaires. Chaque cycle est une **reproduction du capital**, puisqu'on retrouve le capital investi mais augmenté de la **plus-value** que l'on appelle **production du capital** (puisque'elle apparaît comme tel) et l'accroissement du capital total par la multiplication des cycles est appelé **accumulation du capital**.

7. Capital constant

Dans le cadre de la production industrielle de marchandises, qui est caractéristique du système économique capitaliste, le capital constant désigne la valeur marchande des moyens de production (bâtiments, machines-outils, chaînes de montage...) ainsi que les matières premières.

8. Capital variable

Le capital variable désigne la valeur de la force de travail mise en jeu dans la production, c'est-à-dire la somme d'argent consacrée à l'ensemble des salaires de la main-d'œuvre. Ceci est sans rapport avec les Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV).

9. Valeur ajoutée

Le passage des matières premières par le processus de production a abouti, par le travail des salariés, à une marchandise, c'est-à-dire un objet qui a augmenté de valeur par rapport

aux matières premières qui le constituent car il est devenu un objet prêt à l'emploi et capable de rendre de nouveaux services. Dès le XVIII^e siècle, des économistes, à commencer par Ricardo, ont proposé d'évaluer l'augmentation de valeur d'une marchandise, au-dessus de la valeur de ses matières premières, par la durée du travail qu'il a fallu fournir pour la fabriquer. Mais cette durée dépend trop du degré de qualification de la main-d'œuvre pour fournir un résultat objectif. Marx a résolu le problème en introduisant « le temps de travail socialement nécessaire » qui est le temps de travail moyen observé dans les entreprises d'une région ou d'un pays, avec un degré d'industrialisation donné, pour mener à bien la fabrication de marchandises d'un même type.

10. Salaire

En régime capitaliste, la force de travail d'un salarié est assimilée à une marchandise que le salarié propose sur le « marché du travail ». Sur ce « marché », les acheteurs sont les capitalistes et, comme sur tous les marchés, le prix de l'usage de cette marchandise (journalier, à l'heure, au mois...) est fixé par la négociation entre les vendeurs et les acheteurs. L'expérience prouve que, pour maximiser le profit de l'employeur ou pour lui permettre de baisser ses prix face à la concurrence, celui-ci peut imposer au salarié pas ou peu qualifié, un salaire quotidien qui se situe au voisinage du minimum vital soit environ le prix de trois repas par jour et une nuit de sommeil, juste suffisant pour reconstituer sa force de travail pour le lendemain. Les luttes syndicales depuis le XIX^e siècle ont un peu amélioré la situation mais celle-ci est fonction du rapport de force. Les situations de crise voient une forte augmentation du chômage et les salariés, intégrant les risques de licenciement, réduisent leur consommation.

11. Traite – Escompte

Dans l'industrie et le commerce, le client peut, dans certains cas, et avec l'accord du fournisseur, régler le montant d'une fourniture en signant un document daté où le signataire s'engage à payer le montant indiqué dans un certain délai (2 semaines, 1 mois...). Ce document, qui fait foi devant les tribunaux de commerce, est remis au fournisseur et s'appelle une traite. En cas de manque de liquidités du fournisseur, avant la date d'échéance de la traite, celui-ci peut, dans certains cas, se livrer à une opération d'escompte qui consiste à trouver une banque qui accepte de payer comptant la traite au prix du montant indiqué diminué de l'escompte (de 5 à 15 % du montant) à charge pour ce dernier de se faire payer le montant indiqué par le signataire à la date convenue. Pour éviter l'escompte, il peut aussi payer son propre fournisseur avec une traite portant une date plus tardive que celle de la traite qu'il possède et dont le montant aura été encaissé entretemps.

Note éditoriale

La grande crise économique de 1857 va inciter Karl Marx (1818-1883) à mettre au net les résultats obtenus lors de ses recherches économiques. Ses contacts le tiennent informé de l'actualité, et tout particulièrement son ami Friedrich Engels (1820-1895).

Engels et la crise de 1857

Engels travaille à Manchester, depuis 1850, chez Ermen & Engels, une entreprise de textile dont son père détenait une partie du capital lorsque survint la crise de 1857.

Le 7 décembre 1857, Engels décrit à Marx la chute colossale des prix des marchandises [le coton (-33 %), le sucre (-35 %), la laine, le café, la soie] :

La récolte de coton de 1857 estimée à 3 millions de balles a ainsi perdu 15 000 000 de livres sterling de sa valeur depuis septembre. Après deux jours de pourparlers, la Banque d'Angleterre verse une avance d'un million de livres sterling à une grande entreprise américaine pour la sauver. Les frais continuent à courir pour les fabricants et on ne vend rien. La plupart des fabricants sont à court de liquidités et beaucoup sont complètement à sec. Ces jours-ci, huit ou neuf petits fabricants ont déjà fait la culbute. Les Cookes, propriétaires de l'énorme usine d'Oxford Road ont vendu leurs chiens de chasse. L'un d'eux a congédié ses domestiques, et quitté son palais pour le louer. Ils ne sont pas encore fichus, mais ils vont certainement bientôt sauter.

La faillite de Sewell et Neck est un coup dur pour la Norvège ; jusqu'à présent elle n'avait pas encore été touchée. À Hambourg, Ullberg et Cramer, des Suédois qui ont fait faillite avec un découvert de 12 000 000 de marks – dont 7 000 000 de traites tirées sur eux, avaient un capital de 300 000 marks seulement ! Quantité de gars ont plongé simplement parce qu'ils ne trouvaient pas l'argent liquide pour payer une seule traite arrivée à échéance alors qu'ils avaient peut-être dans leurs tiroirs cent fois le montant de cette traite en traites momentanément sans valeur. Il n'y a jamais eu jusqu'à présent de panique aussi complète et classique que celle qui règne à Hambourg actuellement.

Tout est sans valeur, absolument sans valeur, à part l'argent et l'or. À Hambourg, toute l'histoire a pour base la plus fantastique cavalerie de traites qu'on n'ait jamais vue. Elle a été poussée à son comble entre Hambourg, Londres, Copenhague et Stockholm. Le crash américain et la baisse des prix ont fait éclater toute l'affaire et pour l'heure, Hambourg est commercialement ruinée. Et les industriels allemands, surtout à Berlin, en Saxe et en Silésie sont sérieusement touchés par ce krach.

Le 9 décembre 1857, Engels partage avec Marx des informations nouvelles et confidentielles :

Schunck Souchay et Cie avaient tiré des traites sur Hambourg. Ils envoient le montant en lettres de change à sept jours sur la Banque d'Angleterre. Celles-ci furent retournées. Seul l'argent-métal aurait encore quelques valeurs. Des traites endossées par des maisons aussi solides, à deux mois, n'ont pu être escomptées au-dessous de 12 %, la semaine dernière. Quand je te cite les noms des maisons en question, il va de soi que c'est entre nous. Je pourrais avoir de sacrés embêtements, si on venait à savoir que j'ai abusé de la sorte d'informations confidentielles. Les maisons de commerce de Liverpool et de Londres vont bientôt culbuter. À Liverpool, la situation est effrayante, les gars ont tout juste assez d'énergie pour faire faillite. Les gars ne remarquent que maintenant que la spéculation monétaire était de loin la moindre des choses dans cette crise.

Le 11 décembre 1857, Engels passant de la description à l'analyse rapportait :

Dans cette crise, la surproduction a été générale comme jamais, elle n'est pas niable. La forme sous laquelle la surproduction se dissimule, c'est toujours plus ou moins l'extension du crédit, mais cette fois-ci, c'est tout spécialement la cavalerie des traites. Dans la crise actuelle, on peut étudier dans tous les détails comment naît la surproduction, par extension du crédit et sur-crédit. Il n'y a rien de neuf dans la chose elle-même, sinon la forme étrangement claire sous laquelle elle se déroule en ce moment. En 1837-1842 et 1847, ce n'était de loin pas aussi clair.

À Hambourg, les Merck ne se sont maintenus que grâce à l'avance de 15 millions du gouvernement. Le principal personnage, chez Merck, est l'ex-ministre du Reich, le Dr. Ernst Marck, juriste mais associé...

Et d'ajouter le 17 décembre 1857 :

La crise me tient en haleine de manière infernale. Tous les jours, les prix baissent. De plus, la crise nous serre de plus en plus près. Mon vieux s'est trouvé coincé ces jours-ci ; il nous a fallu lui avancer de l'argent. Manchester s'enfonce toujours d'avantage dans la crise. Les Merck sont complètement coincés, ici et à Hambourg, malgré deux fortes subventions, on s'attend à ce qu'ils fassent faillite ces jours-ci. Chez eux comme ici, la désorganisation momentanée du marché financier n'a pas des conséquences aussi graves que la mévente prolongée des marchandises. Dans le prolétariat aussi, on commence à se plaindre. Pour le moment encore, peu de signes révolutionnaires : la longue période de prospérité a terriblement démoralisé.

Enfin le 21 décembre 1857, Karl Marx dans une lettre à Ferdinand Lassalle^[61] indiquait qu'il travaillait à la rédaction d'un texte sur les caractères fondamentaux de l'économie politique et en même temps, préparait quelque chose sur la crise présente. Mais ce dernier texte ne verra pas encore le jour. En effet, *La Contribution à la critique de l'économie politique* publiée par Marx en 1859 ne comporte pratiquement rien sur les crises à l'exception de quelques remarques isolées.

1862 : La confrontation avec Ricardo

Le 18 juin 1862, Marx écrivait à Engels :

Par ailleurs, je donne maintenant un grand coup de collier et, c'est étrange, malgré la misère qui règne autour de moi, mon cerveau fonctionne mieux que toutes les années passées... j'ai fait quelques découvertes intéressantes et surprenantes, depuis notre dernière rencontre.

La situation financière de Marx est désespérée. Sa femme tente de vendre une partie des livres de son mari.

Le 2 août 1862, Marx indiquait à Engels qu'il venait de comprendre une erreur fondamentale de Ricardo, de Smith et de Mill, à savoir qu'ils confondent valeur et prix de revient de la marchandise.

Dans la détermination du prix de revient différent de la valeur, il faut ajouter encore qu'à la différence du capital constant et du capital variable vient s'ajouter la différence entre capital fixe et capital circulant qui provient du processus de circulation du capital.

C'est précisément là, dans la confrontation avec Ricardo que mûrit l'analyse de Marx du capitalisme et de ses crises. Il sollicite l'avis d'Engels sur le sujet.

Comme pour construire sa théorie de la valeur, Marx va construire sa théorie des crises en remettant en cause l'analyse de Ricardo.

Marx écrit pendant l'été 1862 les notes que nous publions dans une nouvelle édition et traduction française sous le titre *Les Crises du capitalisme*.

Le Capital et les théories sur la plus-value

Le 13 octobre 1866 Marx écrit dans une lettre à Kugelmann que dans les circonstances où il se débat, seul le Livre I du *Capital* pourra paraître bientôt. Il concerne la production du capital et sera suivi par le Livre II sur la circulation du capital, le Livre III sur le processus d'ensemble du capital et, enfin, le Livre IV intitulé « Contribution à l'histoire de la théorie ». C'est dans cette dernière partie que Marx envisage de mettre enfin au propre ses notes sur Ricardo et donc ses notes sur les crises. Le texte du Livre I du *Capital* publié en 1867 ne

comporte pratiquement rien sur les crises à l'exception de quelques remarques isolées.

À la mort de Marx, en 1883, le manuscrit dont sera plus tard extrait le Livre IV du *Capital* se trouvait dans l'état où il était resté vingt ans plus tôt. Accaparé par d'autres travaux, occupé par ses activités politiques, puis affaibli par la maladie Marx n'avait pas eu le loisir de le reprendre.

En 1885, Engels réussit à faire paraître le Livre II puis le Livre III du *Capital*. En mars 1895, quatre mois avant sa mort, Engels fait appel à Karl Kautsky^{62} pour travailler avec lui à l'édition du Livre IV. Il écrit à Laura Lafargue : « En attendant, je me mets au Livre IV du *Capital*, je lis et je corrige les parties déjà recopiées par Kautsky. » Engels disparu, c'est à Kautsky que reviendra la responsabilité de publier enfin ces notes historiques de Marx sur les théories économiques. Il refusera alors d'en faire le Livre IV du *Capital*. Et il éditera les notes de Marx de 1861-1863 alors déjà vieilles de plus de quarante ans et les publiera pour la première fois sous le titre : *Théories sur la plus-value* entre 1905 et 1910 en trois volumes aux éditions J.H.W. Dietz à Stuttgart. Fondée en 1881, cette maison d'édition avait fait paraître en 1885 son premier best-seller avec l'édition allemande de *Misère de la philosophie* de Karl Marx, accompagnée d'une préface d'Engels. En 1906, le Parti social-démocrate allemand avait pris le contrôle de la maison d'édition pour en faire son éditeur officiel.

La première guerre mondiale

À cette époque, les conditions économiques, sociales et politiques sont bien loin de la crise de 1857. Les économies des pays occidentaux sont en forte croissance. Ce qui préoccupe les marxistes, c'est de comprendre les évolutions du capitalisme de leur époque et en particulier le rôle des banques et la tendance à la formation de monopoles. Rudolf Hilferding publie alors *Le Capital financier* en 1910. Il envisage le rôle croissant des banques et des monopoles industriels et financiers comme un facteur de stabilisation du capitalisme et de réduction de l'ampleur des crises. Il note que le prolétariat est maintenant face à une nouvelle forme du capitalisme : l'impérialisme.

La guerre éclate en 1914, elle fera neuf millions de morts. Les partis sociaux-démocrates soutiennent majoritairement l'effort de guerre à l'exception d'un petit groupe de socialistes. Ces socialistes restés fidèles à l'internationalisme se réunissent à Zimmerwald en Suisse en septembre 1915. Cette même année, Nicolas Boukharine^{63} publie *L'Économie mondiale et l'impérialisme* pour analyser comment les nouvelles formes du capitalisme ont conduit à la Première Guerre mondiale. Dans sa préface restée longtemps inédite, Lénine note :

Entre les années 1871 et 1914, le capitalisme « pacifique » créait des conditions de vie fort distantes, extrêmement éloignées d'une paix véritable : guerre au-dehors et lutte des classes. Cette période est achevée sans retour : l'époque qui lui a succédé est celle des catastrophes et des conflits, et ce qui devient typique pour les masses, ce n'est plus tant l'épouvante sans fin qu'une fin dans l'épouvante. Le souverain actuel, c'est le capital financier, qui est particulièrement mobile et souple, dont les fils s'enchevêtrent et dans chaque pays et sur le plan international, qui est anonyme et n'a pas de rapport direct avec la production, qui se concentre avec une facilité remarquable et qui est déjà extrêmement concentré, car quelques centaines de milliardaires et de millionnaires tiennent positivement entre leurs mains le sort actuel du monde entier.

La révolution de 1917

Lénine publie, en 1916, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Il écrit dans sa préface de 1920 : « L'impérialisme est le prélude de la révolution socialiste du prolétariat. Cela s'est confirmé, depuis 1917 à l'échelle mondiale ». Cette analyse va se révéler fautive, la révolution mondiale ne viendra pas et la Russie des soviets restera isolée.

Boukharine pensait en 1919 que l'analyse classique du capitalisme antérieure à la révolution russe de 1905 devait être remplacée et non complétée par une analyse de l'impérialisme. Ce n'était pas la position de Lénine. Dans son discours du 19 mars 1919, Lénine explique que : « La destruction du capitalisme contemporain élimine cet appareil artificiel et ressuscite le vieux capitalisme. » « L'impérialisme est une superstructure du capitalisme. Quand il s'écroule, le sommet s'effondre et les fondations sont mises à nu. » « Il n'y a pas d'impérialisme intégral qui aurait transformé le capitalisme, c'est l'ABC du capitalisme qu'il faut énoncer car nous n'en sommes pas encore sortis. » Lénine s'intéresse alors aux travaux de John Maynard Keynes. Celui-ci a publié *Les Conséquences économiques de la paix*. Joseph Schumpeter résume ce livre en disant : « Le capitalisme du laissez-faire, cet épisode extraordinaire, a rendu l'âme en 1914. »

Dès 1921, au III^e congrès de l'internationale communiste, il devient apparent que la crise économique, séquelle de la guerre était aussi la première étape d'une liquidation des conséquences économiques du conflit. Lénine observe qu'il n'existe pas de situation sans issue pour la bourgeoisie et rejette la thèse selon laquelle : « la crise s'aggrave donc la classe ouvrière devient de plus en plus révolutionnaire ». En juin et juillet 1924, Boukharine est parmi les premiers à exprimer ses réserves sur la doctrine de l'effondrement et de la désagrégation économique du capitalisme et à esquisser une révision indispensable.

En 1925, un an après la mort de Lénine, Boukharine publie *L'Impérialisme et l'accumulation du capital*. C'est l'occasion de revenir sur les intuitions de Lénine de 1919 et de développer l'analyse des formes de fonctionnement plus normales du capitalisme que sont les crises. Fait rarissime dans la littérature marxiste, le chapitre 3 de ce livre prend sa source la plus directe dans les notes de Marx sur les crises des *Théories sur la plus-value*. Boukharine cite trente-cinq fois Marx dont dix-huit fois les *Théories sur la plus-value* et dix-sept fois le *Capital*.

Boukharine propose sa propre interprétation des causes des crises. Il observe que la consommation des travailleurs est nécessaire à la production d'une marchandise particulière : la force de travail. Le mode de production capitaliste n'est pas seulement contradictoire comme la production marchande dont il est une espèce. Il est aussi antagoniste du fait que le principe général du capitalisme est l'accroissement illimité de la plus-value et la limitation des salaires.

C'est en 1925 que paraît la première édition française des *Théories sur la plus-value* de Karl Marx en 8 volumes aux éditions Costes dans la traduction de J. Molitor.

La crise de 1929 et le stalinisme

Jusqu'à l'été 1928, Boukharine en tant que dirigeant de l'internationale communiste formule la doctrine officielle des communistes sur la question de l'avenir du capitalisme. Allié solide de Staline lors du congrès du Parti communiste de décembre 1927, il est brutalement écarté et exclu du bureau politique en novembre 1928. Ainsi, l'un des meilleurs économistes marxistes ayant intégré les théories de Marx sur les crises est neutralisé.

De la crise de 1857 jusqu'à la mise à l'écart de Boukharine, l'analyse des crises du capitalisme de Karl Marx est restée relativement marginale au sein du marxisme. Ensuite, les circonstances politiques du stalinisme et la décision de Staline d'enfermer toute démarche intellectuelle dans le carcan du « marxisme-léninisme » vont rendre presque impossible la poursuite par les communistes de ce travail.

À la montée du fascisme et à la crise de 1929, Staline répond par la stratégie de confrontation appelée « classe contre classe ». La politique communiste s'enfoncé dans un trou noir. Staline crée la planification centrale impérative (le Gosplan) et engage la collectivisation forcée.

Après l'accession d'Hitler au pouvoir, l'internationale communiste adopte la stratégie des Fronts populaires. Pour les communistes du monde entier, la défense inconditionnelle de l'URSS est devenue prioritaire sur le renversement du capitalisme.

C'est au cours de la déstalinisation lancée par Khrouchtchev et annoncée lors du XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique que la toute nouvelle édition russe du Livre IV du *Capital* de Marx pourra voir le jour entre 1954 et 1961. Cette nouvelle édition est faite directement à partir des notes manuscrites originales de Marx et non à partir de l'édition défectueuse faite par Kautsky entre 1905 et 1910. Les manuscrits originaux se trouvent à l'institut du marxisme-léninisme de Moscou. Les textes de Marx ne sont plus parole d'évangile et ses manuscrits prouvent au contraire que sa pensée s'est nourrie de la critique des économistes qui l'ont précédé et des circonstances particulières de son existence. Entre 1956, et 1962, les éditions Karl Dietz d'Allemagne de l'Est (RDA) publient pour la première fois en allemand une nouvelle édition des *Théories sur la plus-value* sur la base de l'édition russe.

Le Capitalisme peut-il survivre ?

Joseph Schumpeter naît en 1883, la même année que John Maynard Keynes et l'année de la mort de Karl Marx. Il s'intéresse au droit, à la sociologie puis à l'économie, matière qu'il enseigne à l'université de Harvard aux États-Unis à partir de 1932. Lecteur attentif de Marx sans être lui-même marxiste, il publie en 1942 *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*. Ce livre est pour lui l'occasion de synthétiser quarante ans de réflexions, d'observations et de recherches.

Dans le prologue, Schumpeter partage avec ses lecteurs sa préoccupation centrale :

Au cours de vingt dernières années, nous avons assisté à une résurrection particulièrement remarquable du marxisme. La plupart de créations de l'intelligence ou de l'imagination meurent sans laisser de traces après une période qui varie entre une heure d'après dîner et une génération. Tel n'est cependant pas le sort de certaines d'entre elles, dont le message de Marx, qui certes, subissent des éclipses, mais qui surgissent de nouveau et ressuscitent alors, non pas comme des éléments indistincts de notre héritage culturel, mais sous leur apparence originale et avec leurs cicatrices propres que chacun peut voir et toucher.

Alors que le stalinisme étouffe en Union soviétique toute recherche originale, la crise de 1929 a profondément ébranlé chez les intellectuels du monde entier la confiance en l'avenir du capitalisme.

« Le capitalisme peut-il survivre ? Non, je ne crois pas qu'il le puisse », écrit alors Schumpeter. Selon lui, les travaux économiques théoriques de Marx sont incontournables : « Le témoignage le plus marquant de sa conscience professionnelle est fourni par son livre *Théories sur la plus-value* qui est un monument de rigueur théorique. » Dans sa hiérarchie des apports de l'auteur du *Capital*, la place la plus élevée est consacrée aux crises que Schumpeter range dans la catégorie des cycles économiques :

Les partisans et adversaires de Marx ne réalisent pas la difficulté, tenant au caractère kaléidoscopique de la contribution que Marx a apportée aux problèmes cycliques. En fait, si Marx a correctement analysé les crises, il n'avait conçu aucune théorie des cycles économiques.

Schumpeter cite les *Théories sur la plus-value* et met en valeur ce jugement de Marx dans le *Capital* qu'il partage :

La superficialité de l'économie politique se révèle dans le fait qu'elle considère l'expansion et le resserrement du crédit comme la cause des mouvements périodiques du cycle industriel dont ils ne sont que les symptômes.

Schumpeter touche au cœur de la question :

Dans la plupart des cas, Marx a utilisé le mot crise dans son sens habituel, en parlant de la crise de 1857 par exemple. Mais il l'a également employé dans un sens différent. Étant convaincu que l'évolution capitaliste disloquerait un jour ou l'autre le cadre institutionnel de la société capitaliste, Marx pensait que, avant même que se produisît l'explosion finale, le capitalisme commencerait à fonctionner avec des frictions croissantes et manifesterait les symptômes d'une maladie fatale. Or, il appliquait le même terme de « crise » à cette phase et il marquait une tendance à associer les crises récurrentes à la crise fondamentale de l'ordre capitaliste.

La seconde guerre mondiale fera soixante-deux millions de morts et les préoccupations de 1942 seront bientôt balayées par un nouveau cycle d'expansion économique et de déclin du marxisme jusqu'à la résurgence des années 60.

Le marxisme de Raymond Aron

Le 7 novembre 1962, Raymond Aron (1905-1983) donne à la Sorbonne la première leçon du cours qu'il consacre à Marx. Dans les notes manuscrites qui lui ont servi à le préparer, on lit, en travers du dernier feuillet : « Il y a aujourd'hui trente et un an que j'ai commencé l'étude du marxisme. » Jean-Claude Casanova dans sa préface à l'édition posthume de ce cours intitulée « Le marxisme de Marx », revient sur les circonstances dans lesquelles, en 1931, Raymond Aron a entrepris la lecture du *Capital*. Il y cherchait une explication à la crise économique que connaissaient, à cette époque, l'Europe et l'Amérique. Il espérait, naïvement dit-il, « y trouver la confirmation du socialisme », en se demandant s'il était possible de démontrer que la crise économique conduirait à la fin du capitalisme, et, de là, au socialisme.

Dans le cours qu'il consacre à l'essence et aux contradictions du capitalisme, Raymond Aron admire l'érudition économique de Marx :

Il faut voir ce que Marx a lu : il a lu tout ce qu'on pouvait lire ; et non seulement il a écrit *Le Capital*, mais il a écrit aussi ce qui représente 8 tomes de la traduction Molitor (*Les Théories sur la plus-value*), à savoir une étude des théories de la plus-value et du profit de tous les économistes de son temps.

Marx a observé, plutôt plus nettement et plus clairement que les économistes de son temps, le phénomène des crises, les fluctuations de l'économie et il a suggéré qu'il y avait dans le régime capitaliste des mécanismes qui déterminaient ces fluctuations. Il a mis au jour les facteurs structurels qui déterminent les fluctuations, et il les a trouvés dans ce que l'on appelle l'anarchie de la production, et probablement dans la difficulté de réalisation des valeurs, et aussi dans le fait qu'il y a une contradiction fondamentale dans le régime capitaliste à vouloir réduire au minimum les salaires de manière à baisser le prix de revient et d'autre part à produire en masse ce qu'exigent les consommateurs.

Au terme de son cours sur Marx, Raymond Aron referme avec prudence la boucle historique ouverte par sa découverte de Marx en 1931 :

Au moment où je parle, en 1963, les observateurs, au moins les observateurs occidentaux, sont aussi optimistes qu'ils étaient pessimistes dans les années 30, parce que les observateurs, même lorsque ce sont des économistes professionnels, éprouvent une tendance irrésistible à extrapoler. Je dirai que la probabilité me paraît être que les économies de type capitaliste plus ou moins modifiées ne connaîtront plus l'équivalent d'une grande crise comme celle des années 30. Mais, si j'ose m'exprimer avec une extrême prudence, il est encore moins démontré qu'elles soient incapables d'éviter les grandes dépressions.

Deux ans plus tard, en 1965, des grèves majeures éclatent. En janvier 1966, la CGT et la CFDT signent un accord important et s'engagent à l'unité d'action. Les « années 68 » commencent avec la montée en puissance de la contestation.

Marx, le retour Acte 1 : 1968-1978

En France, c'est Roger Dangeville qui va relancer en 1967-1968 la publication de nombreux textes de Marx. Ils seront publiés chez Anthropos, aux éditions Maspero et chez UGE 10/18. En 1970, les éditions de Minuit publient avec soixante ans de retard la première édition française du *Capital financier* de Rudolf Hilferding.

En 1974, Lucien Sève obtient du Comité central du Parti communiste français (PCF) la décision de lancer une nouvelle édition française des textes de Marx. Les 3 volumes des *Théories sur la plus-value* (Livre IV du *Capital*) paraîtront aux Éditions Sociales entre 1974 et 1976 dans l'édition et la traduction de Gilbert Badia.

1975 a marqué une date importante dans l'histoire de l'édition de Marx avec la reprise par les Instituts marxistes-léninistes de l'URSS et de la RDA de l'édition complète des œuvres de Marx et Engels (MEGA), entreprise en 1927 sous la direction de D. Riazanov et abandonnée depuis 1935. Maximilien Rubel publie des fragments des *Théories sur la plus-value* sous le titre *Matériaux pour l'« Économie »* avec les coupes et les remaniements fréquents chez lui.

En 1978, Roger Dangeville publie sous le titre *La Crise* de K. Marx et F. Engels un recueil de textes qui contient une nouvelle édition et traduction française du présent texte.

Entre 1974 et 1978, ce sont donc trois nouvelles éditions françaises différentes du même

texte d'origine de Marx qui deviennent disponibles. Mais c'était sans compter sur une nouvelle phase de glaciation intellectuelle et politique. En 1979, Mac Donald ouvre son premier restaurant en France à Strasbourg et la vague néolibérale incarnée par Margaret Thatcher et Ronald Reagan déferle sur la France. La chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS amènent Francis Fukuyama à théoriser la fin de l'histoire. Le capitalisme connaît une nouvelle phase de prospérité et comme le proclame une couverture du magazine *Time*, « Marx est mort ».

Marx, le retour Acte 2

Pourtant, en 2008, le projet Grande Édition Marx Engels (GEME) – Éditions Sociales entame une nouvelle édition française des œuvres de Marx et Engels avec la publication de la *Critique du programme de Gotha*.

Depuis 2008, nous assistons à une nouvelle crise générale du capitalisme mondial d'une ampleur et d'une violence sans précédent. En effet, après la grande crise de 1857, une deuxième grande crise générale a frappé le capitalisme en 1929. Elle a conduit à la Grande Dépression de 1929 à 1942, aux fascismes et à la deuxième guerre mondiale. La crise de 2008 est la troisième grande crise générale du capitalisme.

La présente édition et traduction de Jacques Hebenstreit permet aux lecteurs de lire l'analyse de Karl Marx d'un des phénomènes les plus importants et les plus complexes des 150 dernières années. Le manuscrit de Marx est presque tout entier écrit d'un seul tenant, sans divisions ni intertitres. La répartition en chapitres et sous-chapitres ainsi que les intertitres sont donc l'œuvre des éditeurs. Marx s'exprime en mélangeant dans une même phrase des mots allemands, anglais et français. Nous avons fait le choix de la langue française contemporaine pour la traduction.

Au terme de cette note éditoriale, il nous reste à remercier tous ceux qui ont contribué à cette publication et à donner la parole à Marx avec cette conclusion de la première préface du Livre I du *Capital* (Londres, 25 juillet 1867) :

Tout jugement inspiré par une critique vraiment scientifique est pour moi le bienvenu. Vis-à-vis des préjugés de ce qu'on appelle l'opinion publique à laquelle je n'ai jamais fait de concessions, j'ai pour devise après comme avant, la parole du grand Florentin : « Segui il tuo corso, e lascia dir le genti ! »

{1} K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, Paris, Éditions sociales, 1980, tome 1, p. 356.

{2} K. Marx, *Manuscrits de 1861-1863*, Paris, Éditions sociales, 1980, p. 17 et 18.

{3} K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, op. cit., tome 1, p. 354.

{4} K. Marx, *Théories sur la plus-value*, Paris, Éditions sociales, 1976, tome 2, voir pp. 84, 597, 608, 612.

{5} Denis Guedj, « Ces mathématiques vendues aux financiers », *Libération*, 10 décembre 2008 : « Comment ne pas parler de la diva des médias, M^{me} Karoui ? Grande prêtresse des MAF (mathématiques appliquées à la finance encensée par le *Wall Street Journal*, qui a osé proclamer : “Les mathématiques financières n’ont rien à voir avec la crise”. Ce n’est pas parce que ses poussins n’ont rien vu venir de la crise qu’ils n’ont rien à voir avec elle. Interrogée sur les produits dérivés, M^{me} Karoui offre cette réponse exquise : “leur existence n’est pas absurde”. En mathématicienne, elle utilise ce que l’on appelle la preuve d’existence par l’impossibilité de non-existence : les produits dérivés doivent exister puisqu’ils peuvent exister ! »

{6} K. Marx, *Le Capital*, Paris, Éditions sociales, tome 3, p. 207.

{7} Marx écrit dans *Le Capital* que dire des crises qu’elles sont provoquées par un manque de demande ou de consommation effectives, constitue « une pure tautologie » : « Le système capitaliste ne reconnaît d’autre consommateur que celui qui peut payer. Le fait que des marchandises soient invendables ne signifie rien d’autre que le fait qu’on ne leur a pas trouvé d’acheteur. » Et Engels précise dans *l’An-ti-Dühring* qu’il est impossible d’expliquer les crises capitalistes par des phénomènes qui ont existé bien avant le capitalisme. « La sous-consommation de masse, la restriction de la consommation des masses au strict nécessaire à la reproduction n’est pas un phénomène nouveau. Cela a toujours existé depuis qu’il y a eu des classes exploiteuses et des classes exploitées. Par conséquent, alors que la sous-consommation a été un trait permanent depuis des milliers d’années, l’effondrement des marchés dans les crises résultant d’une surproduction est caractéristique des cinquante dernières années. La sous-consommation des masses est une condition nécessaire de toute société basée sur l’exploitation, y compris par conséquent de sa forme capitaliste ; mais c’est le mode spécifique de production capitaliste qui génère les crises. La sous-consommation des masses est donc une condition préalable des crises, et elle joue dans leur développement un rôle reconnu depuis longtemps. Mais elle ne nous dit pas grand-chose sur les raisons pour lesquelles les crises existent aujourd’hui et sur pourquoi elles n’existaient pas auparavant. »

{8} K. Marx, *Théories sur la plus-value*, Paris, Éditions sociales tome 2, p. 593.

{9} La crise de 1857 est l’occasion d’une prise de conscience de la périodicité des crises. En 1862, Clément Juglar publie *Les Crises commerciales et leur retour périodique en France, en Angleterre, aux États-Unis*. Dans sa correspondance avec Engels, Marx tente de lier cette périodicité des crises aux rythmes de renouvellement du capital fixe. La théorie des cycles longs, attribuée à Kondratieff, est bien postérieure. Voir à ce sujet Ernest Mandel, *Long waves of Capitalist Development*, et Dockès et Rosier, *Rythmes économiques, crises et changement social, une perspective historique*.

{10} K. Marx, *Le Capital*, tome 3, op. cit., p. 164 et 171.

{11} K. Marx, *Le Capital*, tome 2, op. cit., Livre III, p. 71.

{12} Équation de la baisse tendancielle du taux de profit : $pl/(c+v) = (pl/v)/((c/v)+1)$

{13} Voir Giacomo Marramao, *Il politico e le trasformazioni*, Bari, 1979.

{14} Isaac Joshua, *La Crise de 1929 et l'émergence américaine*, Paris, PUF, Actuel Marx, 1999, p. 272.

{15} K. Marx, *Le Capital*, op. cit., Livre III, tome 1, p. 374.

{16} Jacques Marseille affirme qu'en France, le partage de la valeur ajoutée entre travail et capital était de 60 % / 40 % à la fin des deux septennats de Mitterrand, alors qu'elle était de 71 % / 29 % à son arrivée en 1981 (*Marianne*, 7 février 2009), soit 80 milliards d'euros par an détournés du travail vers le capital.

{17} C'est ce qu'évoquait par euphémisme l'économiste Jean-Paul Fitoussi, lors du colloque officiel du 8 janvier 2009 sur la refondation du capitalisme en définissant la crise comme une « crise de répartition des revenus », en oubliant d'ajouter que les « rémunérations extravagantes » qu'il dénonce ont contribué à soutenir la demande du commerce de luxe.

{18} *Le Monde*, 25 octobre 2008.

{19} Voir Jean-Marie Harribey, « L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur », in *La Démence sénile du capital*, Bègles, Éditions du Passant, 2002.

{20} *JDD*, 14 décembre 2008.

{21} *JDD*, 6 avril 2009.

{22} Ségolène Royal, *JDD* du 5 avril 2009.

{23} *Libération*, 5 janvier 2009.

{24} *Le Monde*, 15 décembre 2008.

{25} « Le crédit à la consommation a joué un rôle économique et social majeur, mais, avec la crise, tout cela va disparaître pour longtemps, au moins une dizaine d'années. » (Daniel Cohen, *Marianne*, 10 janvier 2009)

{26} Déclaration finale du sommet de Londres du G20, *Le Monde*, 4 avril 2009.

{27} *Libération*, 29 décembre 2008.

{28} Cité par C.L.R. James, « Reconversion-I », *New Internationalist*, mars 1945.

{29} Voir Jean-Paul Deléage, Daniel Hémerly, Jean-Claude Debeir, *Les Servitudes de la puissance*, Flammarion, 1986.

{30} *Le Monde*, 13 janvier 2008.

{31} Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008. Voir aussi Jean-Luc Gréau, *L'Avenir du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2005 et Hakim El Karoui, *L'Avenir d'une exception*, Flammarion, 2006.

{32} Plaidant pour un protectionnisme non autarcique (dans *Le Monde diplomatique* de mars 2009), Jacques Sapir le définit non pas comme une panacée mais comme une condition nécessaire pour relancer la demande par la revalorisation salariale. Il prend toutefois une précaution : ce protectionnisme sélectif ne viserait pas tous les pays à bas salaire, mais seulement « ceux dont la productivité converge avec nos niveaux et qui ne mettent pas en place des politiques sociales et écologiques également convergentes ».

{33} *La Tribune*, 15 janvier 2009.

{34} Voir *La Tribune*, 20 novembre 2008

{35} Voir Michel Husson, « Le capitalisme toxique », *Imprecor* n°541-542, septembre-octobre 2008.

{36} Selon le FMI, la dette pourrait atteindre en 2012 (au minimum) 117 % du PIB en Italie, 97 % aux États-Unis, 80 % en France.

{37} *Le Monde*, 13 janvier 2009.

{38} *Le Monde* du 7 avril 2009. Le même Daniel Cohen rappelait que le retour de la croissance au milieu des années 1990 avait été dû « à l'essor du crédit sous toutes ses formes » (avec l'abandon en 1999 de la loi Glass Steagal aux États-Unis) le crédit remplaçant alors la prise en charge collective de la santé et de l'éducation par les services publics.

{39} *JDD*, 5 octobre 2008.

{40} *Le Monde*, 26 novembre 2008.

{41} Généreusement, Anne Michel concède dans *Le Monde* (11 novembre 2008) qu'il « ne serait pas impensable qu'en contrepartie de son aide financière généreuse aux banques – sous forme de prêts rémunérés pour 10,5 milliards d'euros et d'une garantie de 320 milliards – l'État songe à acquérir une participation minoritaire au capital des établissements de crédit ». Qu'il y songe... Ah, qu'en termes rêveurs ces choses-là sont dites. Déçu par le plan Obama aux États-Unis, Daniel Cohen reconnaît (*Le Nouvel Observateur* du 19 mars 2009) que « pour éradiquer le mal à sa source », il faudrait « nationaliser les banques et racheter la dette hypothécaire des ménages ». Quant à Joseph Stiglitz, consultant économique de Nicolas Sarkozy, il affirme qu'avec « l'argent mis dans le plan de sauvetage des banques américaines, on financerait un siècle de protection sociale aux États-Unis » (*Le Monde*, 2 février 2009).

{42} Le ministre de la défense Hervé Morin s'est félicité que « nos exportations de défense » aient connu en 2008 « leur meilleure année depuis 2000 » avec un chiffre d'affaires de 6,4 milliards d'euros. Et il s'est frotté les mains en annonçant que, grâce aux commandes brésiliennes passées lors du voyage présidentiel, « 2009 devrait être une nouvelle très bonne année » (*La Tribune*, 27 janvier 2009). On imagine aussi que les marchands d'armes amis du président, les Dassault et Lagardère, ont été comblés par le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Retour qui devrait leur ouvrir de nouveaux marchés prometteurs.

{43} Aux États-Unis, sous la présidence Clinton, les « nouveaux démocrates » ne se sont pas contentés d'institutionnaliser les politiques économiques de Nixon et Reagan, ils ont parfois surenchéri, comme le montrent leurs campagnes en faveur de la réforme des politiques sociales tendant à créer davantage de pauvreté, de la réduction des déficits budgétaires, ou de la signature du traité de libre-échange d'Amérique du Nord.

{44} *Marianne*, 4 novembre 2008.

{45} Sondage CSA/*Marianne* du 25 mars 2009.

{46} *Le Monde*, 7 février 2009.

{47} Ségolène Royal/Alain Touraine, *Si la gauche veut des idées* Paris, Grasset, 2008.

{48} Voir le dossier d'*Imprecor* n°543, novembre 2008.

{49} David Ricardo (1772-1823) économiste anglais.

{50} Jean-Baptiste Say (1767-1832) économiste, journaliste et industriel français.

{51} James Mill (1773-1836) économiste, historien et philosophe écossais.

{52} Samuel Bailey (1791-1870) philosophe et économiste anglais.

{53} John Stuart Mill (1806-1873) philosophe et économiste anglais. Fils aîné de James Mill.

{54} James Wilson (1805-1860), chapelier, économiste et politicien écossais. Fondateur en 1843 du journal *The Economist*.

{55} John Fullarton (1780-1849) économiste anglais.

{56} Wilhelm G.F. Roscher (1817-1894) économiste allemand.

{57} Andrew Ure (1778-1857) médecin et philosophe écossais.

{58} William Cobbett (1762-1835) journaliste et homme politique anglais.

{59} John H. Tooke (1736-1812) homme politique anglais.

{60} Jean Sismondi (1773-1842) historien et économiste né à Genève.

{61} Ferdinand Lassalle (1825-1864) penseur et homme politique socialiste allemand.

{62} Karl Kautsky (1854-1938) penseur et homme politique socialiste allemand.

{63} Nicolas Boukharine (1888-1938) intellectuel, révolutionnaire bolchevique et homme politique soviétique.